



Numéro 12 - juillet 2011

## Résultats économiques des exploitations agricoles en 2009

### Réseau d'information comptable agricole

*Au sommaire :*

Situation financière et disparité  
des résultats économiques des exploitations



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
DE L'ALIMENTATION  
DE LA PÊCHE  
DE LA RURALITÉ  
ET DE L'AMÉNAGEMENT  
DU TERRITOIRE



<b>Page 02</b>	<b>Avant-propos</b>
<b>Page 03</b>	<b>Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations en 2009</b>
<b>Page 09</b>	<b>Les résultats économiques en 2009 en 35 fiches thématiques</b>
<b>Page 09</b>	<b>A - La production de l'exercice</b> <i>La baisse affecte toutes les orientations</i>
<b>Page 15</b>	<b>B - Les subventions d'exploitation</b> <i>La prime unique représente 59 % des subventions d'exploitation</i>
<b>Page 19</b>	<b>C - Les charges</b> <i>Hausse des dépenses en engrais mais baisse de celles en énergie et en aliments pour animaux</i>
<b>Page 27</b>	<b>D - Les résultats</b> <i>Baisse importante des résultats</i>
<b>Page 31</b>	<b>E - L'actif et l'investissement</b> <i>Un actif moyen par exploitation en baisse sensible (-4,6 %)</i>
<b>Page 37</b>	<b>F - Le passif et l'endettement</b> <i>Avec les résultats en forte baisse, les contraintes de l'endettement s'accroissent</i>
<b>Page 41</b>	<b>G - Analyse financière</b> <i>Diminution de la rémunération du travail de la main-d'œuvre non salariée surtout dans les exploitations de grande taille</i>
<b>Page 47</b>	<b>Les annexes</b>

# AVANT-PROPOS

La vingt-sixième édition du rapport annuel du Réseau d'information comptable agricole (RICA) analyse les résultats économiques des exploitations agricoles en 2009. Elle propose une série de fiches, réunies en sept chapitres qui examinent les différents thèmes abordés par le RICA. Ces fiches sont précédées d'un article général, qui analyse les faits marquants de l'année. Le lecteur intéressé pourra trouver en fin d'ouvrage une présentation de la méthodologie utilisée pour la collecte et le traitement de l'information, du plan comptable agricole utilisé pour le RICA ainsi que la définition des divers concepts comptables.

Le RICA est une enquête par sondage réalisée auprès d'environ 7 500 exploitations agricoles, sur lesquelles sont relevés données comptables et indicateurs technico-économiques. Les concepts utilisés, conformes à ceux de la comptabilité d'entreprise, peuvent parfois différer de ceux des comptes agricoles macroéconomiques. Le RICA porte sur les seules exploitations dites professionnelles, c'est-à-dire celles qui atteignent une dimension économique minimale (actuellement 9 600 unités de comptes européennes, soit 12 hectare-équivalent-blé) et emploient au moins 0,75 unité-travail-année.

Sauf indication contraire, les tableaux de la présente publication sont issus du RICA (fichiers définitifs). Ils fournissent des données moyennes par exploitation. Les évolutions sont calculées en valeur réelle.

*La gestion du RICA relève de la responsabilité du ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire (MAAPRAT). Pour l'exercice 2009, le Service de la Statistique et de la Prospective du Secrétariat général et les services régionaux de l'Information statistique et économique du MAAPRAT ont produit l'enquête.*

*La collecte de l'information a été pour l'essentiel assurée par les centres de gestion et d'économie rurale (réseau CER France), les associations de gestion (réseau accompagnement stratégique) et de manière plus marginale par divers experts comptables.*

*Cette publication a été réalisée par le bureau des Statistiques sur les Productions et les Comptabilités agricoles, de la sous-direction des Synthèses statistiques et des Revenus. Thierry de CORLIEU a rédigé l'ouvrage. La composition a été assurée par l'atelier de composition de Beauvais.*

## Pour en savoir plus :

Collection Agreste

- Les comptes provisoires de l'agriculture 2009 par région et catégorie d'exploitations - *Agreste Primeur* - n° 243 - juin 2010
- Les revenus en agriculture - Fortes fluctuations et accroissement des disparités - *Agreste Primeur* - n° 247 - août 2010
- Les comptes prévisionnels de l'agriculture par catégorie d'exploitation en 2010 - *Agreste Primeur* - n° 252 - décembre 2010
- Le site agreste : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)

## SIGNES CONVENTIONNELS ET UNITÉS

-	Résultat nul	€	euro
///	Sans objet	k€	1 000 euros
ε	Chiffre inférieur à la moitié de l'unité de dernier ordre exprimé	ha	hectare
		hl	hectolitre
ns	Résultat non significatif	q	quintal = 100 kg
		t	tonne

# Année 2009, des résultats en baisse et moins dispersés et un alourdissement du poids de l'endettement

*En 2009, les résultats des exploitations sont en forte baisse pour la seconde année consécutive. Pour 26 % des exploitations agricoles, le résultat courant avant impôts (RCAI) a été déficitaire alors que la proportion oscillait autour de 10 % jusqu'en 2007. Un peu plus de 9 % des exploitations ont connu un RCAI négatif au cours des deux dernières années et plus des deux tiers des exploitations ont vu leurs résultats se dégrader. Les revenus moyens obtenus au sein des principales orientations technico-économiques se sont rapprochés et les résultats des grandes exploitations ont plus fortement diminué que ceux des exploitations de petite taille. En 2009, après deux années de hausse, la dispersion des résultats s'est donc sensiblement réduite, les hauts revenus étant beaucoup moins nombreux. Les exploitants ont réagi à ces mauvais résultats en réduisant les prélèvements privés et les investissements. L'endettement progresse cependant. Le remboursement des dettes et le paiement des charges financières varient assez peu mais deviennent plus contraignants compte tenu de la forte diminution des résultats. En 2009, le poids de l'endettement a atteint un niveau inégalé. Bien que les jeunes agriculteurs soient sensiblement plus endettés que les plus âgés, ces derniers subissent un poids de l'endettement en moyenne assez comparable.*

## **Baisse importante du résultat courant avant impôts pour la seconde année consécutive : plus du quart des exploitations ont un RCAI négatif**

En 2009, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations n'est plus que de 16 800 euros après deux années de baisse consécutives ; il s'élevait, en valeur réelle, à 43 100 euros en 2007 et à 32 800 euros en 2008. Ce revenu, provenant de l'activité courante des exploitations agricoles, doit rémunérer l'activité de la main-d'œuvre non salariée, près de 1,45 unité de travail à temps plein en moyenne par exploitation, les capi-

taux investis et permettre le paiement des charges sociales de l'exploitant, qui restent stables avec 9 600 euros en moyenne. En 2009, la diminution de la valeur de la production de l'exploitation, - 10,6 % par rapport à 2008, explique pour l'essentiel celle du RCAI. L'année 2009 a été marquée par la chute des prix à la production des principaux produits de grandes cultures (céréales, oléagineux), des cultures fruitières (pommes et pêches) ainsi que celle du lait. Les exploitations spécialisées en grandes cultures, en bovins lait, en bovins mixtes et en polyculture-polyélevage sont particulièrement affectées par ces mouvements de prix. Sur la même période, le montant moyen des subventions d'exploitation est resté stable.

Les charges courantes, considérées dans leur ensemble, ont elles aussi en moyenne peu varié (- 0,3 %) en 2009. Cette stabilité d'ensemble résulte de la hausse du poste de dépenses « engrais et amendements » (+ 22,1 %), de la progression de celui du personnel salarié (+ 4,5 %) mais aussi des charges de structures, en particulier les dotations aux amortissements (+ 3,6 %), tandis que les dépenses en énergie et alimentation animale baissent. En 2009, 26 % des exploitations ont obtenu un RCAI négatif, contre 16 % en 2008, et environ 10 % en moyenne au cours des années 2000 à 2007. Un peu plus de 9 % des exploitations ont connu un résultat déficitaire consécutivement en 2008 et 2009. La progression du nombre des exploitations terminant l'exercice 2009 avec un RCAI négatif est spectaculaire en grandes cultures et en polyculture-polyélevage où un tiers des exploitations sont concernées et en bovins lait, où dans cette dernière orientation plus d'une exploitation sur cinq est déficitaire alors que cette situation était relativement rare avant 2008.

### Une baisse commune à la plupart des orientations technico-économiques

La diminution du RCAI moyen en 2008 et en 2009 est observée sur la plupart des orientations technico-économiques.

- En grandes cultures les exploitations ont subi en 2009 à la fois la baisse du prix des principales productions et la hausse du coût des engrais : le RCAI a perdu près de 70 % de sa valeur.

- La forte baisse du RCAI pour les exploitations fruitières (- 60 %) s'explique par la baisse des prix à la production et l'augmentation des charges de salaire.

- La baisse du prix du lait de vache, très partiellement compensée par la diminution des dépenses en alimentation animale, conduit à une diminution de moitié du RCAI en orientation bovins lait.

- En bovins viande et ovins caprins, l'évolution du RCAI est moins défavorable mais le niveau de revenu moyen de ces exploitations, qui avait beaucoup diminué en 2008, reste faible.

- Forte baisse du RCAI aussi dans les orientations bovins mixtes et polyculture, polyélevage (- 62,3 %) ; dans cette dernière les exploitations cumulent souvent la baisse des cours du lait et des céréales.

- La situation est plus contrastée dans les élevages de granivores, la fermeté des cours des produits avicoles en général et du poulet de chair en particulier ayant compensé les difficultés de la filière porcine.

### Les écarts de revenus entre petites et grandes exploitations se réduisent

Ces évolutions moyennes du RCAI résultent de l'agrégation d'évolutions individuelles très dispersées. La proportion des exploitations qui améliorent leur RCAI s'élève à 31 %, cette proportion dépassant 45 % en vins d'appellation, en maraîchage-horticulture, en bovins viande, en ovins et autres herbivores et en porcins, volailles. Dans un contexte particulièrement défavorable, seulement 17 % des exploitations de grandes cultures et un peu

### Part des exploitations avec un résultat courant avant impôts négatif

En %

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Grandes cultures	14,2	10,7	9,6	10,7	14,8	10,8	5,1	12,0	33,0
Maraîchage, horticulture	9,4	8,0	10,7	18,2	15,7	15,0	15,9	20,4	23,4
Vins d'appellation d'origine	10,5	10,2	14,3	14,9	19,4	19,8	17,6	20,0	18,2
Autre viticulture	29,1	20,2	11,8	13,9	39,2	32,1	31,8	30,0	24,3
Fruits	18,2	20,4	12,7	20,5	33,3	15,0	21,3	22,3	26,0
Bovins lait	6,6	6,2	6,3	3,9	4,9	6,9	4,8	8,5	21,7
Bovins viande	7,3	4,5	7,4	7,0	5,9	2,2	11,1	20,1	24,8
Bovins mixtes	7,1	4,5	5,4	6,7	4,1	5,2	7,1	12,4	22,8
Ovins, autres herbivores	12,1	5,5	12,5	7,6	13,7	10,2	13,7	23,2	19,8
Porcins, volailles	4,0	23,1	18,2	13,8	7,3	6,1	18,4	25,2	20,7
Polyculture, polyélevage	9,7	10,7	13,2	9,3	13,6	9,7	7,3	15,0	33,5
<b>Ensemble</b>	<b>10,7</b>	<b>9,7</b>	<b>10,4</b>	<b>9,8</b>	<b>13,1</b>	<b>10,5</b>	<b>10,2</b>	<b>16,1</b>	<b>26,4</b>

Source : RICA

plus de 20 % en bovins lait ont amélioré leur RCAI. Les exploitations de petite taille (12 à 60 hectares-équivalent-blé) semblent moins subir les effets de la crise des prix : la proportion de ces exploitations améliorant leurs revenus s'élève à 39 %, contre 24 % pour celles de grande taille (150 hectares-équivalent-blé). Cette tendance se retrouve au sein de la plupart des orientations technico-économiques et notamment en grandes cultures, en viticulture, en arboriculture et en orientations bovines.

L'écart de revenu entre ces deux catégories, s'il demeure à l'avantage des exploitations de grande taille, diminue fortement en 2009 : en moyenne 8 800 euros par unité de travail non salarié contre 24 900 euros en 2008. La diminution de l'écart de revenu se retrouve peu ou prou sur toutes les orientations technico-économiques à l'exception des éleveurs bovins viande et des éleveurs d'ovins et autres herbivores. L'écart se réduit fortement chez les producteurs de fruits et de lait de vache.

### Une réduction de la dispersion du RCAI

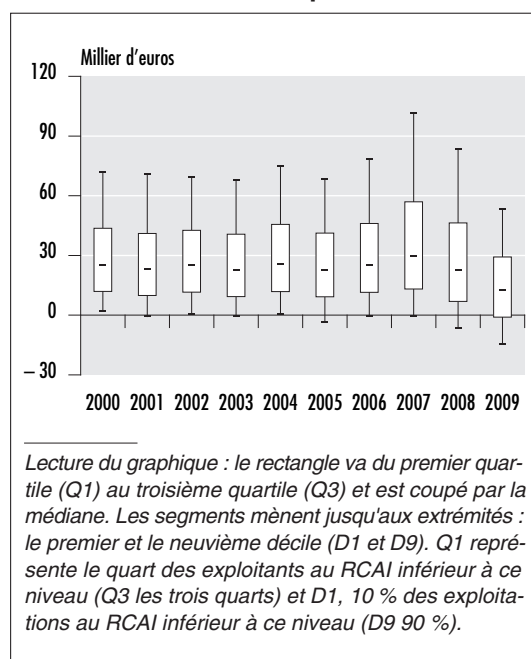
La dispersion du résultat courant avant impôts mesurée à partir des écarts interquartiles (Q3-Q1) s'élève en 2009 à 30 200 euros et est en recul sensible par rapport à celle observée en

2007 et en 2008, respectivement 43 800 et 39 500 euros. L'étude des écarts inter déciles confirme elle aussi la baisse de la dispersion des résultats. Les indicateurs de dispersion retrouvent des niveaux proches de ceux observés au début de la décennie 2000, mais avec des niveaux du RCAI nettement inférieurs : la distribution des revenus est nettement décalée vers le bas. La dispersion plus réduite du RCAI provient surtout de la diminution du nombre des exploitations dégagant des résultats élevés. Ainsi en 2008, 25 % des exploitations avait un RCAI supérieur à 46 400 euros. En 2009, la valeur du troisième quartile chute à 29 200 euros alors que la baisse des résultats du premier quartile n'est que de 7 900 euros. Dès lors l'écart entre le revenu médian et le revenu moyen se réduit : 4 400 euros contre 10 300 euros en 2008. La dispersion du RCAI rapporté à la main-d'œuvre non salariée s'est également réduite.

### En 2009, moins d'exploitations avec des résultats élevés et plus d'exploitations déficitaires

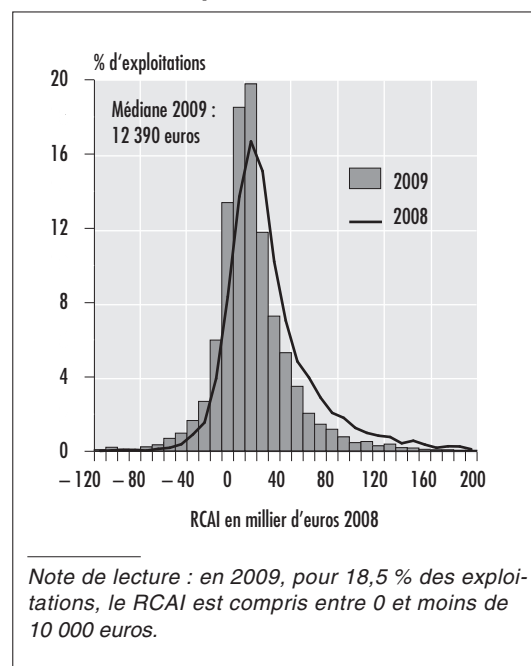
Si la dispersion du RCAI des exploitations est particulièrement faible au sein des orientations spécialisées dans l'élevage des herbivores, elle reste forte en viticulture d'appellation, en maraîchage-horticulture et production fruitière.

#### Depuis 2007, des résultats en baisse et moins dispersés



Source : RICA 2009

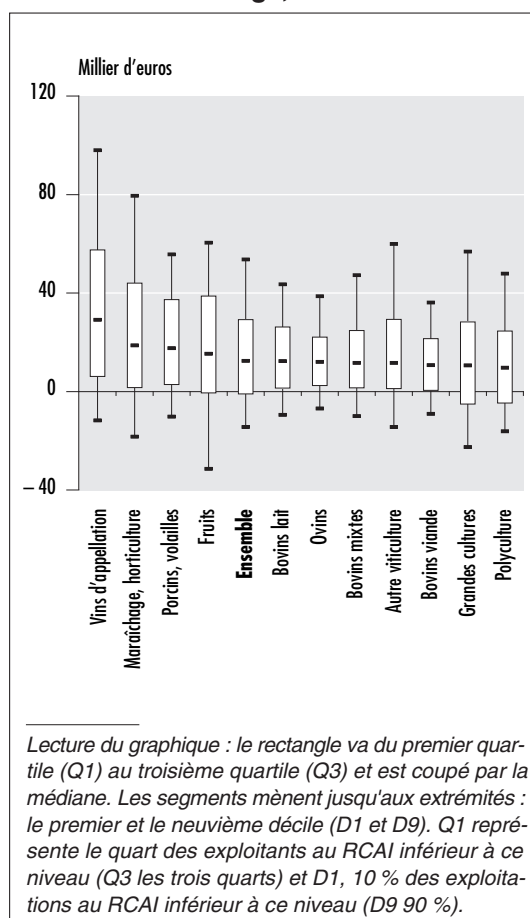
#### Distribution du résultat courant avant impôts en 2008 et 2009



Source : RICA 2008 et 2009



**Des résultats moins dispersés  
dans les orientations herbivores  
qu'en viticulture, production fruitière  
et maraîchage, horticulture**



Source : RICA 2009

**Une capacité d'autofinancement  
réduite : les exploitants réagissent  
en prélevant et en investissant  
moins**

La capacité d'autofinancement des exploitations s'élève en moyenne à 45 800 euros. Ce flux potentiel de ressources financières dégagées pendant l'année par l'activité des exploitations, affecté lui aussi par une conjoncture défavorable, diminue en moyenne d'un peu plus de 14 800 euros par rapport à 2008. La baisse de la capacité d'autofinancement s'explique notamment par les fortes variations des prix dans la valorisation des stocks, sans que les flux financiers soient impactés au cours de l'exercice comptable considéré. À la fin 2008, le prix des engrais était particulièrement élevé et la valorisation des stocks d'ouverture de ces intrants en tient compte. Ce surcoût a été ainsi imputé à l'année 2009, alors que ces stocks ont été financés en 2008. De même, à la fin 2009, le stock à la clôture des principales productions agricoles a été valorisé en considérant des prix en forte baisse, avec ses conséquences sur les résultats de l'année 2009. Les flux financiers se concrétiseront de façon effective en 2010 au moment de la vente des stocks. En éliminant les effets de la variation des stocks, la diminution de la capacité d'autofinancement par rapport à 2008, bien que de moindre ampleur que celle des résultats, reste significative : en moyenne 7 900 euros. Les exploitants se sont

**Bilan à la clôture de l'exercice en 2009 toutes orientations confondues**

Détail de l'actif 2009	Valeur* 2009	Évolution 09/08 %	Détail du passif 2009	Valeur* 2009	Évolution 09/08 %
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>234,4</b>	<b>- 4,4</b>	<b>Capitaux propres</b>	<b>221,1</b>	<b>- 8,9</b>
Terrains	2,7	- 7,0			
Aménagements	55,0	- 6,0			
Constructions	55,0	- 6,0	<b>Ensemble des dettes</b>	<b>147,5</b>	<b>2,9</b>
Installations spécialisées	9,3	- 0,4	Dettes à long ou moyen terme	96,1	3,3
Matériel	61,0	- 7,1	Emprunts à court terme	6,2	12,7
Plantations	8,1	- 5,0	Autres dettes financières à moins de 1 an	8,3	8,5
Animaux reproducteurs	39,3	0,0	Dettes auprès des tiers	37,0	- 0,9
Autres immobilisations	17,6	1,6			
<b>Actifs circulants</b>	<b>133,1</b>	<b>- 4,9</b>			
Stocks	82,9	- 4,9			
Valeurs réalisables	31,0	- 4,7			
Valeurs disponibles	19,2	- 5,4			
<b>Régularisation actif</b>	<b>1,3</b>	<b>- 3,2</b>	<b>Régularisation passif</b>	<b>0,1</b>	<b>- 21,9</b>
<b>Total actif</b>	<b>368,7</b>	<b>- 4,6</b>	<b>Total passif</b>	<b>368,7</b>	<b>- 4,6</b>

\* Valeurs moyennes par exploitation en millier d'euros

Source : RICA 2008 et 2009

adaptés en réduisant leurs prélèvements de 2 800 euros en moyenne et leurs investissements (acquisitions moins cessions de biens immobilisés) de 5 000 euros en moyenne. Les prélèvements privés et les investissements s'élèvent en moyenne respectivement à 33 000 et 24 400 euros.

## Un endettement accru

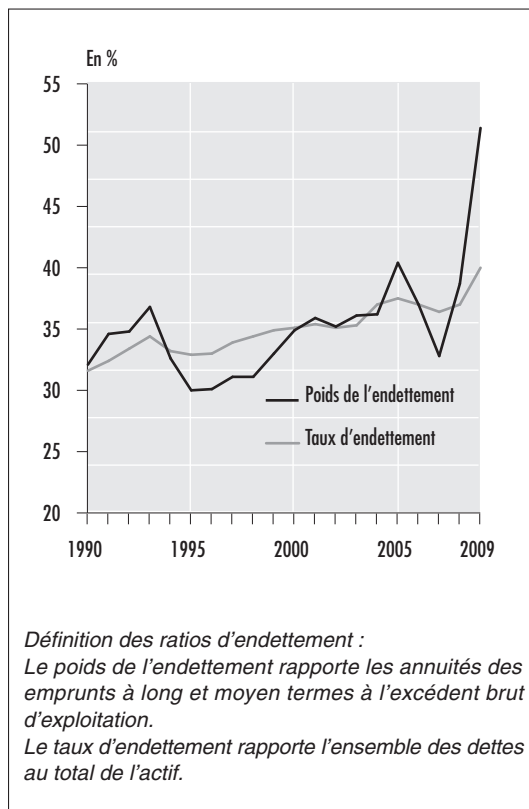
Les nouvelles dettes financières, 31 600 euros en moyenne, restent supérieures aux remboursements (27 100 euros). L'endettement des exploitations, 147 500 euros en moyenne, continue donc à progresser : + 2,9 % comme en 2008, mais sensiblement plus parmi les exploitations spécialisées en grandes cultures (+ 3,4 %), en maraîchage horticulture (+ 4,6 %), en production de fruits (+ 10,5 %) et de lait (+ 5,3 %). L'endettement est constitué pour les deux tiers de dettes à long et à moyen termes destinées à financer les investissements. Ces dettes à long et moyen termes sont en augmentation. Les

dettes financières à moins d'un an (solde débiteur de trésorerie auprès des organismes financiers) progressent également, les valeurs disponibles (solde créditeur de trésorerie auprès des organismes financiers) diminuent, traduisant une situation de la trésorerie qui s'est dégradée tandis que les dettes envers les tiers, environ 25 % du total, sont stables.

Le taux d'endettement (rapport du total des dettes à l'ensemble de l'actif) repart à la hausse (+ 2,9 points) après une pause entre 2004 et en 2008, cette hausse étant supérieure à 4 points en grandes cultures, en maraîchage horticulture et en production fruitière. Le taux d'endettement moyen atteint désormais 40 %. Sa progression résulte de celle de l'endettement mais aussi de la diminution de la valeur de l'actif (- 4,6 %). En 2009, le niveau des investissements n'a pas compensé l'estimation comptable de la diminution de la valeur des actifs immobilisés résultant de leur vieillissement. La valeur des actifs circulants (stocks et encours, valeurs réalisables et valeurs disponibles) baisse aussi, en raison de la conjoncture défavorable.

Le taux d'endettement est plus important dans les grandes exploitations (150 hectares-équivalent-blé et plus), plus de 45 % en moyenne, que dans les petites (28 %).

### Poids exceptionnel de l'endettement en 2009



Source : RICA

### Le poids de l'endettement alourdi par la conjoncture

En 2009, la forte diminution des ressources financières rend plus contraignant le paiement des annuités (remboursement du capital et paiement des intérêts). Les frais financiers et les remboursements d'emprunts à long et à moyen termes représentent plus de 51 % de l'excédent brut d'exploitation, solde intermédiaire de gestion exprimant la trésorerie potentielle générée par les opérations courantes hors produits et charges financières.

Le poids de l'endettement est plus de 10 points supérieur au niveau observé au cours des vingt dernières années. Les remboursements des emprunts à long et à moyen termes (en moyenne 20 500 euros) et les frais financiers (5 000 euros) ont peu progressé en 2009, tandis que la chute de l'excédent brut d'exploitation (- 23 %) explique à elle seule l'augmentation du ratio. Cette situation s'explique donc plus par une faiblesse du revenu liée à des difficultés conjoncturelles, que par le niveau d'endettement.



Là encore, les moyennes cachent de nettes disparités :

- les exploitations hors-sol (porcines, avicoles) ont à la fois un taux d'endettement et un poids d'endettement élevés (+ de 60 %) ;
- les exploitations de maraichage horticulture ont un taux d'endettement élevé (+ de 60 %) et un poids d'endettement plus faible (inférieur à 40 %) ;
- les exploitations spécialisées en viticulture, bovins viande et dans l'élevage des ovins et autres herbivores demeurent relativement peu endettées, mais, compte tenu de leurs résultats le poids de l'endettement reste élevé depuis 2007 ;
- les exploitations spécialisées en grandes cultures et en polyculture polyélevage sont les plus affectées par l'accroissement du poids de l'endettement, avec respectivement 21 et 18 points en plus.

### **Des jeunes agriculteurs sensiblement plus endettés, mais avec un poids de l'endettement assez comparable à celui de chefs d'exploitation plus âgés**

L'endettement dépend de l'âge du chef d'exploitation. À l'installation, le jeune agriculteur doit réaliser des investissements importants. Pour les exploitations gérées par des chefs d'exploitation de moins de 40 ans, le taux d'endettement s'élève à 48 %, alors qu'il n'est que de 35 % dans les exploitations dont le chef d'exploitation a plus de 50 ans. La nature de la dette est également différente, la part des dettes à long et moyen termes étant plus importante pour les jeunes agriculteurs.

Le poids de l'endettement dépend lui moins de l'âge : il s'élève respectivement à 54 % chez les chefs d'exploitation de moins de 40 ans et à 49 % chez les plus de 50 ans. En effet, les exploitations gérées par de jeunes agriculteurs ont obtenu en 2009 en moyenne un excédent brut d'exploitation un peu supérieur, le taux d'intérêt apparent de l'endettement est plus favorable et le rythme de remboursement des emprunts à long et à moyen termes est plus lent.

#### **Poids et taux de l'endettement selon l'âge du chef d'exploitation**

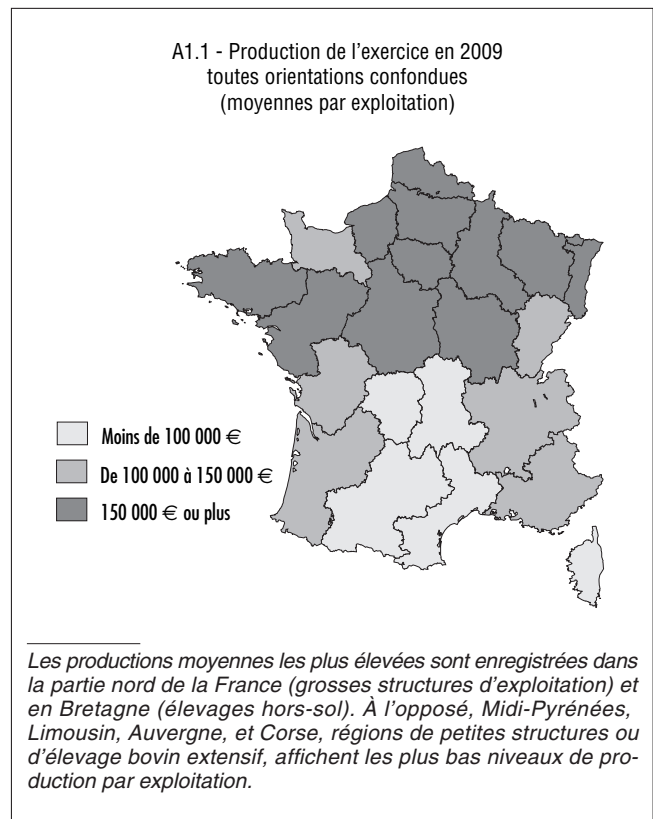
Tranche d'âge	Population nombre	Moyenne %	1 <sup>er</sup> quartile %	Médiane %	3 <sup>e</sup> quartile %
<b>Poids de l'endettement</b>					
Moins 40 ans	59 113	54,1	24,9	47,7	78,3
40 à < 50 ans	121 804	52,9	25,4	44,9	73,4
50 ans et plus	145 095	48,8	11,4	34,3	62,3
<b>Taux d'endettement</b>					
Moins 40 ans	58 403	47,2	27,6	44,8	64,2
40 à < 50 ans	122 718	42,3	20,6	36,0	55,4
50 ans et plus	144 886	35,0	11,1	27,3	47,7

Source : RICA 2009

**Niveau global de la production**

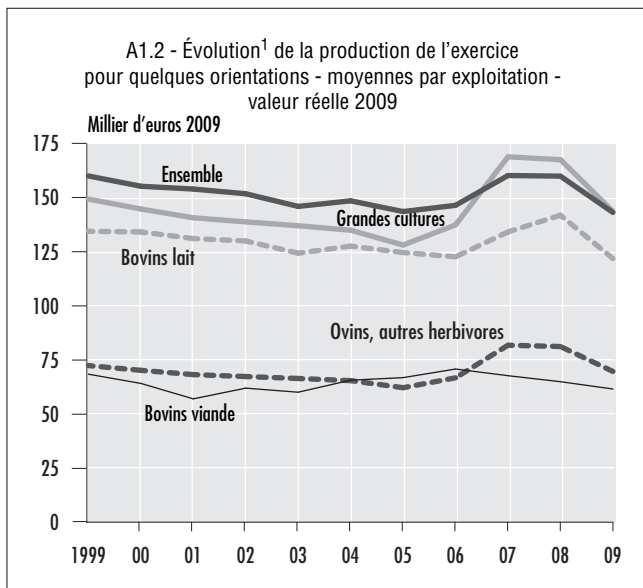
En 2009, la production moyenne de l'exercice atteint 143 400 euros par exploitation, en baisse de 10,6 % en valeur réelle<sup>1</sup> sur l'ensemble des orientations. La diminution des prix à la production de la plupart des produits agricoles en est la cause principale. La baisse de la valeur de la production affecte toutes les orientations, mais est particulièrement marquée en grandes cultures et en bovins lait. La dispersion des niveaux de la production en valeur demeure importante tant entre les orientations qu'entre les régions. Ainsi, en élevage porcin ou avicole, en maraîchage, horticulture, la valeur de la production dépasse en moyenne 250 000 euros tandis qu'elle reste inférieure à 70 000 euros en élevage de petits ruminants et en bovins viande. Les productions moyennes les plus élevées sont toujours relevées dans les régions septentrionales, soit qu'il s'agisse de grosses structures d'exploitation ou d'élevages hors-sol (cas de la Bretagne), les plus faibles étant celles du Massif Central et de la Corse, avec de petites structures et des productions extensives.

**La Champagne-Ardenne demeure la région où la valeur de la production par exploitation est la plus élevée :**



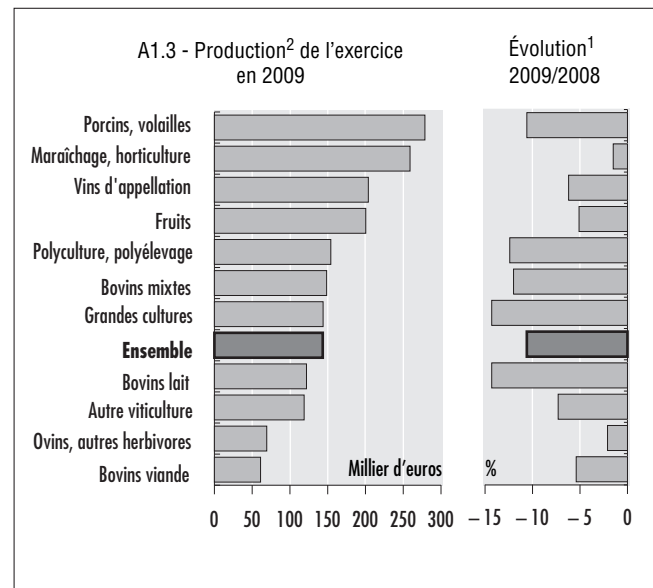
Source : RICA 2009

**Valeur de la production en baisse pour l'ensemble des exploitations en 2009**



Source : RICA

**Une situation moins favorable dans toutes les orientations**



Source : RICA 2008 et 2009

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Cf. fiche A3 pour les chiffres.

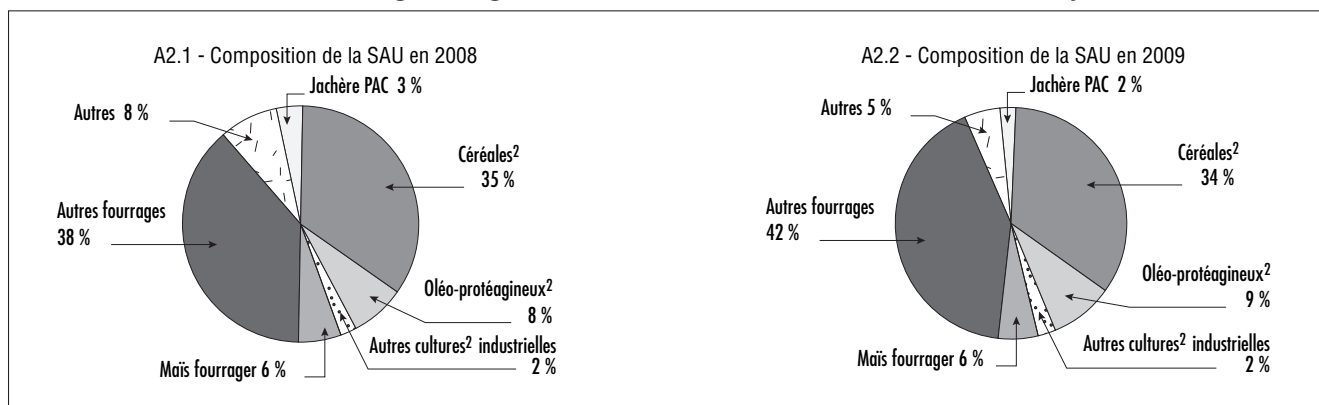
## Évolution de l'assolement, jachère, cultures énergétiques

En application des règles de la politique agricole commune (PAC), le versement de paiements compensatoires aux producteurs de céréales, d'oléagineux et de protéagineux était conditionné, depuis 1992, par la mise en jachère d'une partie des superficies. Cette obligation de gel des terres a été supprimée en 2009, ce qui explique un net recul (- 37 %) des surfaces en jachère. Les agriculteurs qui le souhaitaient pouvaient maintenir certaines parcelles en jachère.

Depuis 2006, avec la réforme du paiement unique, les exploitants activaient des « droits jachères », qui sont de-

venus des Droits à paiement Unique « normaux » en 2009. Depuis 2004, une aide de 45 €/ha peut être attribuée à des cultures destinées à la production de produits énergétiques (biocarburants) ou d'énergie thermique et électrique. Les surfaces en cultures énergétiques aidées s'élèvent en moyenne à 1,9 hectare en 2009, retrouvant ainsi leur niveau de 2007, alors que les jachères de colza industriel ont simultanément disparu, les contrats de cultures énergétiques permettant, en 2009, d'obtenir la dérogation à l'implantation de la surface en couvert environnemental.

### La surface fourragère augmente en 2009 au détriment des surfaces en jachère



Source : RICA 2008 et 2009

### A2.3 - Évolution des surfaces de COP et en jachère, de 2000 à 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en hectare

Catégorie de surface	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	Évolution 09/08 % <sup>5</sup>
<b>SAU (surface agricole utilisée)</b>	<b>67,1</b>	<b>67,5</b>	<b>68,1</b>	<b>68,3</b>	<b>74,6</b>	<b>75,6</b>	<b>76,5</b>	<b>79,9</b>	<b>80,3</b>	<b>80,0</b>	<b>+ 0,9</b>
Surface en céréales, oléo-protéagineux et plantes textiles <sup>3</sup>	28,4	28,1	28,6	28,4	31,6	31,4	31,7	33,4	34,4	34,7	+ 1,8
dont céréales	22,2	22,1	23,0	22,5	25,3	24,9	24,9	26,2	27,7	27,5	+ 0,4
dont oléo-protéagineux	5,2	5,1	4,6	4,9	5,7	5,4	5,7	6,0	6,1	7,2	+ 17,8
Surface en maïs fourrager	3,8	4,0	3,9	4,3	4,4	4,4	4,3	4,2	4,5	4,6	+ 1,7
Jachère PAC totale	3,6	3,9	3,8	3,9	3,3	4,4	4,2	4,4	2,8	1,7	- 36,8
dont - nue	2,6	3,0	2,8	2,9	2,7	3,2	3,1	3,2	2,1	1,6	- 22,0
- cultivée	1,1	0,9	1,0	1,0	0,6	1,1	1,1	1,2	0,7	0,1	- 83,0
dont - colza industriel sur jachère	0,8	0,7	0,8	0,8	0,5	0,9	0,9	1,0	0,5	0,0	- 96,9
- autres cultures industrielles sur jachère	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	- 36,7
Jachère agronomique classique	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,3	+ 18,5
Surface en cultures énergétiques <sup>4</sup>	///	///	///	///	0,3	0,3	0,9	1,9	1,2	1,9	+ 60,4

1. Cf. encadré et lexique « taux de gel ».

2. Cultures industrielles sur jachères PAC exclues, maïs fourrager exclu.

3. Surfaces effectivement plantées en céréales (maïs fourrager exclu) ou en oléo-protéagineux, y compris les cultures industrielles non alimentaires sur jachères PAC.

4. Surface aidée.

5. Les pourcentages d'évolution 2009/2008 ont été calculés sur échantillon **constant**. Par contre, les valeurs présentées sur les années 2000 à 2009 sont celles des échantillons **complets**.

Source : RICA

**Structure de la production**

La production de l'exercice se compose pour l'essentiel de produits bruts végétaux, végétaux transformés (vins essentiellement), produits horticoles, animaux et produits animaux (lait, œufs...). La part des productions végétales demeure supérieure à celle des productions animales. En 2009, au sein des produits végétaux et

végétaux transformés, la production des céréales, avec la baisse sensible des prix, est devancée en valeur par celle du vin. La diminution sensible du prix du lait, explique celle de la part du lait et des produits laitiers parmi les produits bruts animaux et produits animaux.

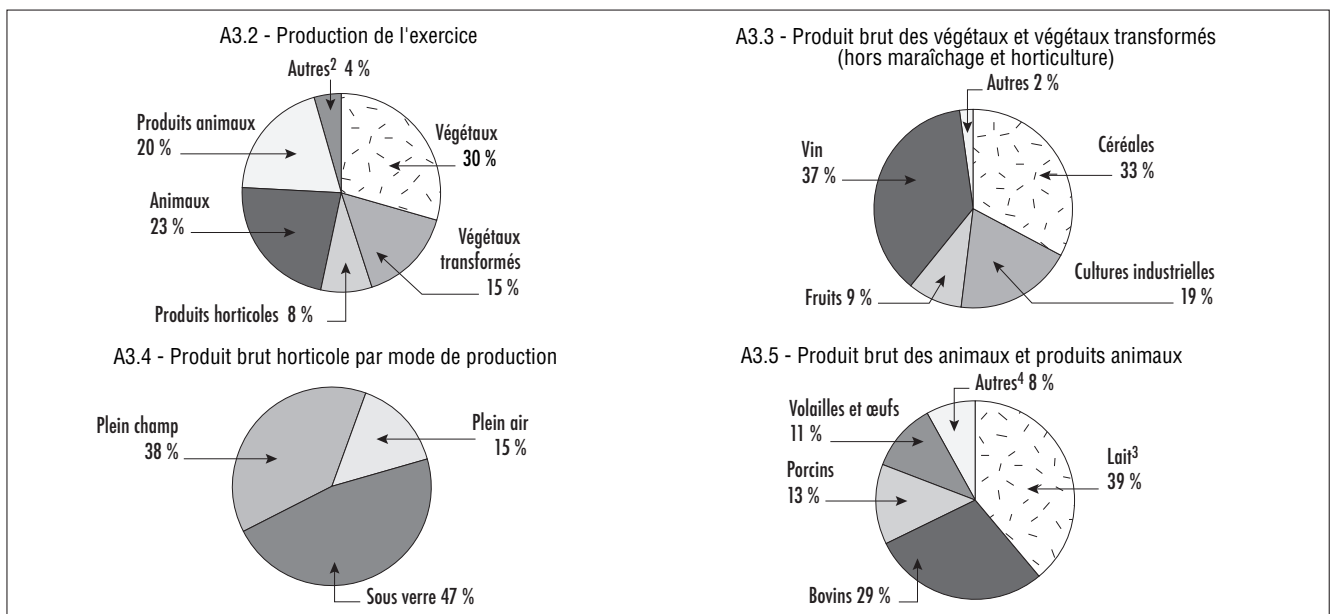
**A3.1 - Composition de la production de l'exercice en 2009**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Production de l'exercice		dont produits bruts élémentaires					Autres produits <sup>2</sup>
	Valeur	Évolution <sup>1</sup>	Végétaux	Végétaux transformés (vins, ...)	Produits horticoles	Animaux	Produits animaux (lait, œufs...)	
Grandes cultures	143,9	- 14,3	106,2	1,9	17,4	8,9	2,8	6,7
Maraîchage, horticulture	259,1	- 1,5	6,4	0,4	243,2	0,9	0,0	8,2
Vins d'appellation d'origine	203,8	- 6,2	30,1	165,3	0,2	0,5	0,3	7,5
Autre viticulture	118,8	- 7,3	7,9	105,2	0,2	0,1	0,0	5,4
Fruits	200,4	- 5,1	170,7	14,4	3,3	0,9	0,5	10,6
Bovins lait	121,9	- 14,3	7,0	0,2	0,1	23,3	86,5	4,7
Bovins élevage et viande	61,1	- 5,4	1,8	0,1	0,1	54,8	0,7	3,6
Bovins lait, élevage et viande	148,6	- 12,0	15,8	0,6	0,1	55,1	69,5	7,6
Ovins, autres herbivores	69,3	- 2,1	1,7	0,1	0,0	28,2	36,2	3,1
Porcins, volailles	278,9	- 10,6	9,4	0,2	0,3	220,4	42,7	5,9
Polyculture, polyélevage	154,1	- 12,4	44,8	5,7	5,0	46,2	45,2	7,2
<b>ENSEMBLE</b>	<b>143,4</b>	<b>- 10,6</b>	<b>42,4</b>	<b>22,1</b>	<b>12,2</b>	<b>32,5</b>	<b>28,2</b>	<b>6,1</b>
Ensemble évol.1 09/08 %	- 10,6	///	- 16,0	- 5,3	- 3,1	- 5,9	- 14,6	- 6,1

Source : RICA 2008 et 2009

**Les céréales ne représentent plus que le tiers du produit brut végétaux et végétaux transformés, et sont désormais devancées par la production de vin**  
**Composition de la production en 2009, toutes orientations confondues**



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).  
 2. Autres produits : somme de la production immobilisée et des produits issus des travaux à façon, des ventes de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme, des activités annexes.  
 3. Lait et produits laitiers de vache.  
 4. Autres animaux et autres produits animaux.  
 Source : RICA 2009

## Surfaces, rendements, prix, produit brut... pour quelques produits

En 2009, le secteur végétal est affecté par la baisse des prix à la production qui concerne en particulier les céréales, les oléagineux, les protéagineux et les fruits. Les rendements élevés en blé tendre et en colza ne compensent pas la chute des prix : pour ces deux produits, les produits bruts diminuent respectivement de 24,4 % et de 14 %. Au sein des élevages bovins, les producteurs de lait sont touchés à la fois par la baisse du prix du lait et par celle des vaches de réforme. En bovins viande le niveau du produit brut reste proche de celui de 2008. Les produits bruts des élevages de porcs et de volailles sont aussi en baisse.

Pour chaque produit agricole, le produit brut se compose des ventes, des variations de stocks et des autoconsommations (nettes des achats du même produit). Pour certains produits, le produit brut s'assimile en fait aux seules ventes, le reste étant marginal. Mais dans d'autres cas, comme en viticulture ou en élevage, les variations de stocks jouent également un rôle déterminant dans la composition du produit brut. L'évolution d'un produit brut s'explique alors par ces deux éléments : évolution des ventes, évolution des variations de stocks.

## Toutes orientations confondues

## A4.1 - Végétaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Surface (ha)		Rendement (q/ha)		Prix de vente (€/q)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>
Blé tendre	13,7	- 4,1	76	+ 6,3	11,8	- 32,0	11,1	- 24,4
Orge	5,5	+ 4,4	66	+ 0,5	10,0	- 39,3	3,0	- 35,5
Mais grain	4,7	+ 3,5	91	- 1,6	10,5	- 17,7	4,1	- 3,9
Pommes de terre	0,5	+ 6,7	419	- 4,3	11,8	- 3,9	2,2	- 5,1
Betterave à sucre	1,0	+ 4,4	941	+ 7,0	2,5	- 4,9	2,3	+ 6,2
Pois protéagineux	0,3	- 0,0	46	+ 3,2	16,1	- 22,2	0,2	- 12,2
Tournesol	1,9	+ 11,2	24	- 2,9	23,4	- 26,7	1,1	- 10,4
Colza	2,8	+ 4,9	37	+ 11,3	25,9	- 30,2	2,6	- 14,0

Source : RICA 2008 et 2009

## A4.2 - Animaux et produits animaux

Moyennes, toutes orientations confondues, toutes exploitations prises en compte

Produit	Ventes (tête)		Prix de vente <sup>3</sup>		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>
Bovins moins d'un an	13,5	+ 2,7	446	+ 2,3	6,0	+ 5,0	- 0,2	+ 0,1	4,9	+ 0,1
Bovins mâles 1-2 ans	3,5	- 1,7	1 203	- 2,0	4,2	- 3,7	+ 0,2	+ 0,0	3,9	- 1,5
Vaches laitières	3,3	+ 2,2	757	- 9,0	2,5	- 7,0	- 0,1	+ 0,1	2,0	- 15,3
Autres vaches	2,7	+ 11,6	1 219	- 3,7	3,3	+ 7,4	+ 0,1	+ 0,4	3,0	- 1,3
Autres bovins	3,3	+ 8,2	1 109	- 4,7	3,6	+ 3,1	+ 0,6	+ 0,8	3,5	- 0,6

Produit	Prix de vente <sup>3</sup>		Produit brut (millier €)	
	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>
Agneaux	80	+ 3,8	1,4	- 0,4
Porcs à l'engrais	100	- 8,0	7,0	- 12,9
Poulets de chair	1	+ 3,6	2,5	- 5,0
Lait de vache	30	- 16,4	23,1	- 17,9
Œufs de poule	71	+ 7,4	1,2	- 2,8

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Recalculée sur un échantillon constant.

3. €/tête, sauf lait de vache (€/hl) et œufs de poule (€/millier d'œufs).

Source : RICA 2008 et 2009

## Surfaces, rendements, prix, produits bruts... pour quelques produits

## Sur quelques orientations spécialisées

## A4.3 - Végétaux et végétaux transformés

Moyennes, seules les exploitations de l'orientation spécialisée sont prises en compte

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement <sup>2</sup>		Prix de vente <sup>3</sup>		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 2009/2008 <sup>1</sup>
Exploitations de grandes cultures	Blé tendre	35,2	- 4,6	80	+ 6,3	12	- 31,9	31,8	- 23,9
	Orge	14,6	+ 4,7	70	- 0,7	10	- 39,5	9,7	- 36,1
	Maïs grain	11,1	- 1,1	94	- 1,9	11	- 18,6	11,3	- 8,5
	Pommes de terre	1,8	+ 6,4	422	- 4,6	12	- 3,6	9,1	- 5,5
	Betterave à sucre	3,9	+ 4,3	940	+ 7,0	2	- 5,2	9,1	+ 5,7
	Pois protéagineux	1,1	- 0,8	48	+ 4,8	16	- 22,5	0,8	- 10,6
	Tournesol	5,8	+ 9,3	24	- 3,8	24	- 27,4	3,5	- 11,5
	Colza	9,2	+ 5,9	37	+ 9,9	26	- 29,4	8,7	- 12,3
Exploitations fruitières	Pomme table	4,6	- 0,1	394	- 0,0	40	- 12,6	72,8	- 11,6
	Poire table	0,8	- 1,3	235	+ 27,1	51	- 4,9	9,3	+ 16,3
	Pêche	1,7	+ 1,6	213	- 0,2	71	- 21,2	26,3	- 20,2
	Abricot	1,0	- 2,5	125	+ 112,4	79	- 40,0	10,1	+ 24,1

Orientation	Produit	Surface (ha)		Rendement <sup>2</sup>		Variation de stock		Prix de vente <sup>3</sup>		Ventes (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	hl	millier €	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>
Exploitations vins d'appellation d'origine	Vigne de qualité	12,8	- 0,0	64	+ 6,7								
	Vin de qualité					+ 36,3	+ 2,0	305	- 2,8	156,3	- 6,2	159,7	- 4,5
Exploitations autre viticulture	Autre vigne	14,5	- 3,6	83	+ 0,8								
	Autre vin					- 53,5	+ 0,2	54	+ 6,1	55,0	- 0,7	55,3	+ 1,9
	Vigne eau-de-vie	5,0	+ 1,8	119	+ 7,0								
	Vin eau-de-vie					+ 14,2	+ 0,7	60	- 16,3	3,1	- 18,7	3,8	- 24,0
	Eau-de-vie					+ 8,5	+ 4,3	1 000	- 10,0	28,8	- 21,3	33,1	- 16,1

Source : RICA 2008 et 2009

## A4.4 - Animaux et produits animaux

Moyennes, seules les exploitations de l'orientation spécialisée sont prises en compte

Orientation	Animal ou produit animal	Ventes (tête)		Prix de vente <sup>4</sup>		Ventes (millier €)		Variation de stock (millier €)		Produit brut (millier €)	
		Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>	Niveau 2009	% évol. 09/08 <sup>1</sup>
Élevages de bovins lait	Vaches laitières	11	+ 6,8	753	- 8,1	8,6	- 1,8	- 0,2	+ 1,4	6,9	- 19,0
	Lait			30	- 15,7	82,3	- 16,4			82,5	- 16,3
Élevages de bovins viande	Bovins moins d'un an	44	+ 2,4	609	+ 1,3	26,7	+ 3,8	- 0,2	- 0,1	24,5	+ 1,7
	Bovins mâles 1 à 2 ans	7	- 0,0	1 214	- 2,3	8,4	- 2,3	- 0,1	+ 0,3	7,9	- 6,6
	Vaches nourrices	11	+ 7,3	1 200	- 4,4	13,5	+ 2,6	+ 0,4	+ 1,8	12,6	- 6,9
	Autres bovins <sup>6</sup>	8	+ 13,9	1 191	- 3,8	9,2	+ 9,6	+ 1,3	+ 2,9	8,8	- 7,5

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. En quintaux/hectare. Pour les vignes, rendement moyen en quintaux de raisin par hectare.

3. En euros/quintal, sauf pour vin et eau-de-vie (euros/quintal de raisin ou euros/hl).

4. €/tête, sauf lait (€/hl).

5. Recalculée sur un échantillon constant.

6. Vaches laitières exclues.

Source : RICA 2008 et 2009



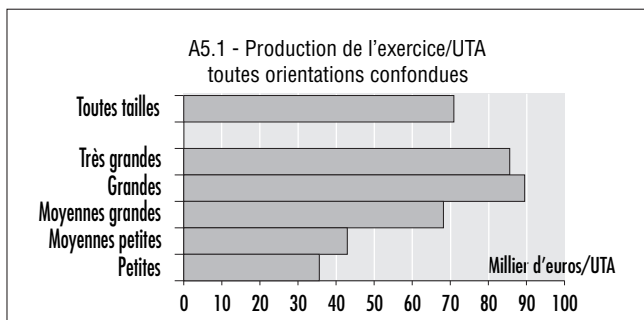
## Ratios et dispersion

La productivité du travail, mesurée par le ratio « production de l'exercice/UTA », augmente clairement avec la dimension économique : plus la structure est grande, plus l'heure de travail est productive avec un niveau équivalent pour les grandes et très grandes exploita-

tions. Cette tendance se vérifie dans toutes les orientations.

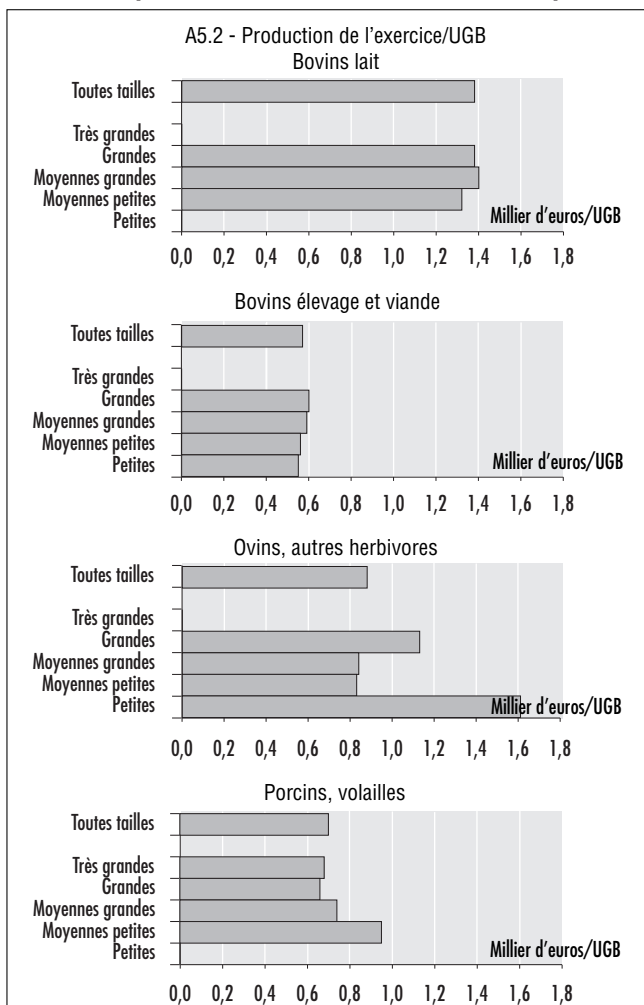
Le ratio « production de l'exercice/UGB » dans les orientations « élevages » n'est que faiblement lié à la dimension économique.

### Les grandes exploitations au niveau des très grandes en terme de productivité du travail



Source : RICA 2009

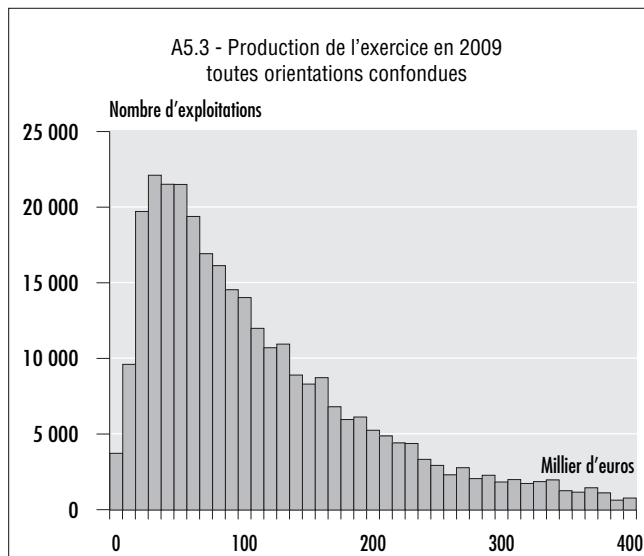
### Dans l'élevage, la productivité par UGB n'est pas liée à la dimension économique



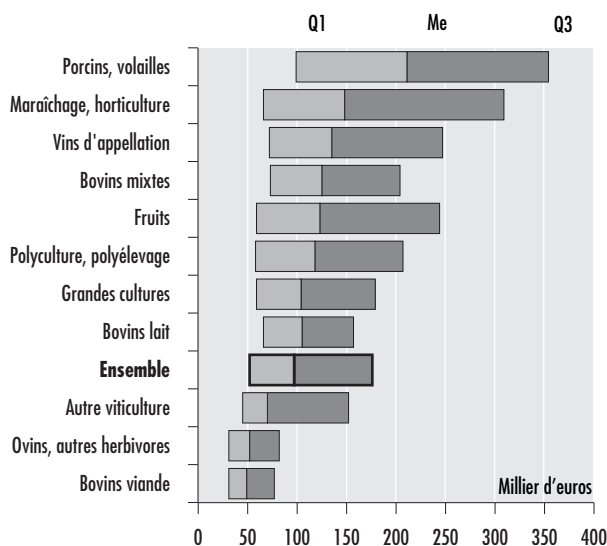
Les barres non représentées correspondent à un nombre d'exploitations nul ou non représentatif dans l'échantillon RICA.

Source : RICA 2009

### La moitié des exploitations réalise une production supérieure à 97 400 €



### A5.4 - Disparité de la production de l'exercice en 2009 selon les orientations



Lecture du graphique : un quart des exploitations a réalisé une production d'un montant total inférieur à 52 300 € (Q1), la moitié à 97 400 € (Me) et les trois quarts à 176 900 € (Q3). Les orientations animales tendent à être moins dispersées que les orientations végétales. Toutefois, l'orientation porcins, volailles se distingue par sa forte dispersion et un niveau élevé de sa production. On remarque également le contraste entre vins d'appellation d'origine (forte dispersion et niveau assez élevé) et autre viticulture (dispersion plus resserrée et niveau plus faible).

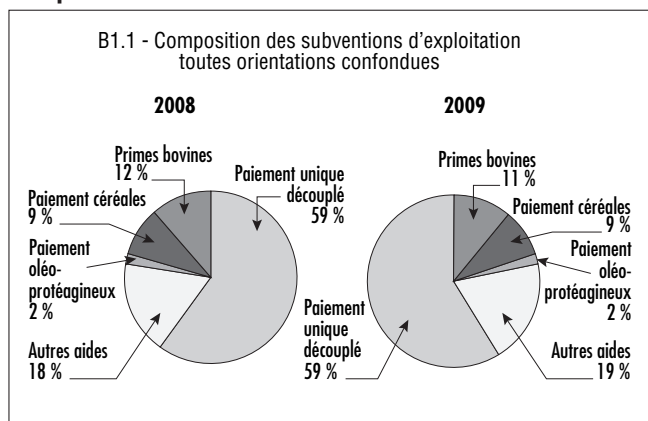
Source : RICA 2009

Composition des subventions d'exploitation

En 2009, le montant moyen par exploitation des primes et subventions d'exploitation se monte à 29 300 euros, sans changement par rapport à 2008. La prime unique (« DPU ») atteint 17 300 euros, soit 59 % du total des subventions d'exploitation. Une partie des aides est

consacrée aux productions végétales (4 000 euros) et plus particulièrement aux céréales et plantes industrielles (3 300 euros). Les exploitations perçoivent en moyenne 3 800 euros pour le secteur animal, soit une baisse de 4 % par rapport à 2008.

La prime unique représente plus de la moitié du total des aides en 2009



Source : RICA 2008 et 2009

Primes PAC

La politique agricole commune (PAC), profondément réformée en 1992 et 1993, avec la réduction des prix de soutien, l'obligation de mettre en jachères une partie des terres et l'instauration d'une série d'aides compensatrices aux produits (ou la revalorisation des aides existantes), a été à nouveau réformée en 2003, avec la création du paiement unique découplé. La France a choisi d'attendre 2006 pour mettre en œuvre le nouveau système de façon complète. Toutes exploitations confondues, la prime unique représente plus de la moitié du total des aides. Certaines aides sont maintenues, soit de façon pratiquement inchangée (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), soit avec des taux unitaires modifiés (paiement à la surface pour les grandes cultures, prime à l'abatage des bovins, prime à la brebis). D'autres sont supprimées (prime spéciale aux bovins mâles, aide directe laitière, etc.). En 2009 les DPU jachère sont supprimés.

B1.2 - Détail des subventions d'exploitation en 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins élevage et viande	Ovins, autres herbivores	Toutes orientations	
					Valeur 2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %
<b>PAIEMENT UNIQUE DÉCOUPLÉ (« DPU »)</b>	<b>31,2</b>	<b>17,4</b>	<b>12,2</b>	<b>8,7</b>	<b>17,3</b>	- 1
<b>SECTEUR ANIMAL</b>	<b>1,1</b>	<b>1,5</b>	<b>14,9</b>	<b>7,3</b>	<b>3,8</b>	- 4
Bovins	1,0	1,1	14,3	1,8	3,2	- 4
Prime à la vache allaitante	0,8	0,4	12,8	1,7	2,7	- 3
Autres primes bovins	0,1	0,7	1,4	0,2	0,5	- 7
Primes à l'abatage	0,1	0,6	1,1	0,1	0,4	- 11
Ovins et caprins (prime à la brebis et à la chèvre)	0,1	0,0	0,1	4,4	0,3	- 2
Autres aides secteur animal	0,1	0,4	0,5	1,1	0,3	- 10
<b>SECTEUR VÉGÉTAL</b>	<b>8,8</b>	<b>1,9</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>4,0</b>	- 1
Céréales et plantes industrielles	8,1	1,8	0,7	0,7	3,3	- 1
Aides aux jachères	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	+ 345
Paiement compensatoire aux céréales (y compris blé dur)	5,8	1,8	0,7	0,6	2,6	- 6
Paiement compensatoire aux oléagineux	1,5	ε	ε	ε	0,5	+ 10
Paiement compensatoire aux protéagineux	0,3	ε	ε	ε	0,1	+ 8
Autres aides plantes industrielles	0,1	ε	ε	ε	0,0	- 15
Vin	0,1	ε	ε	ε	0,1	- 6
Fruits et légumes	0,2	ε	ε	ε	0,3	- 10
Autres aides secteur végétal	0,5	0,1	0,0	ε	0,3	+ 13
<b>AUTRES</b>	<b>1,6</b>	<b>5,3</b>	<b>8,8</b>	<b>11,4</b>	<b>4,2</b>	+ 17
Handicap géographique	0,2	2,6	4,0	6,6	1,6	+ 2
Accident climatique	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	+ 46
Aides agri-environnementales	0,4	1,7	3,8	3,3	1,3	+ 0
Prime herbagère agri-environnementale (PHAE)	0,0	1,1	3,0	2,7	0,8	- 0
Autres aides	0,6	0,7	0,7	1,1	0,8	+ 48
Montant supplémentaire de l'aide PAC	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	+ 4
<b>TOTAL DES PRIMES ET SUBVENTIONS</b>	<b>42,6</b>	<b>26,1</b>	<b>36,6</b>	<b>28,1</b>	<b>29,3</b>	+ 0

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008 et 2009

Répartition par orientation et par région

Le niveau moyen de subventions par exploitation, globalement stable<sup>1</sup> depuis le début de la décennie, se monte à 29 300 euros en 2009. Chaque année, les exploitations spécialisées en grandes cultures et en bovins mixtes reçoivent en moyenne plus de 40 000 euros de subventions d'exploitation tandis

qu'elles s'élèvent à moins de 7 000 euros en vins d'appellation d'origine, autre viticulture et maraîchage-horticulture. Pour cette dernière orientation, on observe toutefois depuis quelques années une progression régulière des subventions d'exploitation, avec l'instauration progressive du régime de paiement unique. L'augmentation forte des subventions d'exploitation pour les vins d'appellation s'explique notamment par l'entrée en vigueur de la nouvelle OCM.

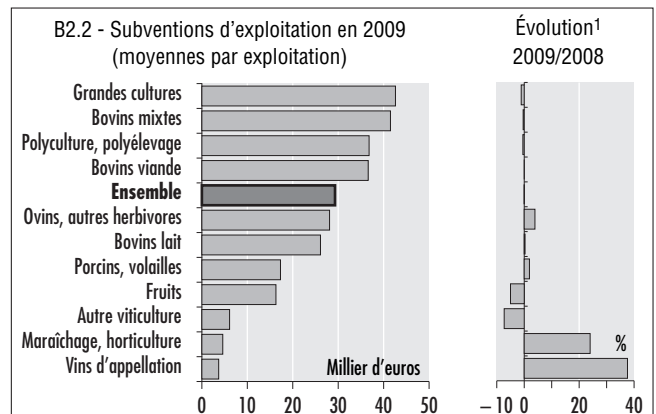
B2.1 - Subventions d'exploitation en 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %
Grandes cultures	42,6	- 1,1
Maraîchage, horticulture	4,6	+ 24,0
Vins d'appellation d'origine	3,7	+ 37,6
Autre viticulture	6,1	- 7,3
Fruits	16,3	- 5,0
Bovins lait	26,1	+ 0,3
Bovins viande	36,6	+ 0,0
Bovins mixtes	41,5	- 0,4
Ovins, autres herbivores	28,1	+ 3,9
Porcins, volailles	17,3	+ 1,9
Polyculture, polyélevage	36,8	- 0,5
<b>Ensemble</b>	<b>29,3</b>	<b>+ 0,0</b>

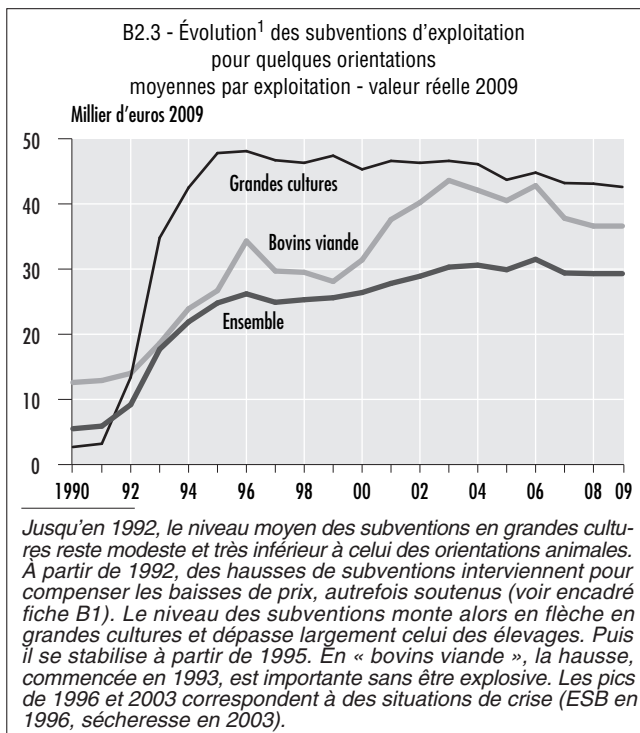
Source : RICA 2008 et 2009

Stabilité des subventions pour l'ensemble des exploitations en 2009



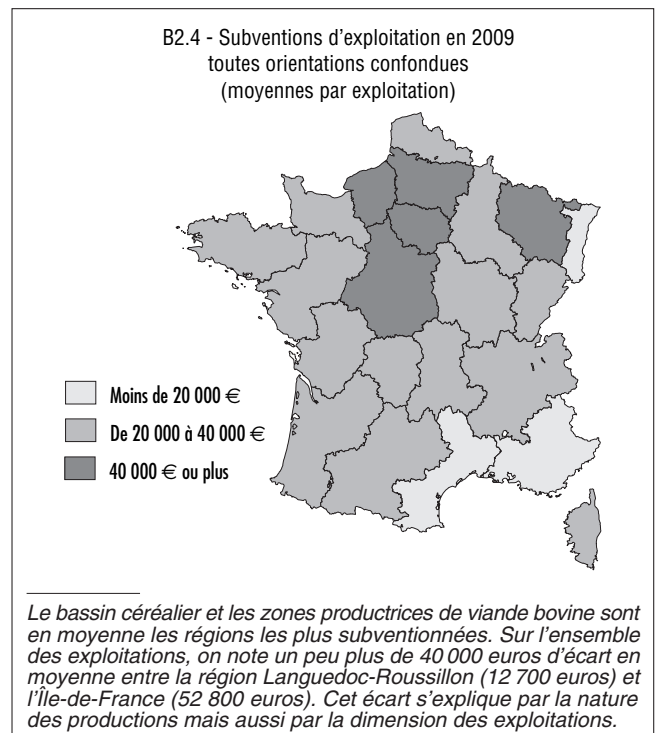
Source : RICA 2008 et 2009

Le montant des subventions d'exploitation reste en retrait pour les éleveurs de bovins viande par rapport aux grandes cultures, mais supérieur à la moyenne nationale



Source : RICA

En Île-de-France et en Picardie, le montant moyen des subventions dépasse 50 000 euros



Source : RICA 2009

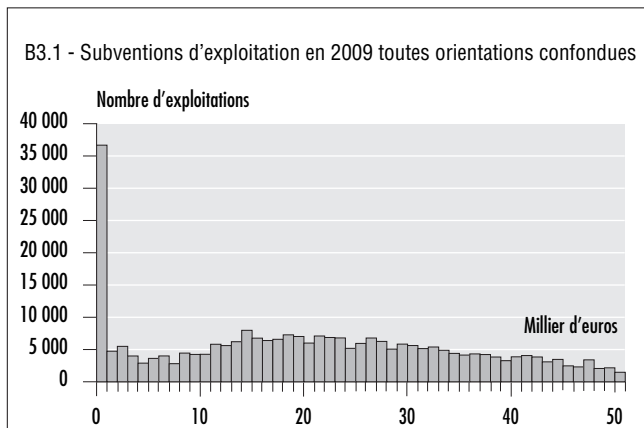
1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Les dispersions

Le montant moyen des subventions perçues n'illustre qu'imparfaitement la situation des exploitations vis-à-vis de l'attribution des aides et autres primes. Toutes orientations confondues, 30 000 exploitations, soit 9 % du total, ne perçoivent aucune subvention. La situation n'est guère différente pour les quelque 6 700 exploitations qui bénéficient d'aides d'un montant inférieur à 1 000 euros. Au total, la proportion des exploitations pour lesquelles les subventions sont nulles ou négligeables se monte à 11 %. À l'inverse, 51 300 exploitations, soit 16 % de l'effectif perçoivent des aides d'un montant supérieur à 50 000 euros. Toutes orientations confondues, 20 % des exploitations se partagent 48 % du total des aides, tandis que les 52 % restants sont répartis sur 80 % des exploitations.

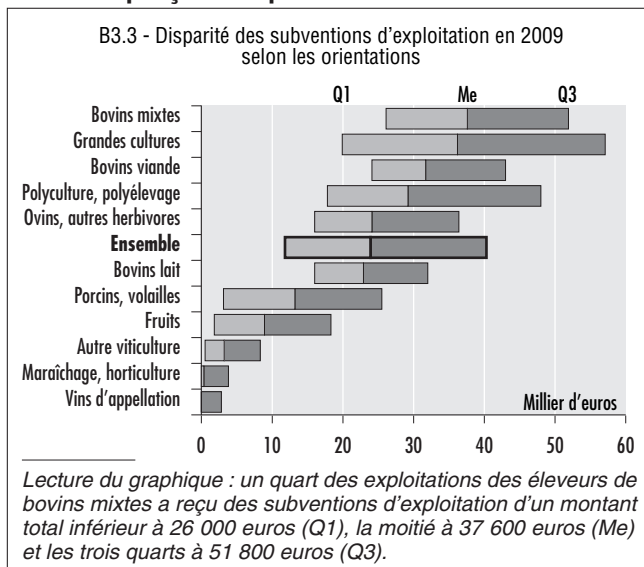
De fortes disparités du montant des subventions d'exploitation sont notamment observées en bovins mixtes, en polyculture-polyélevage et en grandes cultures. Dans cette dernière orientation, un quart des exploitations perçoivent moins de 20 000 euros de subventions d'exploitation tandis que ces dernières dépassent 57 000 euros pour le quart qui en reçoit le plus. La répartition des subventions est fortement corrélée à la dimension économique des exploitations : 48 % des exploitations de grande dimension reçoivent au moins 50 000 euros ; de tels montants ne se rencontrent jamais dans les petites exploitations. Toutefois, une proportion non négligeable (11 %) de grandes exploitations ne perçoit aucune aide.

30 000 exploitations ne perçoivent aucune subvention



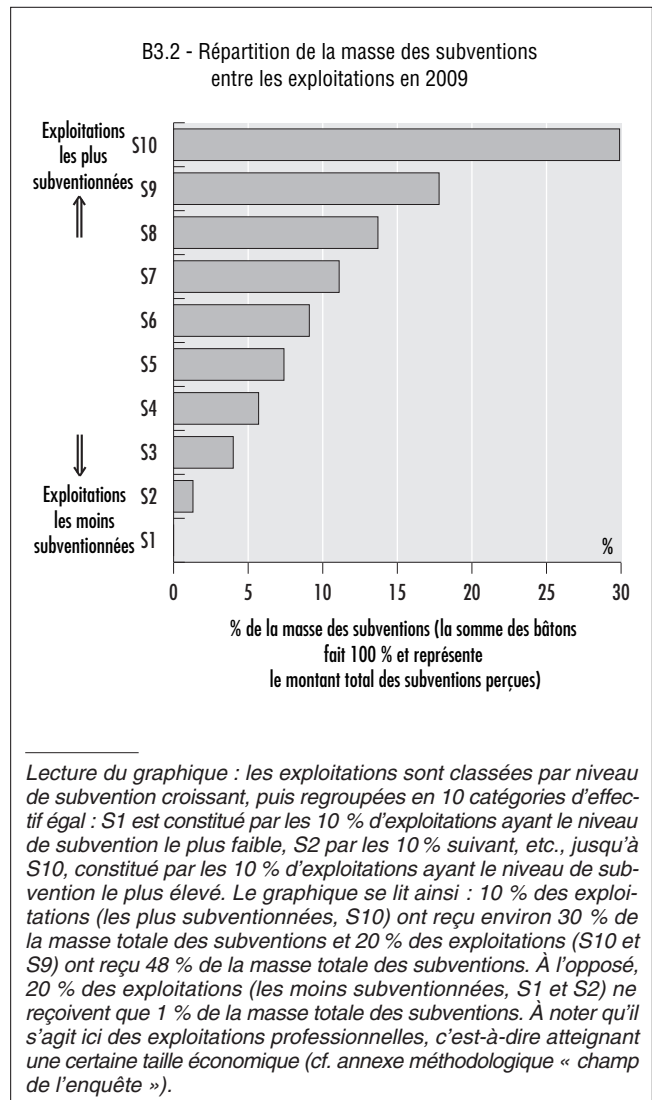
Source : RICA 2009

Un quart des exploitations en grandes cultures perçoivent plus de 57 000 euros



Source : RICA 2009

20 % des exploitations professionnelles se partagent 48 % des subventions

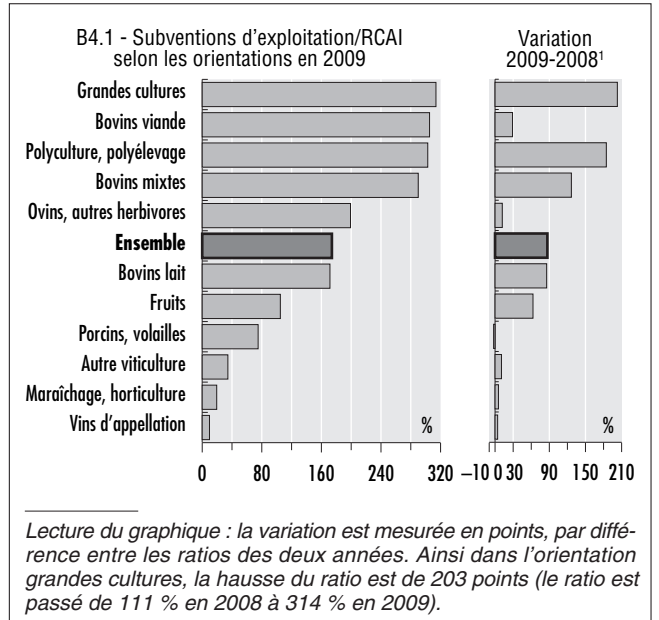


Source : RICA 2009

Ratios divers par orientation et par classe de dimension

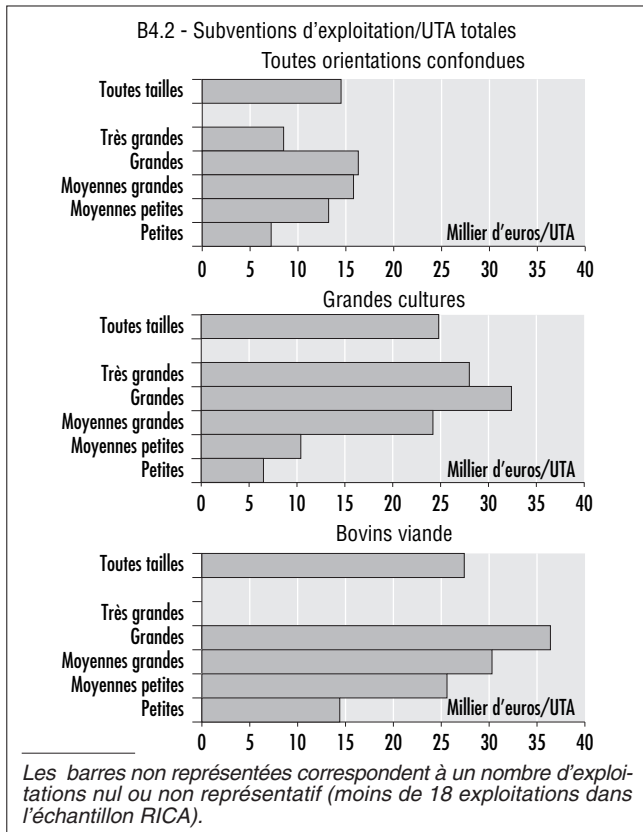
Avec la baisse de la valeur de la production observée en 2009, les subventions d'exploitation concourent encore plus largement que les années précédentes à la formation du revenu des agriculteurs. Dans la plupart des orientations, le montant moyen des subventions d'exploitation versées dépasse largement le résultat courant avant impôts moyens : sans ces subventions, le revenu serait donc négatif. C'est le cas en particulier en grandes cultures, en polyculture-polyélevage et bovins viande avec des subventions d'exploitation en moyenne trois fois supérieures au résultat courant avant impôts. À l'inverse, le résultat courant avant impôts reste relativement peu dépendant des subventions d'exploitation en viticulture d'appellation, en maraîchage et en horticulture. Les subventions d'exploitation peuvent aussi être étudiées selon la dimension économique de l'exploitation. En grandes cultures et en bovins viande, plus l'exploitation est grande et plus le ratio subventions perçues par unité de travail est élevé, à l'exception des très grandes exploitations où la tendance s'inverse. Le ratio « subventions d'exploitation/taille économique » tend cependant à décroître lorsque la dimension économique augmente. À dimension économique égale, les élevages d'herbivores perçoivent plus de subventions que les grandes cultures.

Dans six orientations, les subventions d'exploitation sont supérieures au RCAI



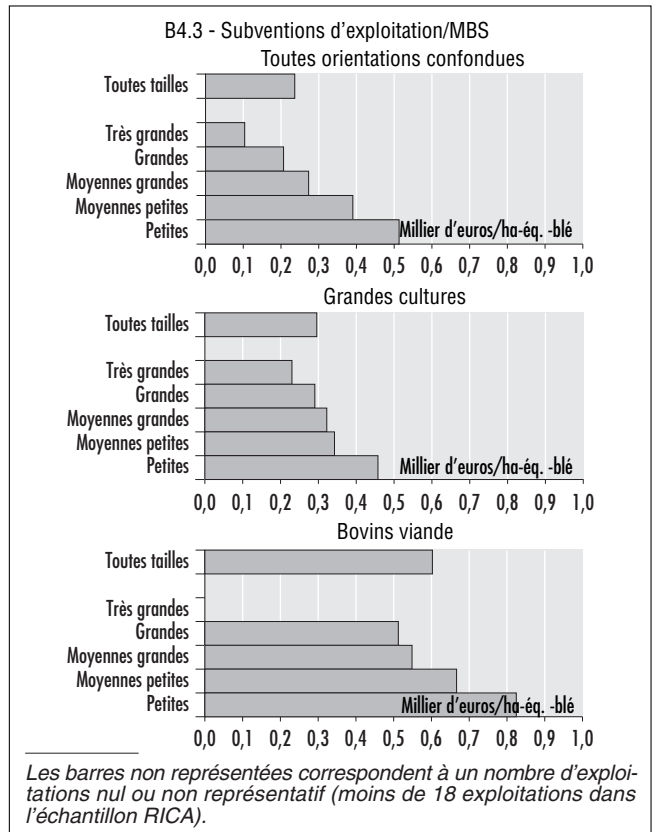
1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.  
Source : RICA 2008 et 2009

Les grosses structures tendent à toucher davantage de subventions par UTA (unité-travail/année)



Source : RICA 2009

À taille équivalente, plus de subventions par unité de taille en bovins viande qu'en grandes cultures



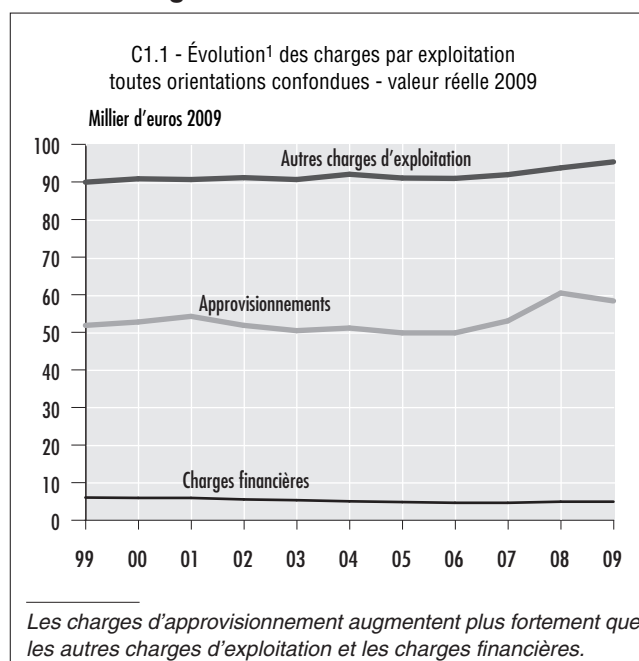
Source : RICA 2009

## Les charges courantes : structure et évolution

En 2009, les charges courantes s'élèvent, en moyenne, à 158 800 euros par exploitation et sont quasiment stables<sup>1</sup> par rapport à 2008. La baisse sensible des dépenses en aliments des animaux (- 14,5 %) et de celles en énergie (- 24 %) contribuent à la diminution globale des charges d'approvisionnement (- 3,4 %), bien que les dépenses en engrais et amendements continuent à augmenter (+ 22,1 %). Les autres charges d'exploitation continuent à progresser (+ 1,7 %), tirées notamment par l'augmentation des dépenses en assurances, des frais de personnel et celle des dotations aux amortissements. L'augmentation des dotations aux amortissements et celle des charges financières à long ou moyen terme sont à rapprocher des achats de biens immobilisés relativement importants réalisés en 2008 par les exploitants.

Pour 100 euros de charges courantes, 37 euros sont des charges d'approvisionnement, 60 euros proviennent des autres charges d'exploitation et 3 euros sont des charges financières. Au cours de la décennie, la répartition des charges selon les trois regroupements est restée stable.

### Charges courantes stables en 2009



Source : RICA

### C1.2 - Les charges courantes en 2009

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

	2009 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	Structure en 2009 %
<b>I - Charges d'exploitation</b>	<b>153,8</b>	<b>- 0,3</b>	<b>96,9</b>
<b>Approvisionnements</b>	<b>58,4</b>	<b>- 3,4</b>	<b>36,8</b>
Engrais et amendements	13,1	+ 22,1	8,2
Semences et plants	6,4	+ 6,4	4,0
Produits phytosanitaires	8,5	- 0,2	5,4
Aliments du bétail	17,6	- 14,5	11,1
Produits vétérinaires	2,4	- 4,5	1,5
Fournitures	5,1	- 2,1	3,2
Carburants, lubrifiants et combustibles stockés	5,2	- 24,0	3,2
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>95,4</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>60,1</b>
Dont : Travaux pour cultures et élevages	8,9	+ 1,3	5,6
Loyers et fermages	11,2	+ 1,3	7,1
Entretien des bâtiments et du matériel	7,2	+ 0,9	4,5
Assurances	5,0	+ 2,8	3,1
Charges de personnel	12,0	+ 4,5	7,6
Impôts et taxes	2,1	+ 5,7	1,3
Amortissements	28,6	+ 3,6	18,0
<b>II - Charges financières</b>	<b>5,0</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>3,2</b>
Charges financières à long ou moyen terme	3,9	+ 4,1	2,5
Charges financières à court terme	1,1	- 8,3	0,7
<b>I + II - Charges courantes</b>	<b>158,8</b>	<b>- 0,3</b>	<b>100,0</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008 et 2009



**Les charges courantes selon les orientations et la dimension économique**

Il existe une grande disparité des charges courantes entre les orientations et parfois au sein d'une même orientation. Dans le cas des élevages hors-sol on observe une disparité entre exploitations qui s'explique par les distinctions entre élevages intégrés ou non intégrés.

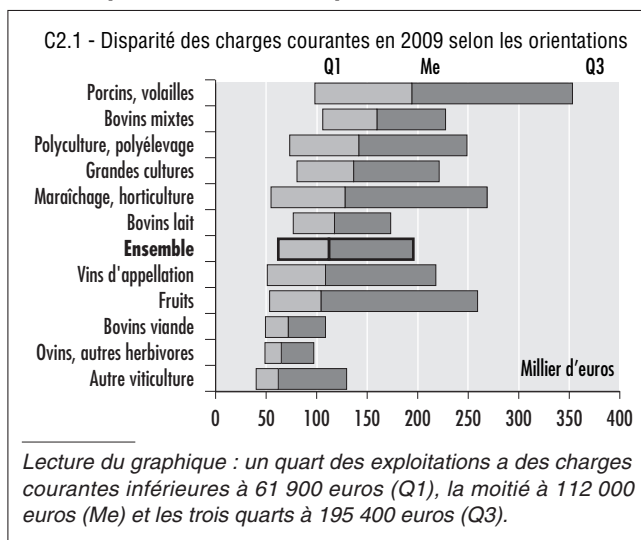
La baisse sensible du coûts des aliments des animaux profite aux éleveurs dont le niveau des charges courantes diminue : - 2,6 % en bovins lait et - 10,7 % en porcins volailles. La hausse du prix des engrais et amendements est préjudiciable surtout aux exploitations spécialisées en grandes cultures dont les charges courantes

progressent en moyenne de 4,9 %. La hausse des frais de personnel alourdit les charges en orientation fruits. Le niveau des charges plus faible en moyenne dans les orientations bovins viande et ovins, autres herbivores renvoie à des exploitations en général de plus petite taille.

Ainsi la part importante de charges d'approvisionnement parmi les charges courantes caractérise les exploitations porcins, volailles, alors qu'une part prépondérante des autres charges courantes est plus spécifique de la viticulture et de la production fruitière.

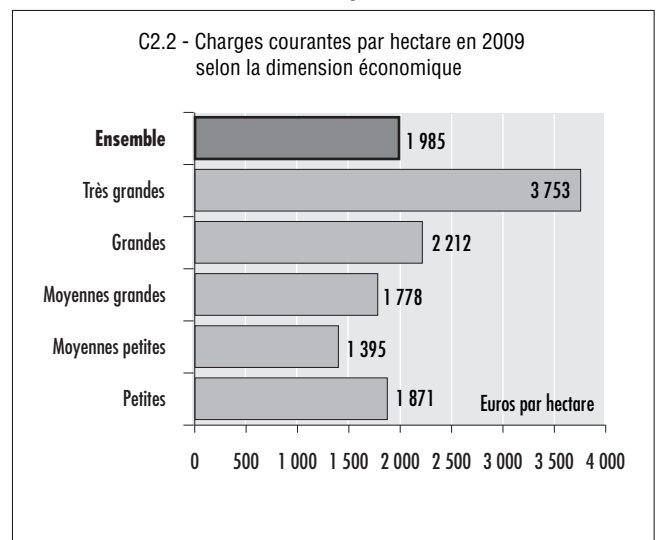
Charges

**Des charges élevées pour l'orientation porcins, volailles**



Source : RICA 2009

**Les charges courantes s'élèvent en moyenne à 1 900 euros par hectare**



Source : RICA 2009

**C2.3 - Charges courantes selon les orientations en 2009**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Charges courantes		dont							
			Charges d'exploitation				Charges financières			
	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	Charges d'approvisionnement		Autres charges d'exploitation				Total	
2009			Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	
Grandes cultures	177,7	+ 4,9	73,8	+ 7,7	98,7	+ 3,0	172,5	+ 5,0	5,3	+ 2,5
Maraîchage, horticulture	242,7	- 0,1	89,9	- 1,2	148,6	+ 0,7	238,4	- 0,0	4,3	- 1,5
Vins d'appellation d'origine	172,5	+ 0,5	33,0	- 0,9	134,1	+ 1,0	167,0	+ 0,6	5,5	- 3,8
Autre viticulture	109,5	- 0,1	26,2	- 4,0	79,9	+ 1,1	106,1	- 0,2	3,4	+ 4,1
Fruits	205,2	+ 4,5	40,2	+ 0,6	161,1	+ 5,7	201,3	+ 4,7	3,9	- 3,8
Bovins lait	134,6	- 2,6	47,2	- 7,8	82,6	+ 0,1	129,7	- 2,9	4,9	+ 4,4
Bovins élevage et viande	87,3	- 1,8	27,4	- 9,6	56,7	+ 2,2	84,1	- 1,9	3,2	+ 0,6
Bovins lait, élevage et viande	178,2	- 2,6	66,0	- 7,0	105,3	+ 0,1	171,3	- 2,8	6,9	+ 1,7
Ovins, autres herbivores	84,4	- 0,5	30,3	- 6,5	51,5	+ 3,4	81,8	- 0,6	2,6	+ 1,5
Porcins, volailles	276,1	- 10,7	163,8	- 16,2	104,0	- 0,7	267,7	- 10,7	8,4	- 8,0
Polyculture, polyélevage	182,1	- 0,3	73,1	- 4,9	102,9	+ 3,0	175,9	- 0,4	6,2	+ 2,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>158,8</b>	<b>- 0,3</b>	<b>58,4</b>	<b>- 3,4</b>	<b>95,4</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>153,8</b>	<b>- 0,3</b>	<b>5,0</b>	<b>+ 1,0</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008 et 2009

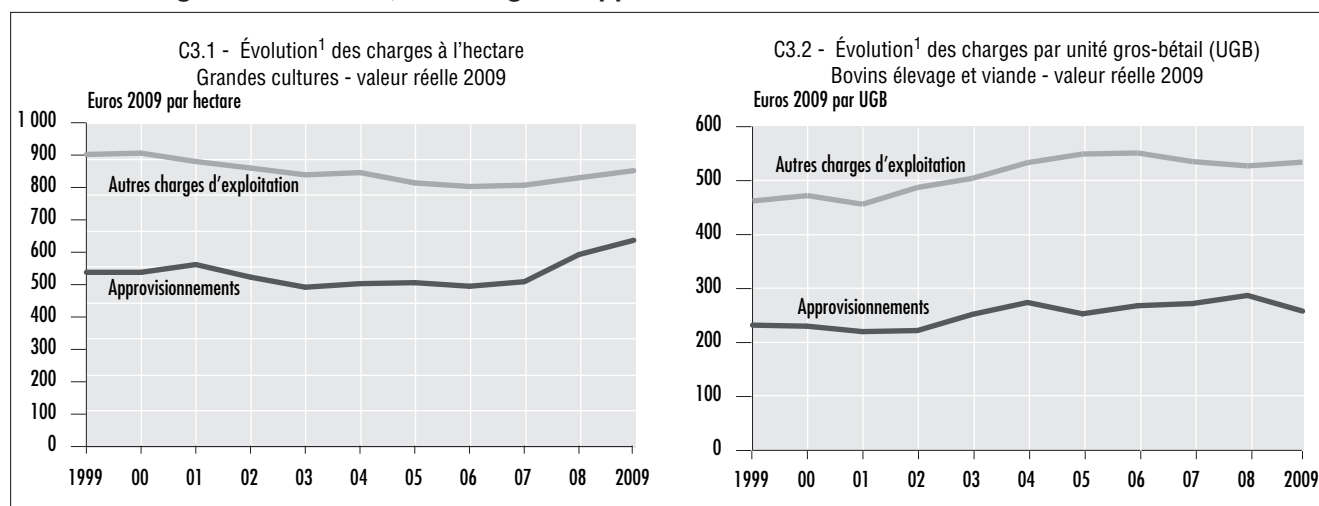
## Les charges d'approvisionnement

En 2009, les charges d'approvisionnement atteignent, en moyenne, 58 400 euros par exploitation. Elles sont en baisse de 3,4 %<sup>1</sup> par rapport à l'année précédente. La diminution des charges d'aliments concentrés pour animaux (- 14 %) et celle en énergie (- 24 %) compensent largement l'augmentation des dépenses d'engrais (+ 22 %).

L'importance et la composition de ces charges diffèrent selon la spécialisation des exploitations. En grandes cultures, les charges d'approvisionnement, un peu plus élevées que la moyenne, sont surtout composées d'engrais et de produits phytosanitaires. Dans cette orientation, les charges d'approvisionnement ont pro-

gressé fortement en 2008 et en 2009. Les fournitures sont importantes en maraîchage et viticulture AOC, les carburants et combustibles en maraîchage. Dans les élevages de porcins, volailles, les charges d'approvisionnement atteignent 163 800 euros en moyenne, ce niveau élevé s'explique par l'importance des dépenses en aliments, qui, avec 131 700 euros en 2009, représentent 80 % de ces charges. Cette orientation a donc particulièrement bénéficié de la diminution du prix des aliments pour animaux. Avec 26 200 euros par exploitation, les charges d'approvisionnement sont plutôt faibles dans le secteur autre viticulture.

### En grandes cultures, les charges d'approvisionnement en hausse en 2008 et en 2009



Source : RICA

### C3.3 - Charges d'approvisionnement en 2009 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Engrais et amendements	Semences et plants	Produits phytosanitaires	Aliments du bétail	Produits vétérinaires	Fournitures	Carburants lubrifiants et combustibles	Ensemble
Grandes cultures	29,6	12,0	18,3	4,0	0,4	1,9	7,6	73,8
Maraîchage, horticulture	12,3	39,8	5,1	0,1	0,0	20,1	12,3	89,9
Vins d'appellation d'origine	2,8	0,9	8,7	0,1	0,0	18,6	1,9	33,0
Autre viticulture	4,6	1,3	11,3	0,0	0,0	6,1	2,9	26,2
Fruits	7,9	4,1	13,8	0,3	0,0	9,8	4,3	40,2
Bovins lait	7,7	3,8	2,8	21,6	3,7	3,8	3,8	47,2
Bovins élevage et viande	4,6	1,3	1,2	11,9	2,9	2,1	3,4	27,4
Bovins lait, élevage et viande	12,2	5,0	5,3	28,8	5,0	3,9	5,7	66,0
Ovins, autres herbivores	3,8	1,4	1,0	16,6	2,7	2,0	2,7	30,3
Porcins, volailles	3,7	3,1	3,1	131,7	12,2	4,0	6,0	163,8
Polyculture, polyélevage	16,5	6,9	9,7	27,4	3,5	2,8	6,2	73,1
<b>ENSEMBLE</b>	<b>13,1</b>	<b>6,4</b>	<b>8,5</b>	<b>17,6</b>	<b>2,4</b>	<b>5,1</b>	<b>5,2</b>	<b>58,4</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2009

### Les autres charges d'exploitation

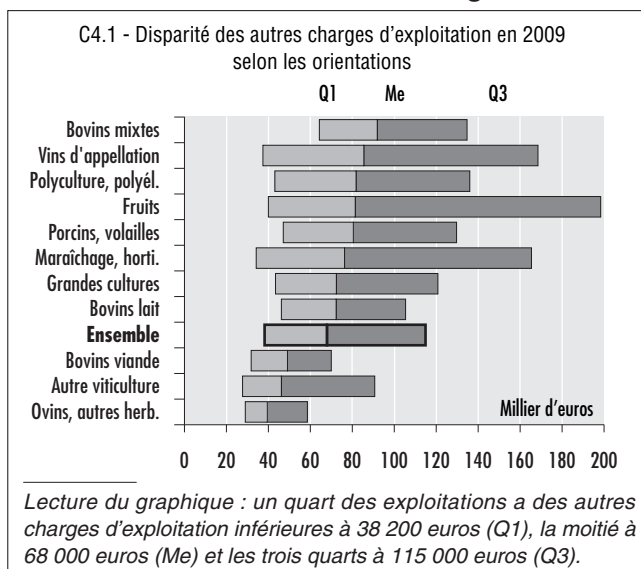
En 2009, les autres charges d'exploitation (ou charges de structure) se sont élevées à 95 400 euros par exploitation en moyenne. La composition de ces charges dépend de la spécialisation des exploitations et, en général, est fortement marquée par le poids des amortissements. Ceux-ci représentent plus de 30 % des autres charges d'exploitation dans les secteurs agricoles qui ont peu de charges de personnel. Dans les élevages d'ovins, autres herbivores et de bovins viande, pour lesquels les charges de structure sont relativement faibles en moyenne, la part des amortissements s'élève jusqu'à 36 %. Les charges de personnel salarié peuvent être très importantes dans certains secteurs. Elles

représentent 27 % des dépenses en viticulture d'appellation et même 38 % des dépenses pour les producteurs de fruits et les maraîchers et horticulteurs. Pour ces deux dernières orientations, la part en main-d'œuvre salariée dans les autres charges d'exploitation s'élève à plus de 43 % si on intègre le coût du personnel mis à disposition de l'exploitation.

Pour l'ensemble des exploitations, en 2009, les autres charges d'exploitation sont légèrement en hausse (+ 1,7 %).

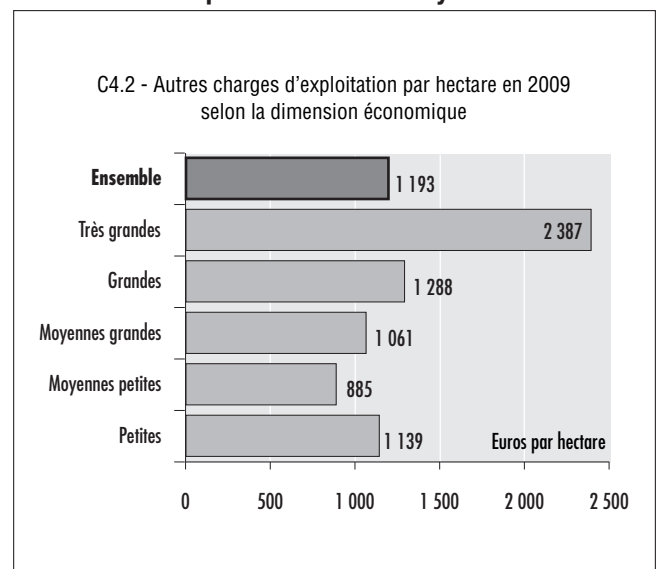
La progression des dépenses en personnel et les dotations aux amortissements contribuent pour l'essentiel à la hausse des autres charges d'exploitation.

#### Les charges de structure les plus dispersées sont dans les orientations végétales



Source : RICA 2009

#### Les charges de structure sont de 1 190 euros par hectare en moyenne en 2009



Source : RICA 2009

#### C4.3 - Autres charges d'exploitation en 2009 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Travaux pour cultures et élevages	Loyers et fermages	Entretien bâtiments et matériel	Assurances	Charges de personnel	Amortissements	Autres <sup>2</sup>	Ensemble
Grandes cultures	8,7	15,4	8,1	6,2	9,6	32,1	18,6	98,7
Maraîchage, horticulture	2,2	3,6	6,3	5,0	56,6	27,2	47,6	148,6
Vins d'appellation d'origine	6,4	20,8	6,7	4,7	36,7	24,0	34,8	134,1
Autre viticulture	6,2	7,6	5,1	3,7	16,0	19,3	21,9	79,9
Fruits	7,5	8,2	7,2	7,0	61,3	27,7	42,1	161,1
Bovins lait	11,8	8,3	6,9	4,0	1,9	29,1	20,6	82,6
Bovins élevage et viande	5,2	7,0	5,3	3,6	1,2	21,0	13,5	56,7
Bovins lait, élevage et viande	13,9	12,6	8,8	5,3	3,5	36,7	24,4	105,3
Ovins, autres herbivores	5,3	4,4	5,1	3,5	2,4	18,6	12,2	51,5
Porcins, volailles	14,6	5,5	7,4	5,0	7,4	36,6	27,4	104,0
Polyculture, yélevagepol	11,8	11,8	8,7	5,7	7,3	34,4	23,2	102,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>8,9</b>	<b>11,2</b>	<b>7,2</b>	<b>5,0</b>	<b>12,0</b>	<b>28,6</b>	<b>22,5</b>	<b>95,4</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Somme des charges en eau, gaz, électricité, petit matériel et autres fournitures, redevances de crédit-bail, honoraires, frais de transport, frais de gestion et des impôts et taxes.

Source : RICA 2009

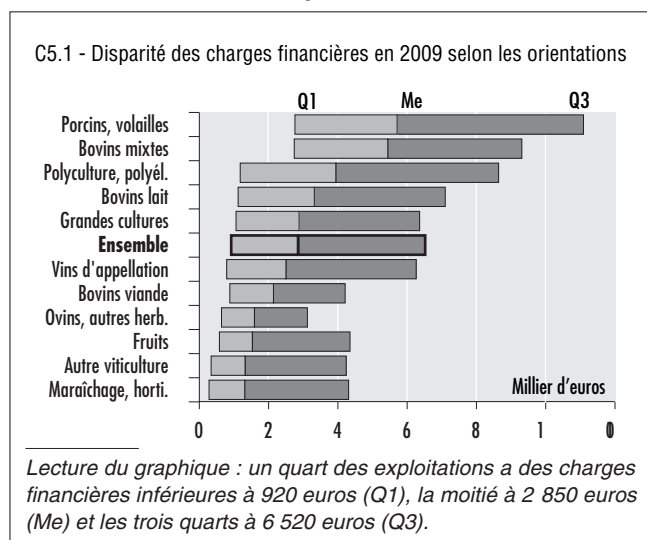
## Les charges financières

D'un montant moyen de 5 000 euros par exploitation en 2009, les charges financières augmentent de 1 %, principalement sous l'effet de la progression des charges liées aux emprunts à long ou moyen terme. Les charges financières reflètent les décisions d'investissement prises au cours des exercices antérieurs.

Le taux apparent (rapport des charges financières à l'ensemble des dettes) s'élève à 3,4 % et est stable depuis 2006.

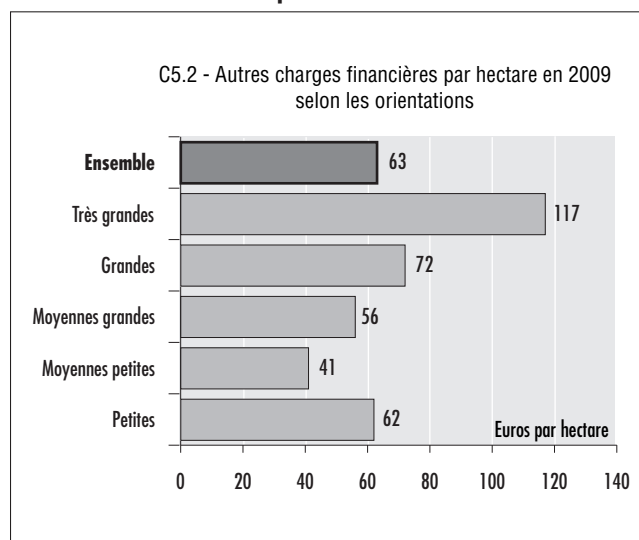
Le niveau des charges financières est en moyenne sensiblement plus élevé dans les orientations « porcins volailles » et « bovins lait, élevage et viande » qu'en « bovins viande » et « ovins, autres herbivores ». Mais le poids des charges financières dans l'ensemble des charges courantes apparaît assez proche dans la plupart des orientations.

### Les charges financières du secteur porcins, volailles sont supérieures aux autres



Source : RICA 2009

### Les charges financières s'élèvent en moyenne à 63 euros par hectare en 2009



Source : RICA 2009

### C5.3 - Charges financières en 2009 selon les orientations

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Charges financières totales	Charges financières à long ou moyen terme	Charges financières à court terme	Taux d'intérêt apparent %
Grandes cultures	5,3	4,0	1,3	3,5
Maraîchage, horticulture	4,3	3,4	0,9	3,1
Vins d'appellation d'origine	5,5	3,9	1,6	2,8
Autre viticulture	3,4	2,5	0,9	3,3
Fruits	3,9	2,8	1,1	2,9
Bovins lait	4,9	4,2	0,7	3,5
Bovins élevage et viande	3,2	2,6	0,6	3,2
Bovins lait, élevage et viande	6,9	5,6	1,3	3,5
Ovins, autres herbivores	2,6	2,1	0,5	3,4
Porcins, volailles	8,4	6,3	2,1	3,8
Polyculture, polyélevage	6,2	4,9	1,3	3,7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>5,0</b>	<b>3,9</b>	<b>1,1</b>	<b>3,4</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2009

**Les charges sociales de l'exploitant**

Les charges sociales de l'exploitant sont destinées à financer les caisses d'assurances maladie et vieillesse de l'exploitant et des co-exploitants non salariés. Elles sont exclues des charges dans le RICA, de même que les prestations sociales sont exclues des produits, et ne participent pas à la formation du résultat. Elles sont néanmoins enregistrées de façon extra-comptable. Les charges sociales de l'exploitant sont calculées sur la base des résultats des trois années précédentes, ou sur option, sur ceux de l'année précédente. De ce fait, un temps de latence s'observe entre les variations des résultats et les variations des cotisations.

En 2009, ces charges représentent en moyenne 9 600 euros par exploitation et ont progressé de 1,5 % en un an. Avec la diminution des résultats des exploitations agricoles, les charges sociales de l'exploitant représentent 57 % du résultat courant avant impôts (charges sociales non déduites) contre 29 % en 2008. La proportion dépasse en moyenne 80 % en grandes cultures et en polyculture, polyélevage.

Les charges sociales de l'exploitant sont en moyenne les plus élevées là où les résultats sont les plus élevés, à savoir dans les orientations grandes cultures et vins d'appellation d'origine.

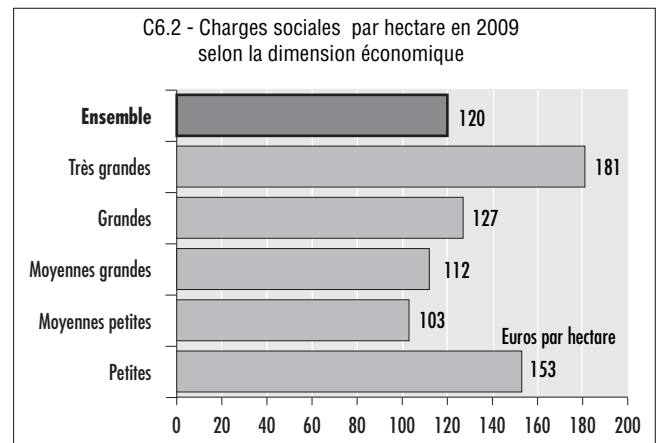
**C6.1 - Charges sociales de l'exploitant selon les orientations en 2009**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	2009 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %
Grandes cultures	12,3	+ 6,1
Maraîchage, horticulture	9,9	+ 0,1
Vins d'appellation d'origine	13,1	+ 6,2
Autre viticulture	6,9	- 0,6
Fruits	9,7	+ 8,0
Bovins lait	8,4	- 1,7
Bovins élevage et viande	5,7	- 7,3
Bovins lait, élevage et viande	9,5	- 3,9
Ovins, autres herbivores	5,6	- 2,5
Porcins, volailles	8,7	- 7,3
Polyculture, polyélevage	10,0	+ 1,7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>9,6</b>	<b>+ 1,5</b>

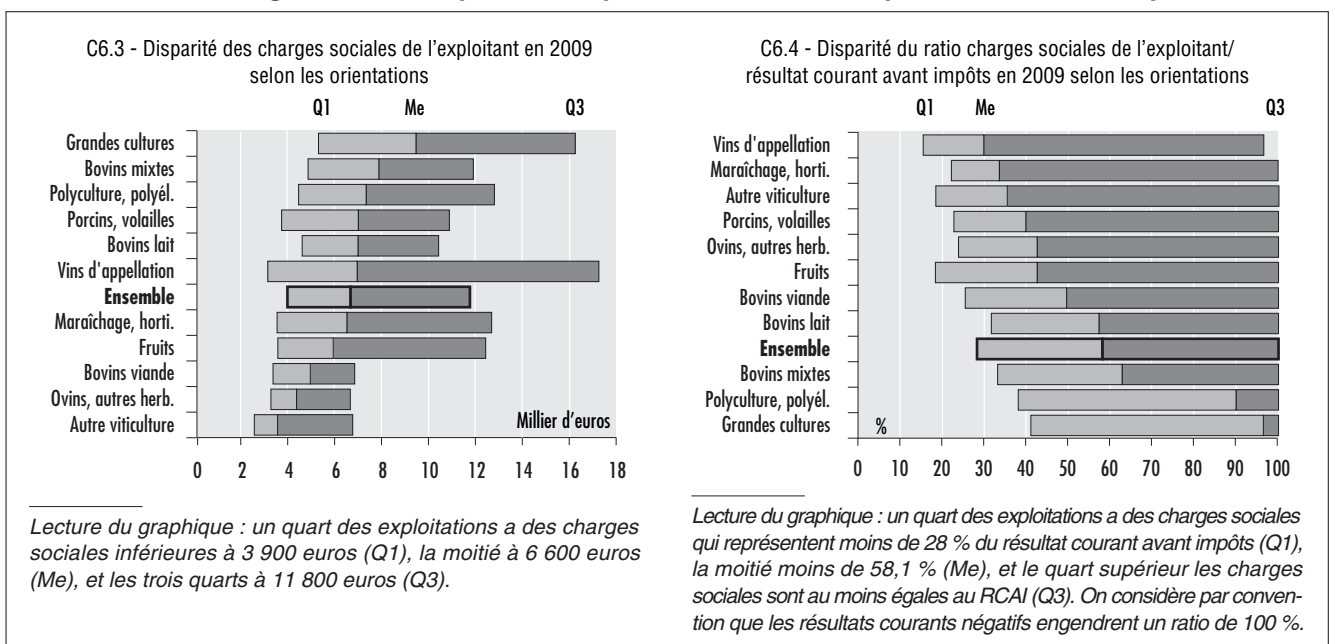
Source : RICA 2008 et 2009

**Les charges sociales de l'exploitant s'élèvent en moyenne à 120 euros par hectare en 2009**



Source : RICA 2009

**En 2009, les charges sociales représentent plus de 58 % du RCAI pour la moitié des exploitations**



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2009

### Les charges en énergie selon les orientations

Après la forte hausse en 2008 des dépenses consacrées à l'énergie, on retrouve en 2009, un niveau de charges comparable à celui de la période 2005 à 2007. Les dépenses en énergie atteignent 7 700 euros en moyenne par exploitation, soit 4,9 % du total des charges courantes. Ramenées à l'hectare, elles s'élèvent à 106 euros.

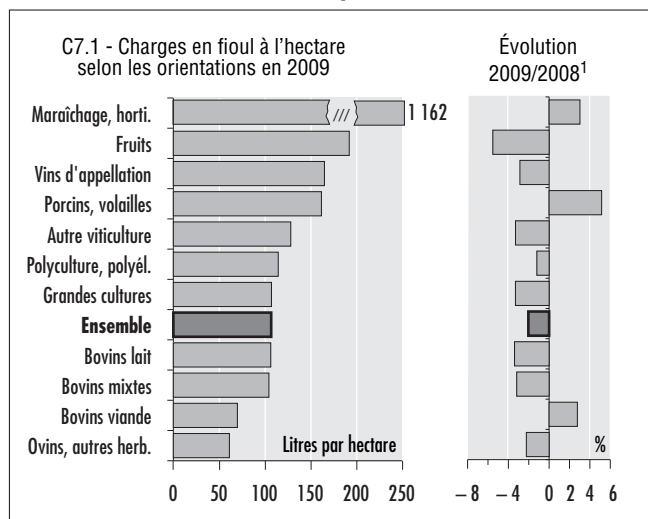
Les combustibles fossiles (fuel domestique, gasoil et gaz) représentent plus des trois quarts des dépenses en énergie de l'agriculture. En orientation porcins,

volailles, les dépenses en électricité s'élèvent toutefois à 41 % des charges d'énergie.

En maraîchage et horticulture, les dépenses en énergie, qui correspondent majoritairement à des consommations de gaz, représentent près de 10 % des charges courantes. Cette situation s'explique notamment par le chauffage de certaines serres.

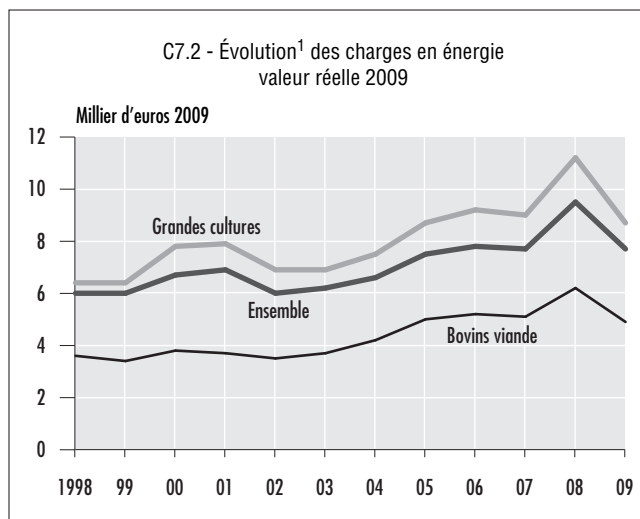
À l'opposé, l'élevage allaitant (bovins et ovins) est très économe en énergie.

#### En moyenne, plus de 1 000 litres de fioul domestique consommés par hectare



Source : RICA 2008 et 2009

#### En 2009, les dépenses en énergie retrouvent le niveau des années 2005 à 2007



Source : RICA

### C7.3 - Charges en énergie selon les orientations en 2009

Moyennes par exploitation, en millier d'euros pour les valeurs monétaires

Orientation	Charges totales en énergie (valeur)		Dont						Fioul domestique (quantité 1 000 l)	
			Fioul domestique (carburant et combustible)		Électricité		Autres (gaz stocké ou non, gazole à la pompe, divers)			
	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %
Grandes cultures	8,7	- 22,5	5,6	- 30,1	1,5	+ 11,6	1,5	- 14,8	12,4	- 2,4
Maraîchage, horticulture	23,7	- 6,5	3,4	- 15,2	4,0	- 2,0	16,2	- 5,6	7,5	+ 4,0
Vins d'appellation d'origine	4,7	- 12,9	1,7	- 22,2	1,2	+ 9,8	1,9	- 15,2	3,2	- 2,1
Autre viticulture	4,5	- 18,9	2,2	- 27,7	0,7	+ 2,8	1,6	- 12,7	4,4	- 2,9
Fruits	8,4	- 14,3	3,0	- 22,8	2,7	+ 13,2	2,7	- 24,5	5,7	- 6,4
Bovins lait	6,5	- 19,5	3,5	- 30,6	2,1	+ 4,4	0,9	- 11,7	7,8	- 1,4
Bovins élevage et viande	4,9	- 21,4	3,0	- 28,1	0,7	+ 5,9	1,2	- 15,2	6,4	+ 4,2
Bovins lait, élevage et viande	8,6	- 22,1	5,0	- 31,3	2,1	- 0,3	1,4	- 7,9	11,4	- 1,0
Ovins, autres herbivores	4,7	- 20,1	2,4	- 27,9	1,1	+ 0,0	1,1	- 16,8	5,0	- 0,9
Porcins, volailles	11,7	- 11,8	3,2	- 19,7	4,9	+ 5,5	3,6	- 21,8	6,9	+ 7,9
Polyculture, polyélevage	9,2	- 20,4	5,0	- 30,8	2,2	+ 5,3	2,0	- 9,8	11,2	+ 0,2
<b>ENSEMBLE</b>	<b>7,7</b>	<b>- 18,8</b>	<b>3,9</b>	<b>- 29,0</b>	<b>1,8</b>	<b>+ 5,4</b>	<b>2,0</b>	<b>- 12,3</b>	<b>8,5</b>	<b>- 0,7</b>

1. Toutes les évolutions sont calculées sur un échantillon constant. Les évolutions des valeurs monétaires sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Note : élimination d'une exploitation avec une consommation de fuel aberrante.

Source : RICA 2008 et 2009





### La formation du résultat courant

Le résultat courant avant impôts (RCAI) est la différence entre les produits courants et les charges courantes. Les produits courants se composent principalement de la production de l'exercice et des subventions d'exploitation. La production de l'exercice est déterminée par le volume des différentes spéculations et leur valorisation. En 2009, la production des exploitations professionnelles est évaluée par le RICA à 143 400 euros en moyenne. La forte contribution des subventions d'exploitation dans la formation du résultat courant avant impôts est depuis plusieurs années une caractéristique des orientations grandes cultures et herbivores.

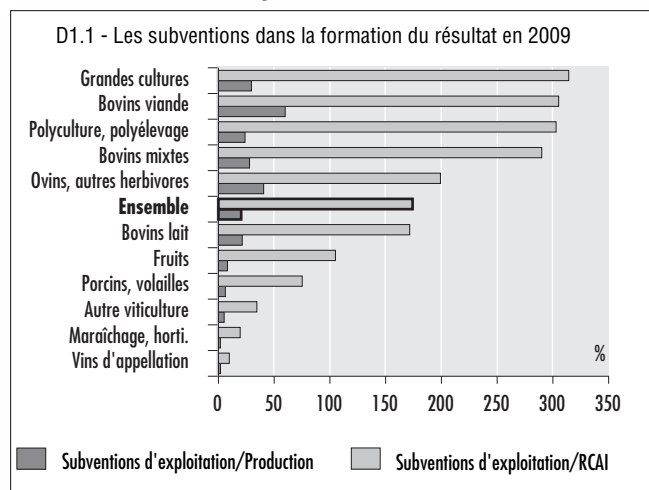
Les charges courantes sont constituées d'une part de charges d'exploitation et d'autre part de charges financières. Dans l'ensemble des charges d'exploitation, on distingue les consommations intermédiaires, c'est-à-dire la valeur des biens et services incorporés dans le processus de production. Le rapport des consommations

intermédiaires sur l'ensemble des produits est structurellement important pour l'orientation porcins, volailles (71 %) et faible en vins d'appellation d'origine (37 %).

Le RCAI qui peut être interprété comme un revenu d'entreprises hors opérations exceptionnelles, s'élève en moyenne à 16 800 euros. Ce revenu est en forte baisse de près de 50 % par rapport à celui de l'année 2008.

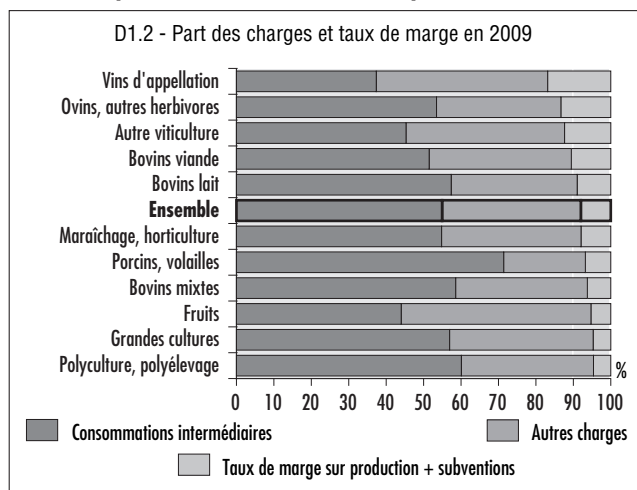
Le rapport du RCAI sur l'ensemble des produits courants (production de l'exercice + subventions d'exploitation) détermine le taux de marge de l'exploitation agricole. En 2009, le taux de marge le plus élevé est observé en viticulture d'appellation d'origine (17 % en moyenne), les plus faibles, avec moins de 5 %, sont obtenus en grandes cultures et en polyculture, poly-élevage.

#### Les subventions représentent 60 % de la valeur de la production en bovins viande



Source : RICA 2009

#### Une marge moyenne de 8 % pour l'ensemble des exploitations



Source : RICA 2009

### D1.3 - Soldes intermédiaires de gestion en 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Production de l'exercice	Consommations intermédiaires (CI)	Valeur ajoutée <sup>1</sup>	Subventions d'exploitation	Excédent brut d'exploitation (EBE)	Autres charges que CI	RCAI	Résultat de l'exercice
Grandes cultures	143,9	106,2	32,4	42,6	49,5	71,5	13,6	20,2
Maraîchage, horticulture	259,1	144,5	110,3	4,6	54,3	98,2	23,6	26,8
Vins d'appellation d'origine	203,8	77,5	121,7	3,7	66,8	95,0	38,1	40,7
Autre viticulture	118,8	56,6	58,7	6,1	40,0	52,9	17,8	20,9
Fruits	200,4	95,4	98,1	16,3	45,8	109,8	15,5	20,4
Bovins lait	121,9	84,9	33,1	26,1	48,7	49,8	15,2	19,7
Bovins viande	61,1	50,2	7,3	36,6	35,8	37,1	12,0	15,7
Bovins lait, élevage et viande	148,6	111,3	32,3	41,5	57,1	66,9	14,3	20,1
Ovins, autres herbivores	69,3	52,1	13,8	28,1	35,1	32,4	14,1	17,2
Porcins, volailles	278,9	211,5	62,6	17,3	67,3	64,6	23,0	26,2
Polyculture, polyélevage	154,1	114,7	34,3	36,8	51,8	67,4	12,1	18,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>143,4</b>	<b>94,8</b>	<b>44,0</b>	<b>29,3</b>	<b>49,6</b>	<b>64,0</b>	<b>16,8</b>	<b>21,6</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. La valeur ajoutée est ici obtenue à partir de la production de l'exercice diminuée des consommations intermédiaires et des primes d'assurance

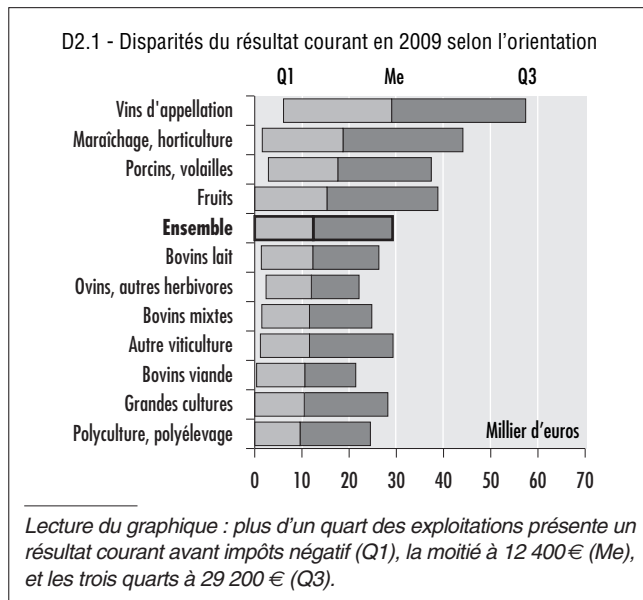
Source : RICA 2009

### Les niveaux et disparités du résultat courant

Selon les orientations technico-économiques, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts (RCAI) s'échelonnent entre 9 600 euros en polyculture, polyélevage et 29 100 euros en viticulture d'appellation. Les disparités entre orientations ont une composante structurelle. Sur les 10 dernières années, le secteur vins d'appellation d'origine a le meilleur résultat alors que le secteur des ovins, autres herbivores a le plus faible. Mais les facteurs conjoncturels bouleversent fréquemment les positions respectives des différentes OTEX, c'est le cas en particulier en 2009 : le niveau inhabituellement faible du résultat courant avant impôts obtenu en grandes cultures bouleverse le classement des orientations.

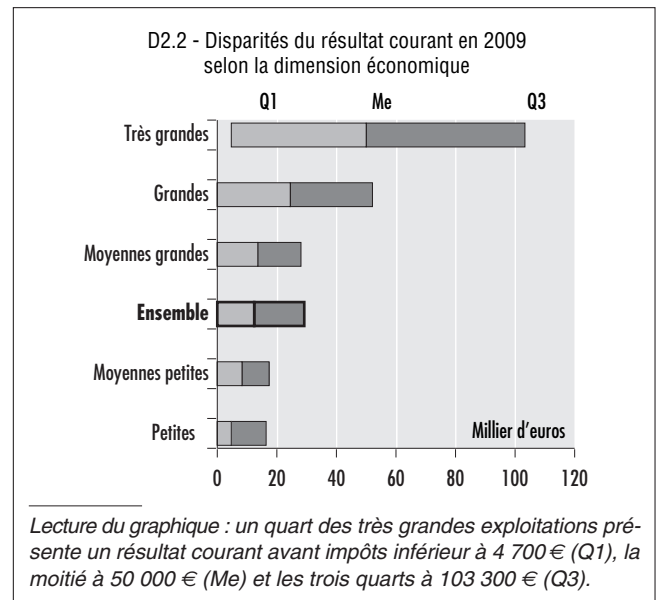
Cependant, l'orientation n'explique que partiellement les disparités du RCAI, car celles-ci demeurent importantes au sein de chaque spécialisation. Elles sont spécialement marquées dans l'orientation vins d'appellation d'origine. Selon les classes de dimension économique, les valeurs médianes du résultat courant avant impôts s'échelonnent entre 4 700 euros pour les exploitations de 8 à 16 unités de dimension européenne (UDE) et 50 000 euros pour les exploitations de plus de 250 UDE. Les écarts du RCAI entre les petites et les grandes exploitations se sont cependant resserrés en 2009.

**Plus d'une exploitation sur quatre a un RCAI négatif**



Source : RICA 2009

**Un quart des exploitations de très grande taille dégagent un RCAI supérieur à 103 000 €**



Source : RICA 2009

### D2.3 - Déciles<sup>1</sup> du résultat courant avant impôts selon les orientations

En millier d'euros

Orientation	Déciles								
	1 <sup>er</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>
Grandes cultures	- 23	- 9	- 2	4	11	16	23	34	57
Maraîchage, horticulture	- 18	- 4	4	11	19	26	37	52	79
Vins d'appellation d'origine	- 12	3	11	17	29	40	48	66	98
Autre viticulture	- 14	- 4	3	8	12	19	26	38	60
Fruits	- 31	- 9	3	9	15	22	36	43	60
Bovins lait	- 9	- 1	4	9	12	17	22	30	44
Bovins viande	- 9	- 3	2	7	11	15	19	24	36
Bovins lait, élevage et viande	- 10	- 1	3	6	12	15	20	28	47
Ovins, autres herbivores	- 7	0	4	8	12	15	19	27	39
Porcins, volailles	- 10	0	5	12	18	26	33	43	56
Polyculture, polyélevage	- 16	- 7	- 2	3	10	15	21	30	48
<b>ENSEMBLE</b>	<b>- 14</b>	<b>- 4</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>12</b>	<b>18</b>	<b>25</b>	<b>35</b>	<b>54</b>

1. Les neuf déciles séparent la population en dix groupes d'effectifs égaux. Ainsi, un dixième des exploitations obtient un résultat inférieur à - 14 000 euros (1<sup>er</sup> décile). La même proportion obtient un résultat supérieur à 54 000 euros (9<sup>e</sup> décile).

Source : RICA 2009

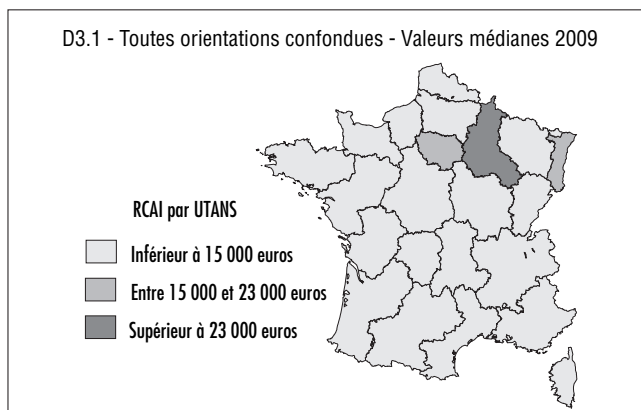
### Les niveaux et disparités du revenu par unité de travail non salariée

Hors charges sociales, la médiane du résultat courant par unité de travail annuel non salariée (UTANS) atteint 9 500 euros, soit moins de 800 euros par mois, cette somme correspondant à la rémunération du travail et au revenu des capitaux propres.

Toutes orientations confondues, les exploitations champenoises disposent une fois encore des résultats médians par UTANS les plus élevés mais aussi les moins homogènes. Au contraire en région Midi-Pyrénées ces revenus sont les plus faibles, en raison notamment de difficultés en grandes cultures.

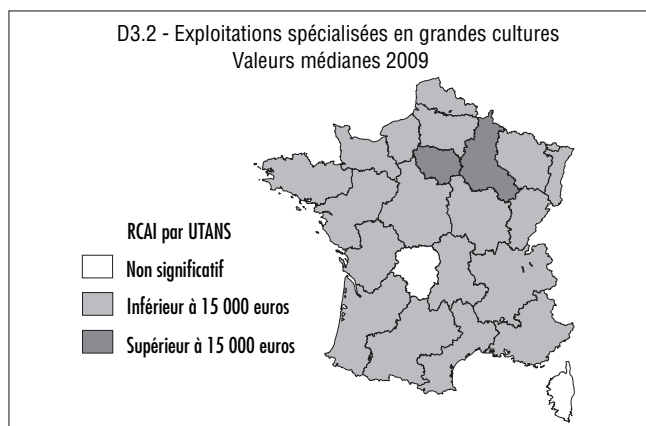
Les disparités inter-régionales observées doivent être considérées comme la résultante de plusieurs facteurs tels que la nature de la production, la dimension économique des exploitations, le degré d'intensification ou encore l'éligibilité aux aides directes.

#### Toutes exploitations confondues, en Champagne-Ardenne, les revenus sont les plus élevés



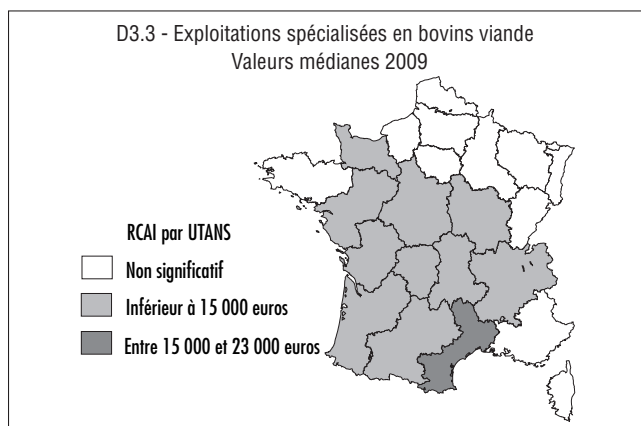
Source : RICA 2009

#### En grandes cultures, les régions Champagne-Ardenne et Île-de-France sont en tête



Source : RICA 2009

#### En bovins viande, la région Languedoc-Roussillon a les meilleurs résultats



Source : RICA 2009

### D3.4 - Disparités inter-régionales par orientation Résultat courant avant impôts par unité de travail annuel non salarié

En millier d'euros

Orientation	France entière	Valeurs médianes <sup>1</sup> 2009	
		dont région la plus faible <sup>2</sup>	dont région la plus forte <sup>2</sup>
Grandes cultures	8,8	- 6,2 Franche-Comté	20,8 Champagne-Ardenne
Maraîchage, horticulture	13,5	7,6 Pays de la Loire	21,1 Rhône-Alpes
Vins d'appellation d'origine	20,6	5,4 Languedoc-Roussillon	46,5 Champagne-Ardenne
Autre viticulture	10,3	7,7 Languedoc-Roussillon	27,9 Poitou-Charentes
Fruits	11,2	3,6 Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,3 Midi-Pyrénées
Bovins lait	9,0	- 1,6 Aquitaine	15,7 Franche-Comté
Bovins viande	9,0	1,3 Rhône-Alpes	20,8 Languedoc-Roussillon
Bovins lait, élevage et viande	7,5	7,5 Pays de la Loire	8,2 Auvergne
Ovins, autres herbivores	8,2	5,6 Aquitaine	10,5 Provence-Alpes-Côte d'Azur
Porcins, volailles	13,0	11,7 Pays de la Loire	16,3 Bretagne
Polyculture, polyélevage	6,5	- 2,4 Bourgogne	22,4 Provence-Alpes-Côte d'Azur
<b>ENSEMBLE</b>	<b>9,5</b>	<b>5,0 Midi-Pyrénées</b>	<b>24,1 Champagne-Ardenne</b>

1. Pour un ensemble géographique donné, la valeur retenue est la médiane, valeur qui sépare la population d'exploitations en deux groupes d'effectifs égaux.

2. Pour une orientation de production donnée, sont retenues parmi les régions ayant suffisamment d'exploitations, celles qui possèdent la plus faible ou la plus forte médiane.

Source : RICA 2009

### Les évolutions du résultat courant

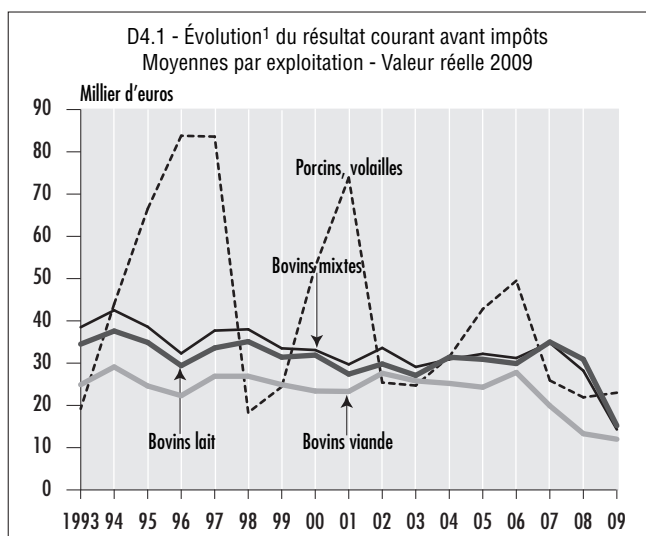
En 2009, le résultat courant avant impôts (RCAI) moyen est de 16 800 euros. Le résultat courant avant impôts a fortement baissé entre 2007 et 2009, avec respectivement : - 23 % et - 49 %. La baisse est générale mais plus ou moins marquée selon les orientations. La diminution des prix agricoles à la production, que ne parviennent pas à compenser les baisses du coût de l'alimentation animale et de l'énergie, pèse fortement sur les résultats. La hausse du

coût des engrais a aussi contribué à la détérioration des résultats en grandes cultures et en polyculture, polyélevage.

Seuls les élevages hors-sol (porcins et surtout avicoles) arrivent à faire progresser leur résultat entre 2008 et 2009.

Même calculé en moyenne sur trois ans afin de limiter les effets conjoncturels, le RCAI est le plus faible observé depuis de nombreuses années.

#### Chute plus ou moins forte du RCAI selon les orientations



Source : RICA

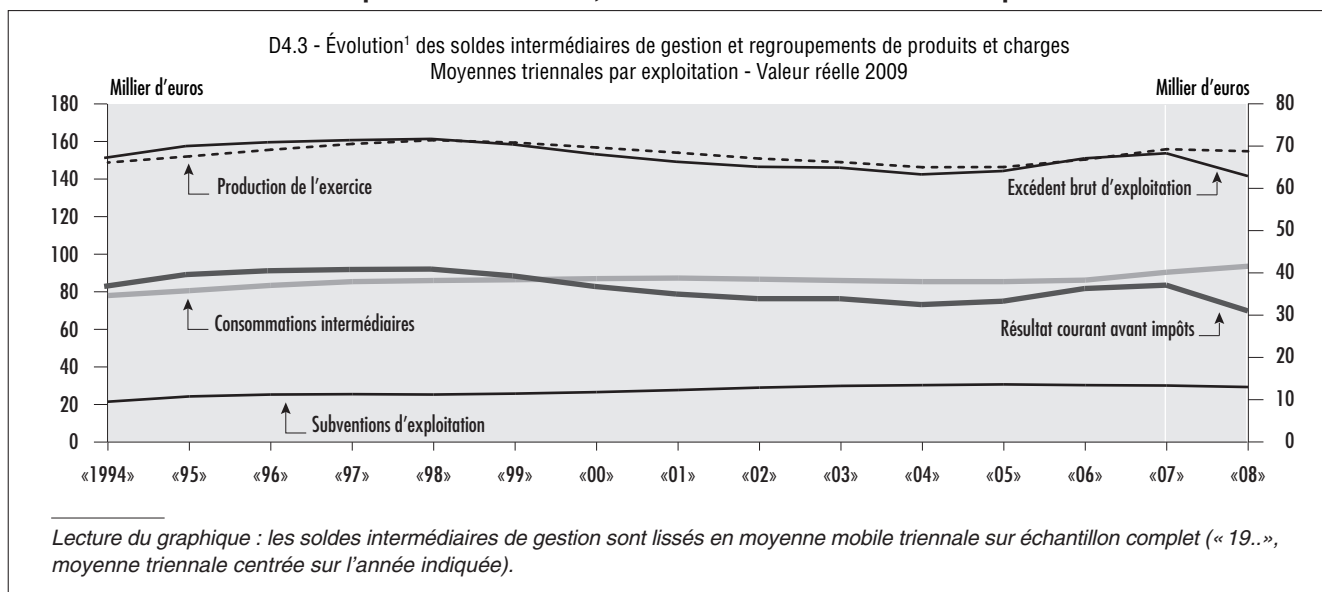
#### D4.2 - Les résultats courants avant impôts selon les orientations en 2009

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	2009 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %
Grandes cultures	13,6	- 68,6
Maraîchage, horticulture	23,6	- 9,1
Vins d'appellation d'origine	38,1	- 24,9
Autre viticulture	17,8	- 34,8
Fruits	15,5	- 59,8
Bovins lait	15,2	- 50,9
Bovins élevage et viande	12,0	- 9,8
Bovins lait, élevage et viande	14,3	- 49,3
Ovins, autres herbivores	14,1	- 1,6
Porcins, volailles	23,0	5,4
Polyculture, polyélevage	12,1	- 62,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>16,8</b>	<b>- 49,2</b>

Source : RICA 2008 et 2009

#### Calculé sur la période 2007-2009, le RCAI est à un niveau historiquement bas



1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA

**L'actif : structure et évolution**

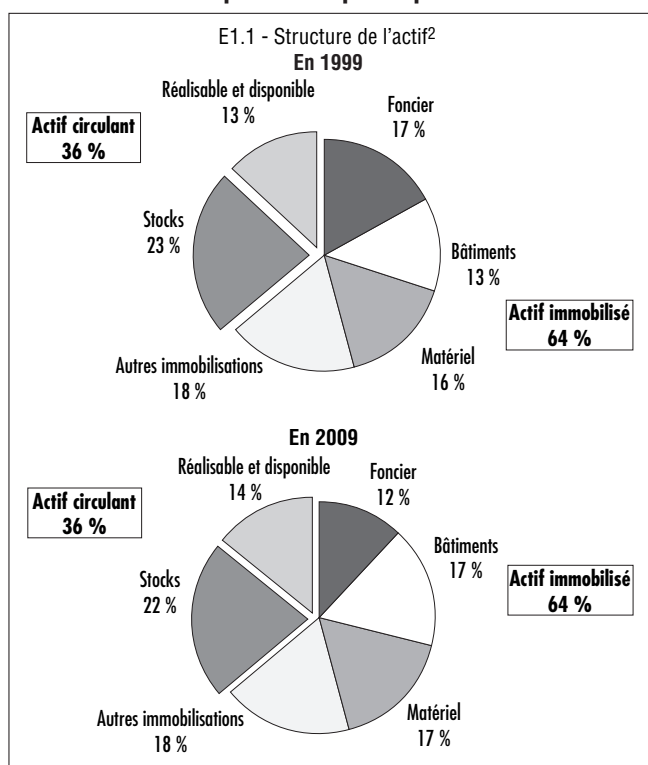
À la clôture de l'exercice 2009, l'actif des exploitations agricoles suivies par le RICA s'élève à 367 400 euros en moyenne par exploitation, soit une baisse sensible sur échantillon constant<sup>1</sup> par rapport à 2008 (- 4,6 %). Les immobilisations représentent un peu moins des deux tiers de l'actif.

Entre 1999 et 2009, la part du foncier dans l'actif total a diminué de façon sensible (- 5 points), sauf en viticulture d'appellation. Cette contraction ne résulte pas d'une réduction de la surface des exploitations mais du développement du fermage. Les terres des exploitations qui disparaissent autorisent l'agrandissement des

exploitations pérennes, la location demeurant le mode de reprise le plus fréquent. Au sein des sociétés, les terres des différents associés ne figurent généralement pas au bilan de l'exploitation.

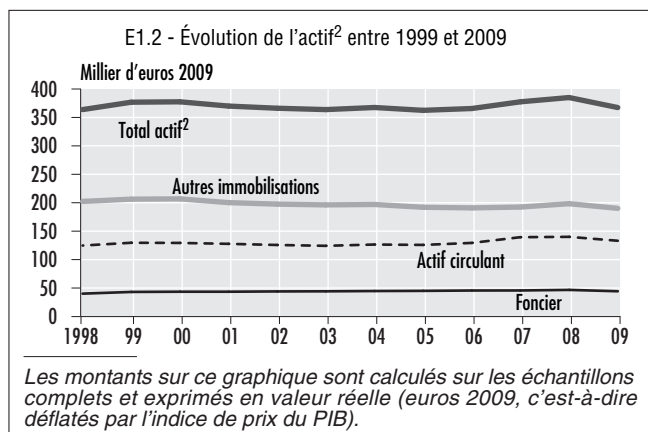
Les montants d'actifs les plus élevés se rencontrent au sein de la viticulture d'appellation (607 000 euros en moyenne par exploitation dans cette orientation), où l'importance de stocks de vins se traduit par un actif circulant élevé, suivi de l'élevage de bovins mixtes (456 000 euros). En queue, maraîchage, horticulture et élevage d'ovins, caprins présentent des montants beaucoup plus faibles (222 000 et 237 000 euros).

**Le foncier ne représente plus que 12 % de l'actif**



Source : RICA 1999 et 2009

**En valeur réelle, l'actif diminue en 2009**



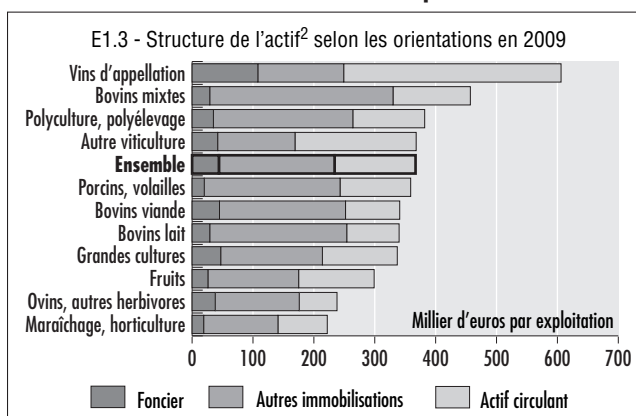
Les montants sur ce graphique sont calculés sur les échantillons complets et exprimés en valeur réelle (euros 2009, c'est-à-dire déflatés par l'indice de prix du PIB).

Source : RICA

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

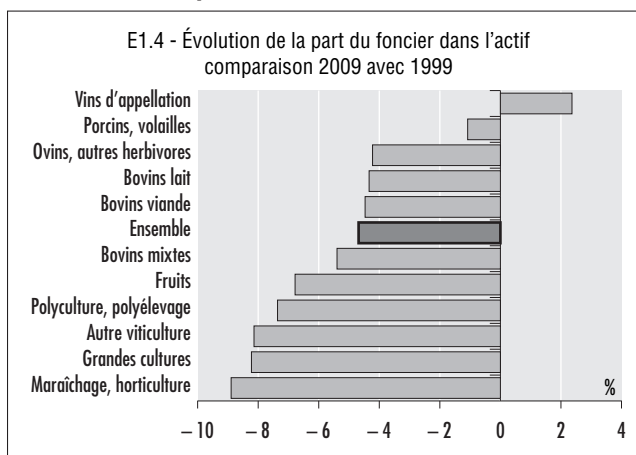
2. Total actif hors compte de régularisation.

**Viticulture d'appellation : des actifs circulants importants**



Source : RICA 2009

**Recul quasi général de la part du foncier dans l'actif**



Source : RICA 1999 et 2009

Actif investissement  
E

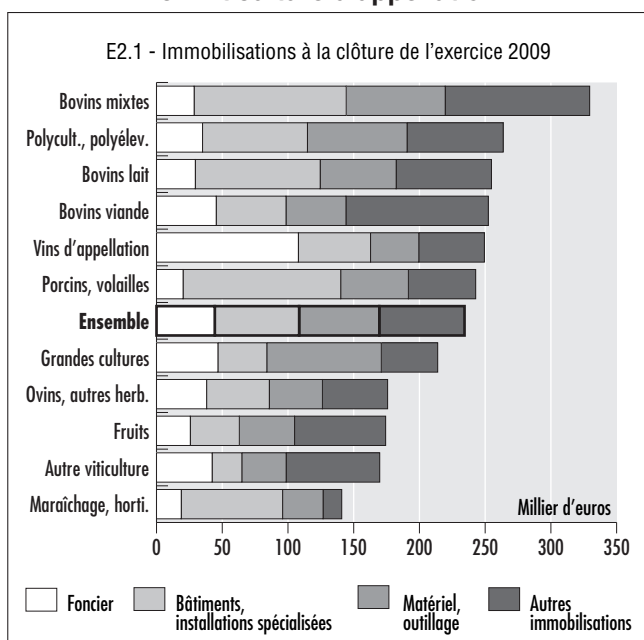


L'actif immobilisé

Dans les exploitations d'élevages bovins, le niveau relativement élevé des actifs immobilisés s'explique par la prise en compte des animaux reproducteurs et les bâtiments nécessaires à ce type d'activité. La part des bâtiments dans l'actif immobilisé caractérise aussi les exploitations de l'orientation porcins, volailles. En grandes cultures, la part du matériel et de l'outillage dans l'actif immobilisé est élevée alors que l'importance

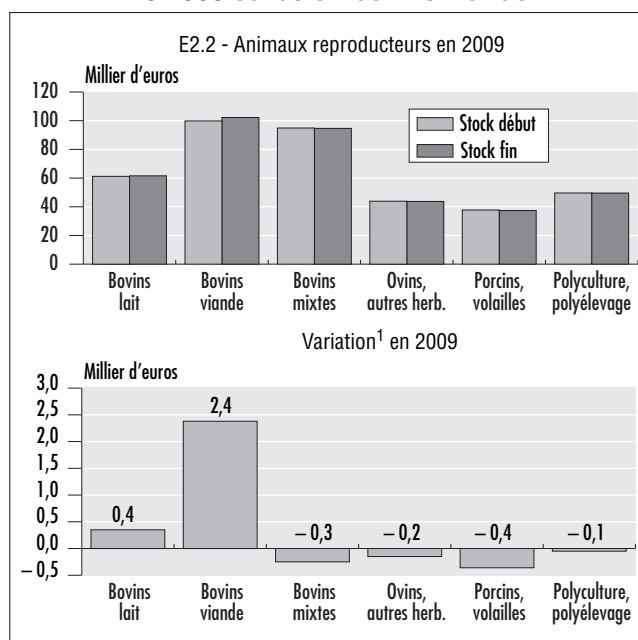
du foncier est propre à la viticulture d'appellation. Dans les exploitations orientées vers la production fruitière, le maraîchage ou l'horticulture, l'actif immobilisé est moins élevé en moyenne. Les plantations constituent une part très significative parmi les actifs immobilisés des arboriculteurs et des viticulteurs alors que le poids des installations spécialisées caractérise le maraîchage et l'horticulture.

Le foncier représente 43 % des immobilisations en viticulture d'appellation



Source : RICA 2009

Le cheptel reproducteur atteint 102 000 euros en bovins viande



Source : RICA 2009

E2.3 - Immobilisations à la clôture de l'exercice 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Dont		Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Total immobilisations <sup>2</sup>
			Construc-tions	Installations spécialisées				
Grandes cultures	46,7	37,2	30,0	7,2	87,1	0,7	7,7	213,9
Maraîchage, horticulture	18,8	77,1	53,2	24,0	30,8	3,5	0,9	140,9
Vins d'appellation	107,9	54,9	50,0	4,9	36,7	36,8	1,0	249,3
Autre viticulture	42,3	22,6	17,5	5,1	33,7	59,6	0,1	169,8
Fruits	25,7	37,3	24,3	13,1	42,0	50,8	0,8	174,3
Bovins lait	29,5	95,0	82,3	12,7	57,8	0,0	61,6	254,7
Bovins viande	45,4	53,1	49,6	3,5	45,6	0,0	102,2	252,4
Bovins mixtes	28,6	115,7	103,5	12,2	75,3	0,3	94,6	329,6
Ovins, autres herbivores	38,1	47,7	42,6	5,1	40,4	0,0	43,7	175,8
Porcins, volailles	20,2	119,9	109,2	10,7	51,5	0,0	37,4	242,7
Polyculture, polyélevage	35,0	79,8	66,1	13,7	75,8	3,7	49,6	263,7
<b>ENSEMBLE</b>	<b>44,3</b>	<b>64,2</b>	<b>55,0</b>	<b>9,3</b>	<b>61,0</b>	<b>8,1</b>	<b>39,3</b>	<b>234,4</b>
Variation 2009 - 2008 <sup>1</sup>	-2,5	-3,5	-3,5	-0,0	-4,6	-0,4	+0,0	-10,7

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2009 à l'aide de l'indice de prix du PIB.

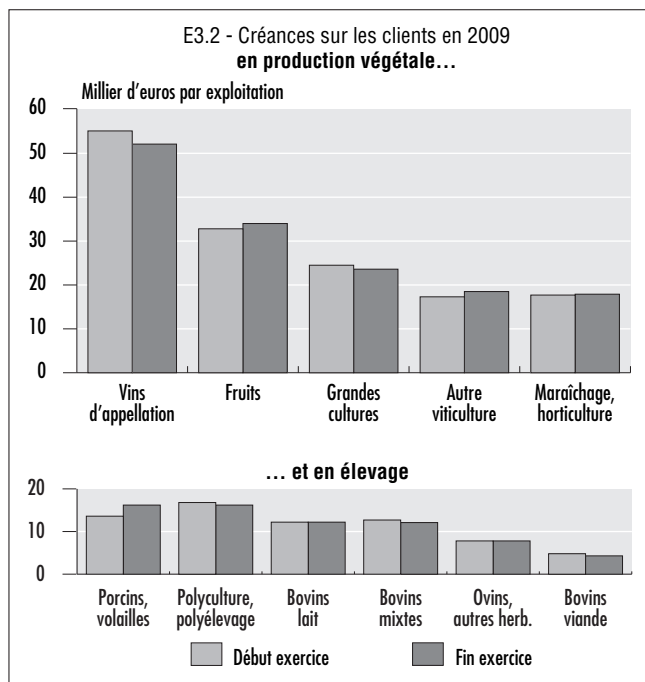
2. Le total des immobilisations comprend les immobilisations incorporelles et financières.

Source : RICA 2008 et 2009

**L'actif circulant**

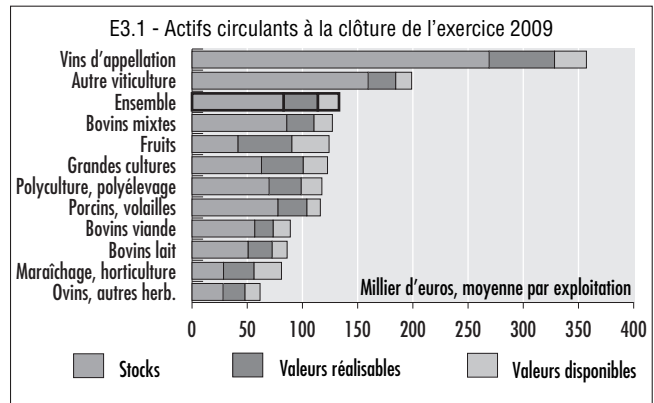
L'actif circulant présente de fortes divergences selon les orientations aussi bien en montant total qu'en structure. Les orientations viticoles se caractérisent par l'importance des vins en cours de vinification ou d'élevage. En 2009, les stocks s'élèvent à 269 000 euros en vins d'appellation et 160 000 euros en autres vins, soit respectivement 75 % et 80 % de l'actif circulant total. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux non reproducteurs. Des valeurs réalisables, principalement des créances sur les clients et des valeurs disponibles relativement élevées à la clôture de l'exercice, en principe en fin d'année, caractérisent le cycle d'exploitation des producteurs de fruits et de vins d'appellation.

**Les créances sur les clients diminuent pour la plupart des orientations**



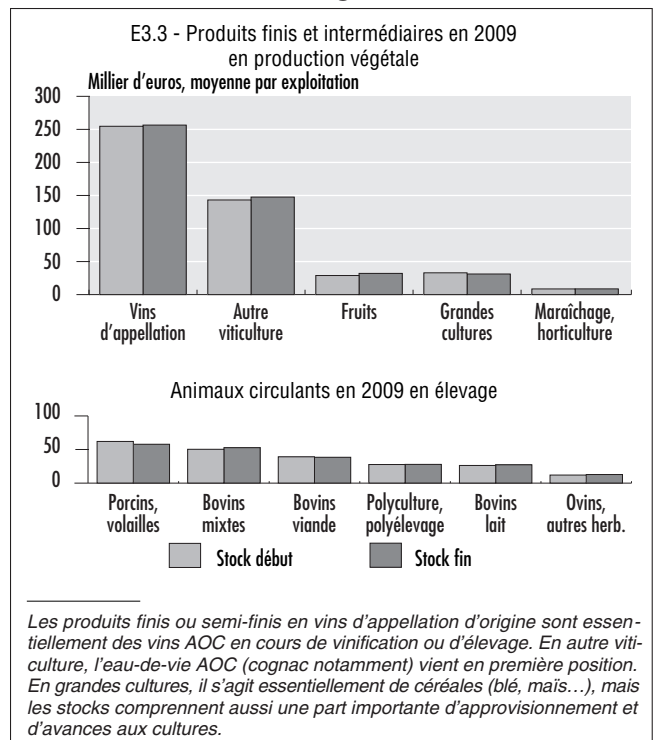
Source : RICA 2009

**Importance des actifs circulants en viticulture**



Source : RICA 2009

**Les animaux circulants atteignent 58 000 euros dans l'élevage hors-sol**



Source : RICA 2009

**E3.4 - Actifs circulants à la clôture de l'exercice 2009**

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Stocks	Dont		Valeurs réalisables	Valeurs disponibles	Total actifs circulants
		Animaux circulants	Produits et en-cours			
Grandes cultures	62,9	5,4	57,5	37,7	22,1	122,7
Maraîchage, horticulture	28,5	0,2	28,4	27,5	25,0	81,1
Vins d'appellation d'origine	269,1	0,4	268,7	59,2	28,9	357,2
Autre viticulture	159,5	0,0	159,5	24,9	14,5	198,9
Fruits	41,5	0,2	41,3	48,8	33,8	124,1
Bovins lait	50,7	27,2	23,4	21,8	13,6	86,1
Bovins viande	56,7	38,4	18,3	16,7	15,6	89,0
Bovins mixtes	85,7	52,7	33,0	24,6	16,8	127,1
Ovins, autres herbivores	28,1	12,7	15,4	19,7	13,8	61,6
Porcins, volailles	77,7	57,8	19,9	26,2	12,3	116,3
Polyculture, polyélevage	69,8	27,8	42,1	29,0	18,8	117,6
<b>ENSEMBLE</b>	<b>82,9</b>	<b>19,5</b>	<b>63,4</b>	<b>31,0</b>	<b>19,2</b>	<b>133,1</b>
Variation 2009 - 2008 <sup>1</sup>	- 4,2	- 0,1	- 4,1	- 1,5	- 1,1	- 6,8

1. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2009 à l'aide de l'indice de prix du PIB.  
Source : RICA 2009

Actif investissement  
E

### L'investissement : structure et évolution

En 2009, l'investissement<sup>1</sup> des exploitations agricoles s'élève à 23 100 euros en moyenne par exploitation. Il est composé à 58 % d'acquisitions de matériel et outillage et à 33 % de bâtiments et installations spécialisées. Par rapport à 2008, il baisse de 19 % en valeur réelle sur échantillon constant. La diminution de l'investissement est observée dans toutes les orientations, et en particulier celles affectées par une conjoncture défavorable : bovins mixtes, polyculture polyélevage, bovins lait et grandes cultures.

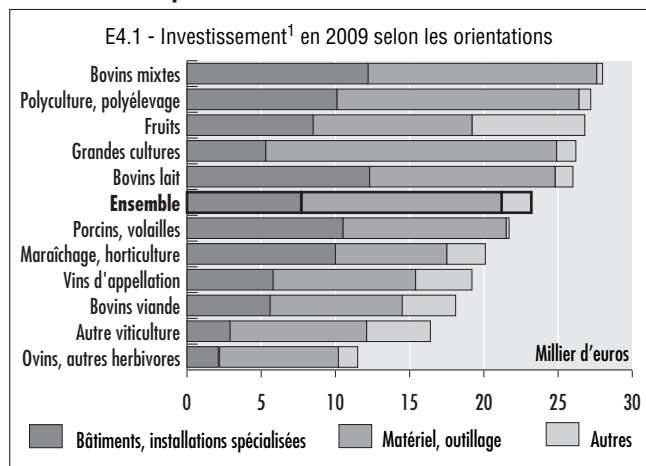
Les éleveurs de bovins mixtes demeurent cependant ceux qui investissent le plus en 2009. Parmi les investisseurs les plus modestes, on trouve les exploitations ovines et caprines.

En grandes cultures, 75 % de l'investissement est constitué de matériel et outillage, tandis qu'en maraîchage, horticulture, en porcins, volailles et en bovins lait près de la moitié de l'investissement est affectée à la construction de bâtiments et d'installations.

#### L'investissement

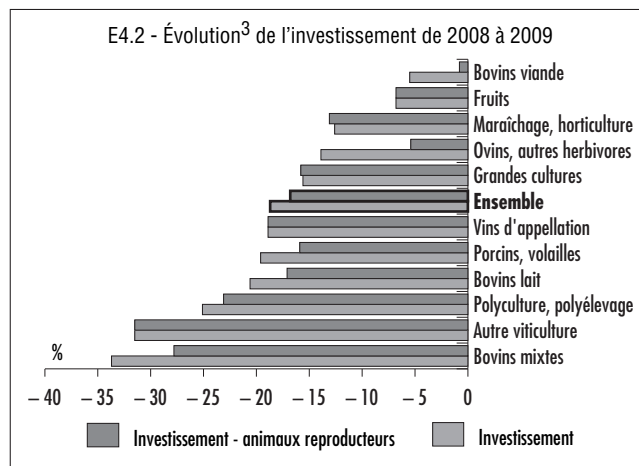
L'investissement regroupe les acquisitions nettes des cessions de bâtiments, d'installations spécialisées, de matériel, de plantations, d'autres immobilisations corporelles (hors foncier) réalisées au cours de l'exercice, augmentées de la différence entre la valeur du cheptel reproducteur à la clôture de l'exercice et celle observée à l'ouverture.

#### Les éleveurs de bovins mixtes restent en tête pour les investissements



Source : RICA 2009

#### Baisse de l'investissement dans toutes les orientations en 2009



Source : RICA 2008 et 2009

#### E4.3 - Investissements (acquisitions moins cessions) en 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientations	Foncier	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Animaux reproducteurs	Investissement <sup>1</sup>	Investissement total <sup>2</sup>
Grandes cultures	2,0	5,3	19,6	0,2	-0,1	26,2	28,1
Maraîchage, horticulture	0,2	10,0	7,5	1,3	0,2	20,1	21,7
Vins d'appellation d'origine	0,9	5,8	9,6	2,4	0,0	19,1	20,9
Autre viticulture	-0,1	2,9	9,2	3,7	0,0	16,4	16,6
Fruits	0,6	8,5	10,7	5,7	0,0	26,9	27,8
Bovins lait	1,4	12,3	12,5	0,0	0,4	26,0	28,0
Bovins viande	1,3	5,6	8,9	0,0	2,4	18,1	19,5
Bovins mixtes	0,8	12,2	15,4	0,0	-0,3	28,0	29,3
Ovins, autres herbivores	1,0	2,2	8,0	0,0	-0,2	11,5	12,6
Porcins, volailles	0,6	10,5	11,0	0,0	-0,4	21,7	22,6
Polyculture, polyélevage	1,1	10,1	16,3	0,1	0,0	27,1	28,6
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1,2</b>	<b>7,7</b>	<b>13,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>23,1</b>	<b>24,7</b>
Variation 2009 - 2008 <sup>4</sup>	-0,5	-0,5	-4,0	0,0	-0,7	-5,2	-5,8

1. L'investissement comprend les bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles.

2. L'investissement total (toutes immobilisations) couvre, en plus, le foncier et les immobilisations incorporelles et financières.

3. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatées par l'indice du prix du PIB (voir annexe 2).

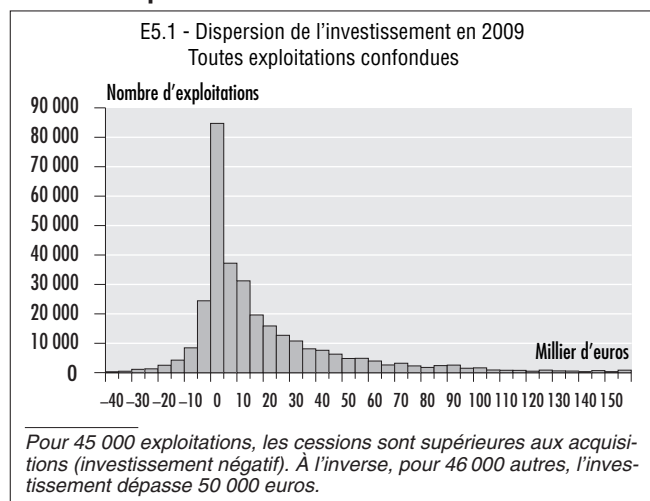
4. Les variations sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en euros 2009 à l'aide de l'indice du prix du PIB.

Source : RICA 2009

### L'investissement : disparités

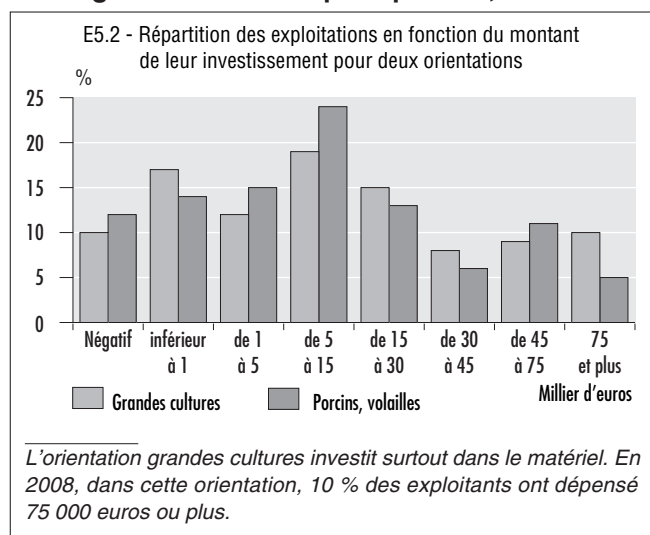
Si les exploitants investissent en moyenne 24 700 euros par an, cet investissement est très inégalement réparti entre les exploitations. En 2009, près de 21 % des exploitations affichent un investissement net des cessions négatif ou nul (les cessions sont supérieures aux acquisitions pour 14 % des exploitations et égales pour 7 %). Inversement, les exploitations qui ont investi plus de 50 000 euros au cours de l'année, soit 14 % des exploitations, ont assuré 56 % des acquisitions d'immobilisations. L'investissement est par nature irrégulier et le type d'investissement réalisé peut accentuer cette irrégularité : un bâtiment ou une installation spécialisée se renouvelle moins fréquemment qu'un matériel. L'investissement est très lié à la taille des exploitations, mais l'âge des exploitants a également une certaine influence. Les jeunes exploitants (moins de 40 ans) investissent généralement plus que les exploitants de 55 ans ou plus. Ces facteurs peuvent expliquer en partie les différences constatées entre les orientations.

#### 46 000 exploitants ont investi plus de 50 000 euros en 2009



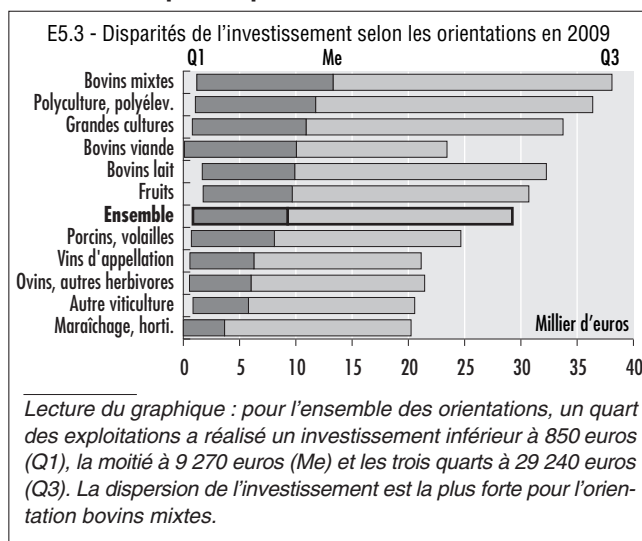
Source : RICA 2009

#### Plus forte proportion de gros investisseurs en grandes cultures qu'en porcins, volailles



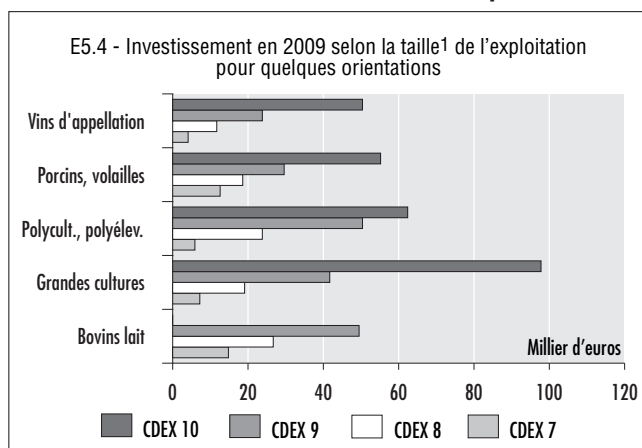
Source : RICA 2009

### L'investissement est très hétérogène quelle que soit l'orientation



Source : RICA 2009

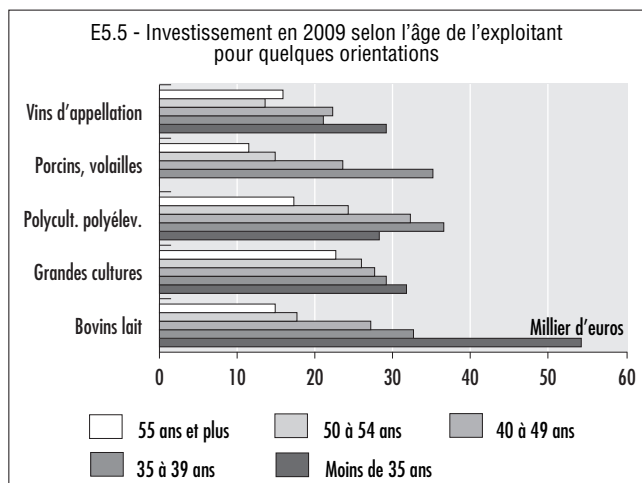
### L'investissement croît avec la dimension économique



1. Voir définition de la CDEX tableau 1 annexe 2.

Source : RICA 2009

### Un investissement en général plus important pour les jeunes agriculteurs



Source : RICA 2009

Actif investissement E

**L'investissement net**

Le capital d'exploitation est la partie de l'actif immobilisé, constituée de bâtiments, matériels, plantations, animaux reproducteurs et autres immobilisations corporelles hors foncier. L'investissement net est égal aux acquisitions, diminuées des cessions et des amortissements, pour ces mêmes immobilisations. L'investissement net est donc égal à la variation du capital d'exploitation au cours de l'exercice. En 2009, le capi-

tal d'exploitation diminue de 2,7 % en moyenne, alors qu'en 2008, année de fort investissement, l'érosion était nulle. Des amortissements probablement trop élevés, mis en évidence par les plus valeurs sur cession d'immobilisations observées sur toutes les orientations, exagèrent quelque peu la dépréciation du capital d'exploitation estimée par l'approche comptable.

**E6.1 - Investissements nets (acquisitions moins cessions et amortissements) en 2009**

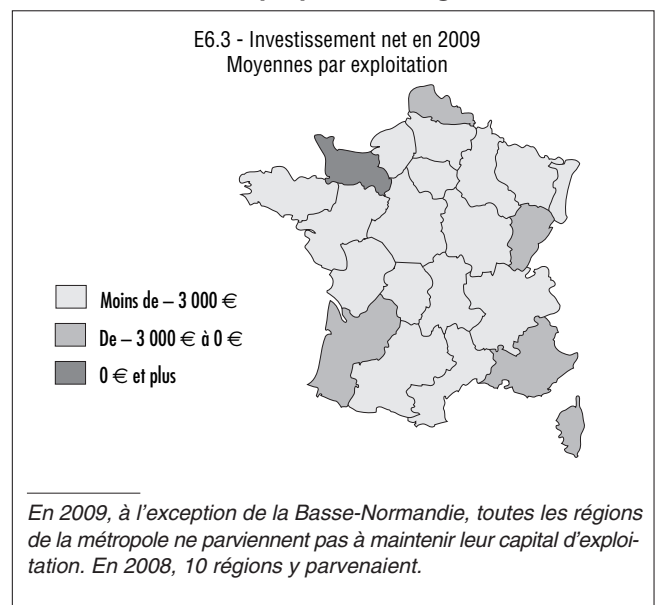
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Bâtiments et installations spécialisées	Matériel et outillage	Plantations	Investissement net	Évolution <sup>1</sup> du capital d'exploitation
Grandes cultures	- 0,4	- 5,2	0,0	- 5,3	- 3,4
Maraîchage, horticulture	- 3,2	- 2,6	- 0,4	- 6,6	- 5,3
Vins d'appellation	- 0,5	- 2,9	- 0,8	- 4,6	- 3,3
Autre viticulture	0,0	- 1,0	- 1,8	- 2,7	- 2,3
Fruits	2,6	- 2,0	- 1,3	- 0,2	- 0,2
Bovins lait	0,7	- 4,0	0,0	- 2,7	- 1,2
Bovins viande	- 0,4	- 4,9	0,0	- 2,5	- 1,2
Bovins mixtes	- 1,3	- 6,7	0,0	- 8,3	- 2,8
Ovins, autres herbivores	- 4,2	- 3,0	0,0	- 6,7	- 4,7
Porcins, volailles	- 9,3	- 4,2	0,0	- 14,2	- 6,3
Polyculture, polyélevage	- 0,5	- 5,6	- 0,3	- 6,7	- 3,0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 4,4</b>	<b>- 0,2</b>	<b>- 5,0</b>	<b>- 2,7</b>

1. L'évolution en % est calculée par rapport au capital d'exploitation en fin d'exercice.

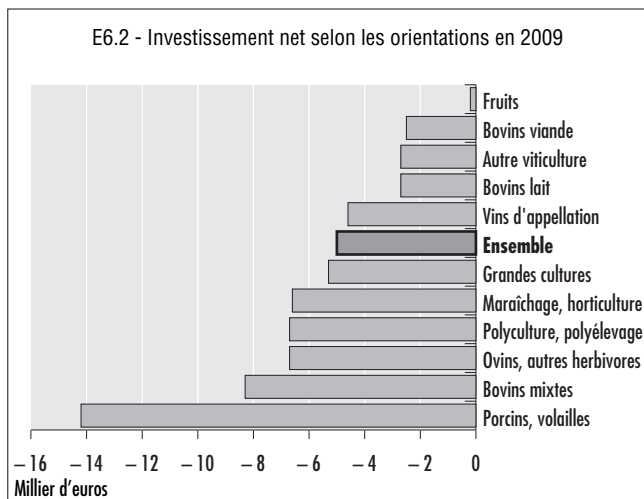
Source : RICA 2009

**Investissement net négatif dans la plupart des régions**



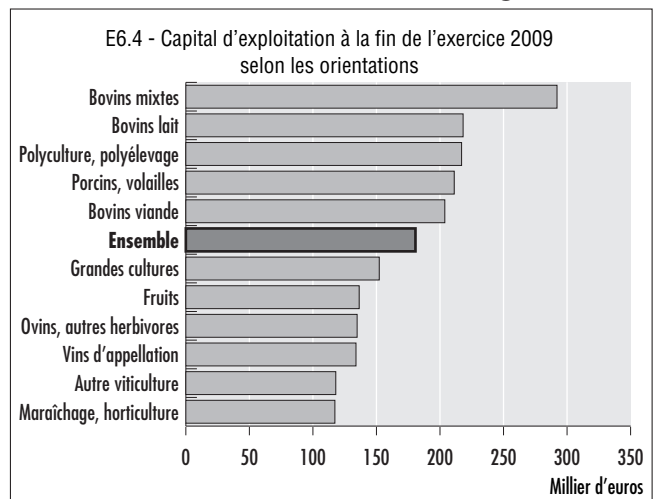
Source : RICA 2009

**L'investissement net diminue de 5 000 euros en 2009**



Source : RICA 2009

**Capital d'exploitation élevé dans les orientations d'élevage**



Source : RICA 2009

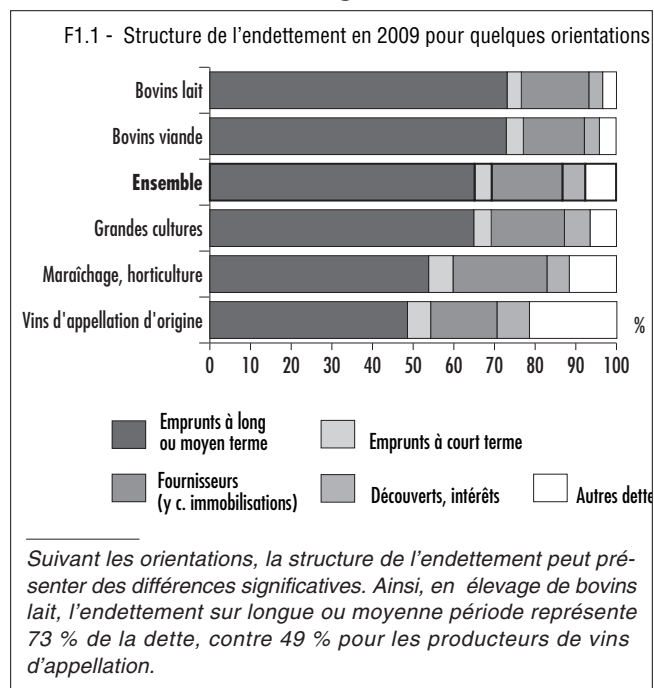
Structure et évolution

En 2009, l'endettement moyen des exploitations agricoles est de 147 500 euros, soit une augmentation de 2,9 % en valeur réelle par rapport à 2008. Les emprunts à long ou moyen terme, qui avec 96 100 euros en moyenne représentent 65 % de la dette totale, augmentent de 3,3 %. Les dettes à court terme progressent de 2 %.

Dans toutes les orientations, à l'exception de porcins, volailles, on observe une hausse moyenne de l'endettement.

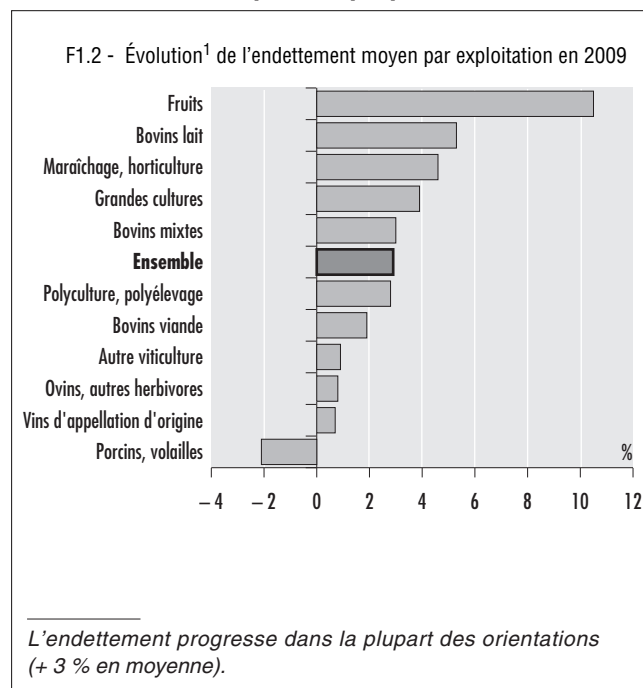
Les éleveurs de porcins et volailles demeurent, en moyenne, les exploitations les plus endettées en valeur absolue. La dette totale est également élevée chez les viticulteurs d'appellation et les éleveurs de bovins mixtes.

En bovins lait, 73 % de l'endettement est à long terme



Source : RICA 2009

Hausse de la dette pour la plupart des orientations



Source : RICA 2009

F1.3 - Endettement à la clôture des comptes en 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Orientation	Endettement total		Emprunts à long ou moyen terme		Dettes à court terme		dont			
							Emprunts à court terme		Fournisseurs	
	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %
Grandes cultures	150,2	+ 3,9	97,5	+ 5,5	52,7	+ 1,0	6,4	+ 8,4	25,2	- 6,7
Maraîchage, horticulture	139,3	+ 4,6	75,0	+ 2,7	64,3	+ 6,8	8,3	+ 14,9	31,5	+ 2,3
Vins d'appellation d'origine	193,9	+ 0,7	94,1	+ 1,4	99,7	- 0,0	11,0	+ 26,6	30,5	- 5,3
Autre viticulture	103,2	+ 0,9	57,2	+ 1,0	45,9	+ 0,8	2,9	+ 11,9	24,7	- 2,2
Fruits	135,6	+ 10,5	72,4	+ 6,6	63,2	+ 15,3	3,8	+ 15,9	28,8	+ 11,1
Bovins lait	140,9	+ 5,3	103,0	+ 4,8	38,0	+ 6,7	4,9	+ 6,1	20,6	+ 3,6
Bovins élevage et viande	99,5	+ 1,9	72,5	+ 2,9	27,0	- 0,7	4,2	- 12,5	13,9	+ 5,2
Bovins lait, élevage et viande	197,7	+ 3,0	139,0	+ 3,8	58,7	+ 0,9	5,8	+ 8,0	31,5	+ 0,1
Ovins, autres herbivores	78,2	+ 0,8	54,1	- 2,2	24,1	+ 7,9	2,7	+ 2,3	12,2	+ 3,0
Porcins, volailles	222,8	- 2,1	150,3	+ 0,8	72,5	- 7,4	11,9	- 3,3	33,4	- 6,1
Polyculture, polyélevage	167,9	+ 2,8	116,0	+ 4,0	51,9	+ 0,1	6,1	+ 14,0	27,2	- 7,4
<b>ENSEMBLE</b>	<b>147,5</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>96,1</b>	<b>+ 3,3</b>	<b>51,5</b>	<b>+ 2,0</b>	<b>6,2</b>	<b>+ 12,7</b>	<b>24,0</b>	<b>- 2,7</b>

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatées par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

Source : RICA 2008 et 2009

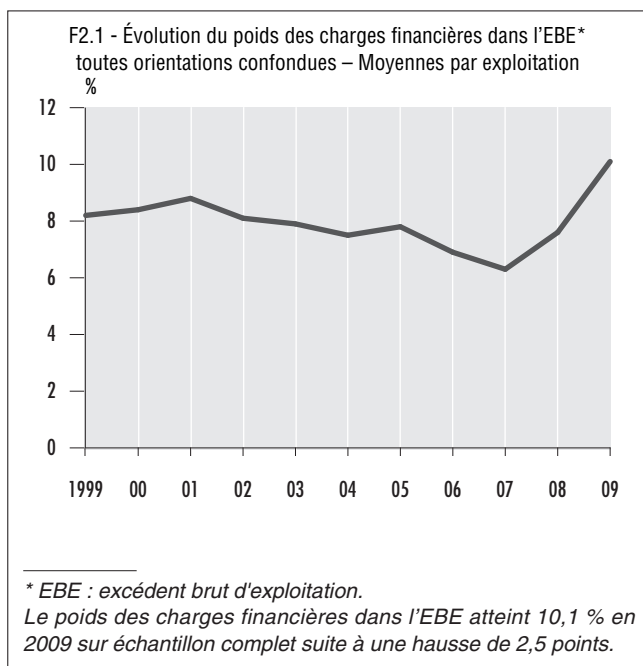


**Poids de l'endettement dans l'excédent brut d'exploitation et disparités**

En 2009, le poids de l'endettement (remboursement du capital et charges financières) dans l'excédent brut d'exploitation (EBE) augmente de plus de 12 points par rapport à 2008 pour atteindre le niveau exceptionnel de 51 %. Plus de la moitié des ressources potentielles générées par l'activité a donc été affectée au paiement des annuités d'endettement à long ou moyen terme et à celui

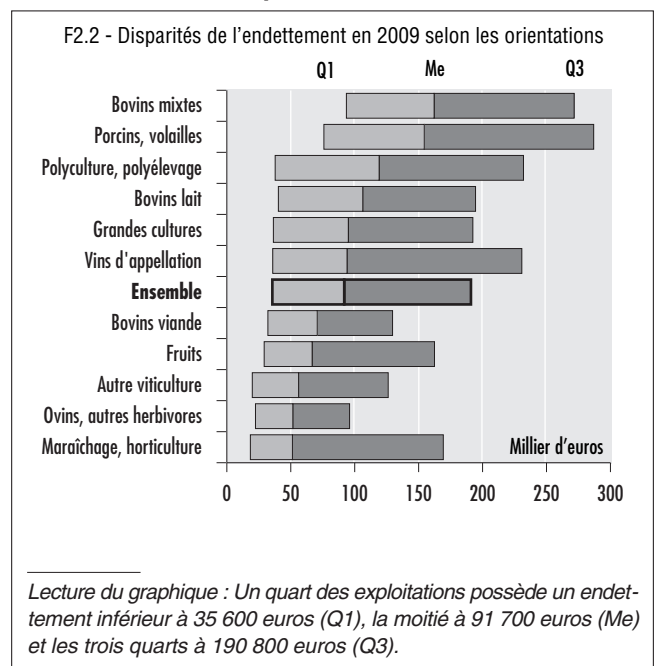
des charges financières à court terme. Si les annuités de long ou moyen terme (LMT) progressent relativement peu, la forte chute des résultats économiques (EBE) de l'année alourdit considérablement le poids de l'endettement. Le poids des seules charges financières dans l'EBE s'élève en moyenne à plus de 10 % de l'EBE.

**Le poids des charges financières à un niveau exceptionnellement élevé en 2009**



Source : RICA 2009

**La moitié des exploitants ont une dette supérieure à 91 700 euros**



Source : RICA 2009

**F2.3 - Poids de l'endettement en 2009**

Valeurs moyennes par exploitation

Orientation	Annuités de long ou moyen terme		Ann. LMT + Charges fin. CT* Excédent brut d'exploitation		Charges financières Excédent brut d'exploitation	
	2009 millier d'euros	Évolution <sup>1</sup> 09/08 %	2009 %	Variation <sup>2</sup> 2009-2008	2009 %	Variation <sup>2</sup> 2009-2008
Grandes cultures	26,4	+ 2,4	55,9	+ 20,9	10,6	+ 4,0
Maraîchage, horticulture	20,5	+ 1,4	39,4	+ 1,9	7,9	+ 0,2
Vins d'appellation d'origine	23,8	- 3,5	38,0	+ 4,5	8,2	+ 1,0
Autre viticulture	15,7	- 3,5	41,3	+ 5,7	8,5	+ 1,7
Fruits	20,5	- 4,1	47,0	+ 14,0	8,4	+ 2,5
Bovins lait	23,7	+ 1,8	50,2	+ 12,1	10,0	+ 2,6
Bovins élevage et viande	16,8	- 5,1	48,6	- 1,5	9,0	+ 0,2
Bovins lait, élevage et viande	31,4	+ 6,0	57,4	+ 13,1	12,1	+ 2,4
Ovins, autres herbivores	15,8	+ 5,5	46,4	+ 1,8	7,5	+ 0,0
Porcins, volailles	39,5	+ 13,8	61,7	+ 4,9	12,4	- 1,4
Polyculture, polyélevage	29,8	+ 4,6	60,0	+ 17,5	11,9	+ 3,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>24,4</b>	<b>+ 1,6</b>	<b>51,4</b>	<b>+ 12,4</b>	<b>10,1</b>	<b>+ 2,4</b>

\* Annuités d'emprunts à long ou moyen terme + charges financières liées aux emprunts à court terme.

1. Les évolutions sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en valeur réelle, c'est-à-dire déflatée par l'indice de prix du PIB (voir annexe 2).

2. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

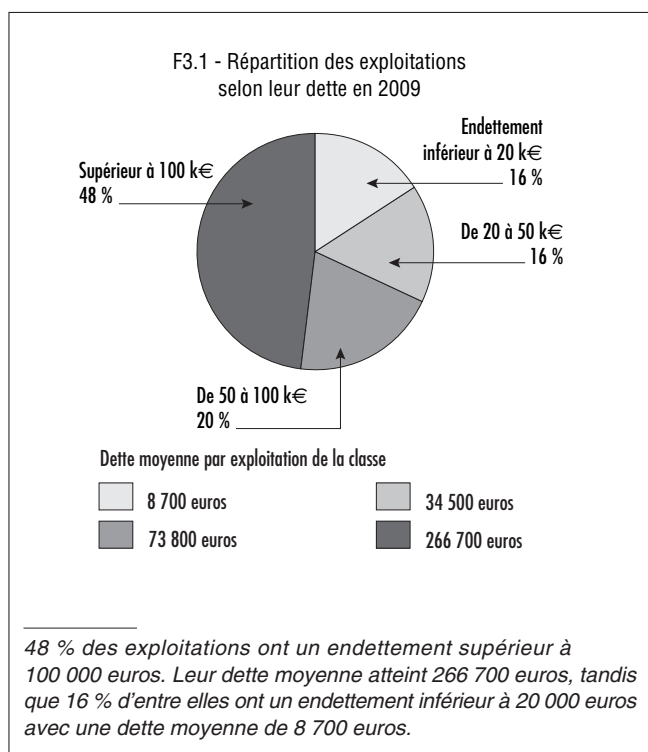
Source : RICA 2008 et 2009

**Concentration et disparités régionales**

En 2009, 20 % des exploitations agricoles de l'échantillon RICA sont endettées à plus de 60 % de leurs actifs, et détiennent 40 % de l'encours de la dette. Il s'agit surtout d'exploitations de taille moyenne grande à grande (CDEX 8 et 9). Les exploitations endettées à moins de

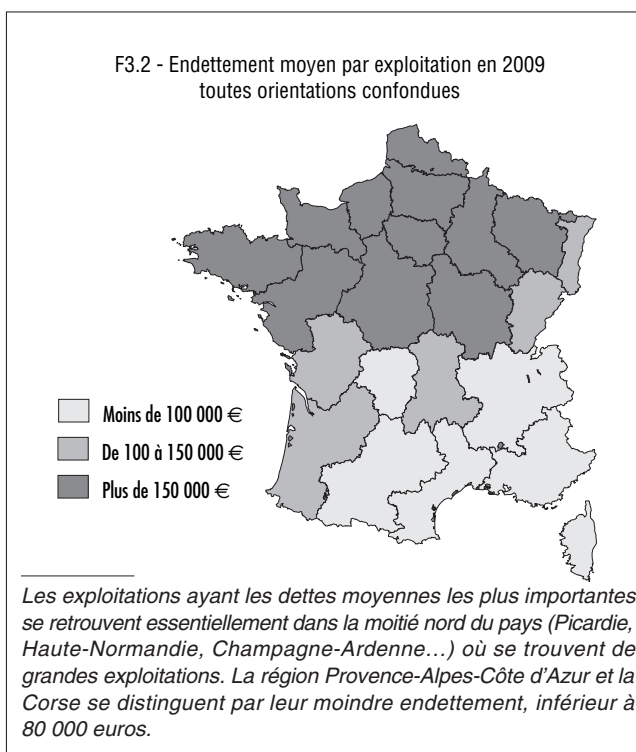
30 % cumulent quant à elles 16 % de la dette et sont plutôt des exploitations de petite taille. Les exploitations de très grande taille (CDEX supérieur ou égal à 10), 3 % des exploitations, se répartissent 12,5 % de la dette.

**48 % des exploitations possèdent un endettement supérieur à 100 000 euros**



Source : RICA 2009

**Une dette moyenne plus importante dans les régions du Nord**



Source : RICA 2009

**F3.3 - Répartition de la masse des dettes**

En %

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
<b>Taux d'endettement</b>						
Inférieur à 30 %	0,2	3,5	6,4	4,3	1,8	16,2
Entre 30 et 60 %	0,2	4,0	17,1	17,7	4,9	43,8
Supérieur à 60 %	0,6	4,4	12,1	17,1	5,8	40,0
<b>ENSEMBLE</b>	<b>1,0</b>	<b>11,9</b>	<b>35,5</b>	<b>39,2</b>	<b>12,5</b>	<b>100,0</b>

Source : RICA 2009

**F3.4 - Nombre d'exploitations ventilé selon l'endettement et la taille économique**

En millier d'exploitations

	Petite exploit. (CDEX = 5, 6)	Moyenne petite exploit. (CDEX = 7)	Moyenne grande exploit. (CDEX = 8)	Grande exploitation (CDEX = 9)	Très grande exploit. (CDEX = 10)	Ensemble
<b>Taux d'endettement</b>						
Inférieur à 30 %	6	62	55	18	3	144
Entre 30 et 60 %	2	23	54	32	5	117
Supérieur à 60 %	2	14	26	20	3	66
<b>ENSEMBLE</b>	<b>11</b>	<b>99</b>	<b>135</b>	<b>70</b>	<b>11</b>	<b>326</b>

Source : RICA 2009

Passif endettement

F

### Les subventions d'équipement

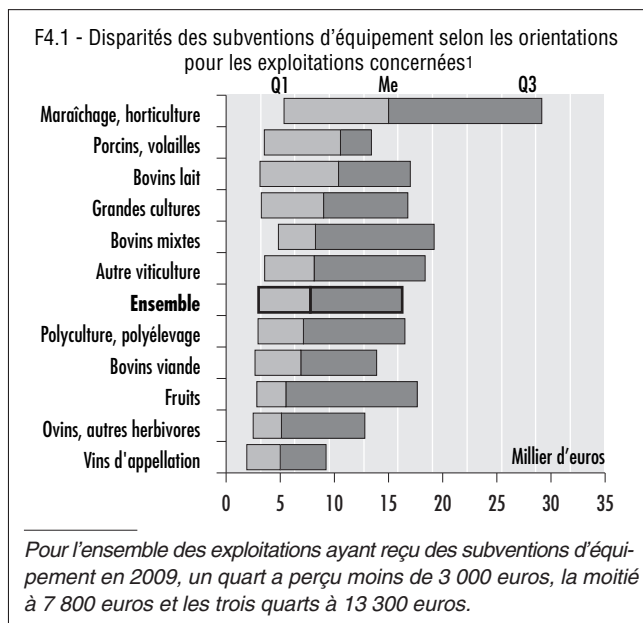
Les agriculteurs disposent, en complément des emprunts et de leurs apports, d'une troisième source de financement de leurs actifs : les subventions d'investissement (ou encore subventions d'équipement). En 2009, quelque 32 700 exploitants agricoles (soit 10 % du champ couvert par le RICA) ont bénéficié de nouvelles subventions pour un montant moyen de 12 300 euros, en augmentation par rapport à 2008.

Comme les années précédentes, les exploitants spécialisés en maraîchage, horticulture perçoivent en

moyenne les montants les plus importants.

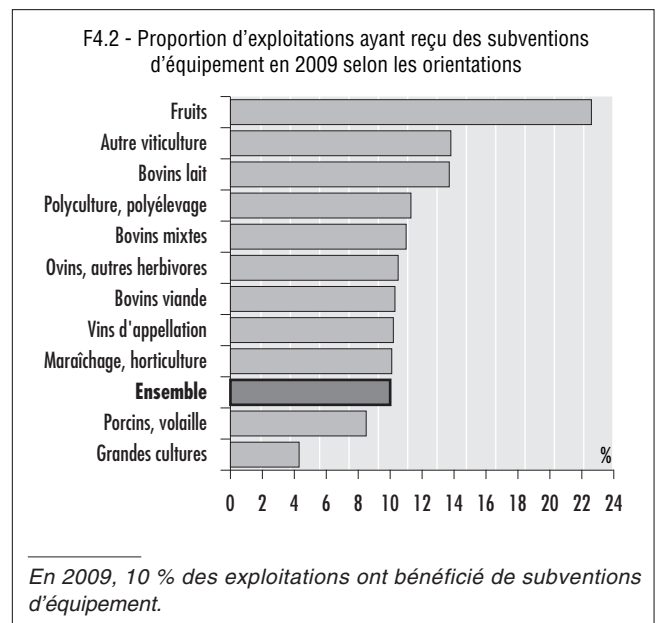
Les subventions destinées à financer les bâtiments d'exploitation sont, en moyenne, les plus élevées. Elles dominent chez les éleveurs, qui sont soumis à des contraintes de mise aux normes de leurs installations et en orientation grandes cultures. En maraîchage, horticulture, ces subventions sont plutôt utilisées pour financer l'acquisition de matériel, tandis qu'en productions fruitière et viticoles, elles sont principalement affectées aux plantations.

#### Importantes disparités dans la distribution des subventions d'équipement



Source : RICA 2009

#### 23 % des arboriculteurs fruitiers ont reçu des subventions d'équipement



Source : RICA 2009

#### F4.3 - Subventions d'équipement attribuées en 2009

Valeurs moyennes par exploitation concernée<sup>1</sup>, en millier d'euros

Orientation	Nombre d'exploitations concernées <sup>1</sup> en millier	Total de subventions attribuées	Dont				
			Amélioration foncière	Cultures permanentes	Bâtiment d'exploitation	Matériel	Dotation aux jeunes agriculteurs (DJA)
Grandes cultures	3,2	14,1	0,1	0,2	8,3	3,9	1,6
Maraîchage, horticulture	1,0	21,2	0,0	0,7	7,1	10,0	3,4
Vins d'appellation d'origine	3,4	7,4	0,5	5,2	1,1	0,6	0,0
Autre viticulture	1,5	12,5	0,2	9,3	0,0	1,3	1,7
Fruits	2,1	15,1	0,0	7,9	1,2	5,4	0,5
Bovins lait	7,2	14,1	0,1	0,0	11,1	2,0	1,0
Bovins viande	4,1	10,5	0,1	0,0	8,1	1,2	1,2
Bovins mixtes	0,9	16,0	0,1	0,0	14,3	1,6	0,0
Ovins, autres herbivores	2,0	8,9	0,1	0,0	5,1	1,8	1,8
Porcins, volailles	1,1	9,5	0,1	0,0	5,7	3,2	0,6
Polyculture, polyélevage	6,2	11,8	0,1	0,8	7,9	1,7	1,2
<b>ENSEMBLE</b>	<b>32,7</b>	<b>12,3</b>	<b>0,1</b>	<b>1,7</b>	<b>7,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1,1</b>

\* Dans l'orientation bovins lait, près de 14 % des exploitations ont perçu en 2009 des subventions d'équipement, dont le montant total moyen est de 14 100 euros. Ce total se décompose en 11 100 euros pour les bâtiments d'exploitation, 2 000 euros pour le matériel et 1 000 euros en dotation aux jeunes agriculteurs (DJA). Ce dernier chiffre n'est pas le montant moyen de la DJA. En réalité, parmi les 7 200 exploitations ayant reçu une subvention d'équipement dans l'orientation bovins lait, moins de 400 exploitations seulement ont bénéficié d'une DJA.

1. Exploitations ayant reçu une subvention d'équipement en 2009. Les valeurs sont parfois entachées d'une forte incertitude, en raison du faible nombre d'exploitations concernées.

Source : RICA 2009

Passif et endettement

## Structure du bilan

Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. Il présente en regard l'actif à gauche et le passif à droite, dont les cumuls sont par définition d'égale valeur. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. Il comprend les actifs immobilisés qui sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs et les actifs circulants qui représentent essentiellement les biens et créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre, l'endettement constituant la contribution des partenaires extérieurs et les capitaux propres celle de l'exploitant. La structure des bilans est conditionnée en grande par-

tie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total atteint 75 % pour les exploitations spécialisées dans l'élevage des herbivores. Elle est moins élevée parmi les orientations végétales, 64 % pour les grandes cultures et seulement 41 % pour la viticulture d'appellation. L'importance des capitaux propres est aussi conditionnée par le processus de production. Les exploitations viticoles, qui réalisent souvent l'élevage et le stockage du vin, assurent largement le financement de leur activité sur capitaux propres. À l'inverse, dans les orientations maraîchage, horticulture et porcins, volailles, le cycle de production plus court ne nécessite pas un financement sur capitaux propres dans une proportion aussi importante.

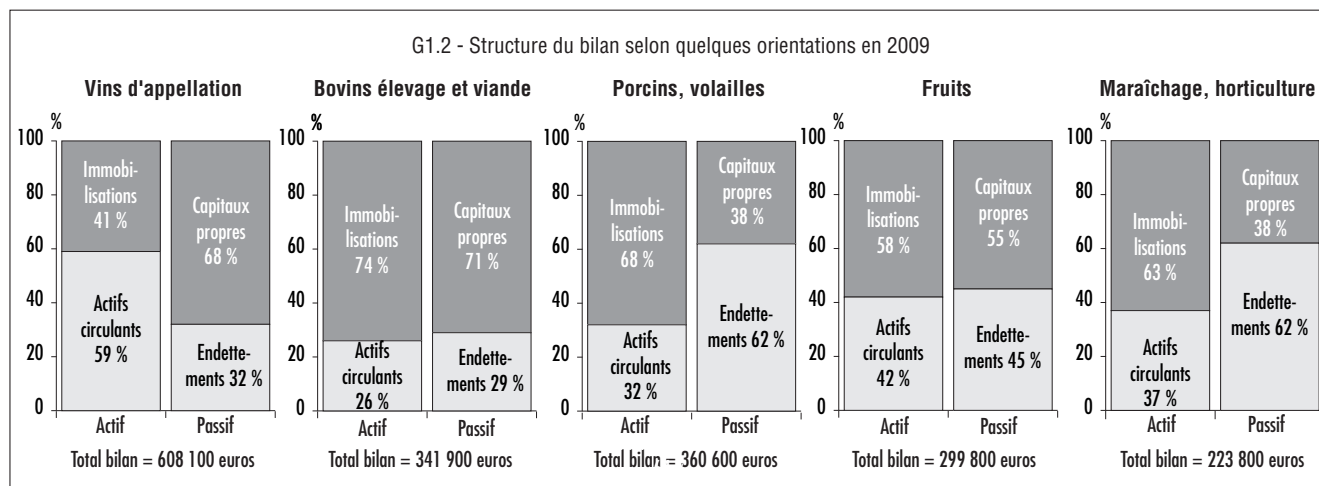
### G1.1 - Bilan à la clôture de l'exercice en 2009 toutes orientations confondues

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

<b>Actifs immobilisés</b>	<b>234,4</b>	<b>Capitaux propres</b>	<b>221,1</b>
Actifs incorporels	2,3	Situation nette	212,7
Terrains	41,4	Subventions d'investissement	8,4
Aménagements	2,9		
Constructions	55,0	<b>Ensemble des dettes</b>	<b>147,5</b>
Installations spécialisées	9,3	Dettes à long ou moyen terme	96,1
Matériel	61,0	Emprunts à court terme	6,2
Plantations	8,1	Autres dettes financières à moins de 1 an	8,3
Animaux reproducteurs	39,3	Dettes auprès des fournisseurs	23,9
Autres immobilisations corporelles	8,1	Dettes sociales	2,7
Actifs financiers	7,1	Dettes auprès de l'État	1,1
		Dettes sur immobilisations	1,8
<b>Actifs circulants</b>	<b>133,1</b>	Avances et acomptes reçus	0,9
Stocks	82,9	Autres dettes	6,5
Valeurs réalisables	31,0		
Valeurs disponibles	19,2		
<b>Régularisation actif</b>	<b>1,3</b>	<b>Régularisation passif</b>	<b>0,1</b>
<b>Total actif</b>	<b>368,7</b>	<b>Total passif</b>	<b>368,7</b>

Source : RICA 2009

### L'endettement, une source de financement plus largement mobilisée en maraîchage, horticulture et en porcins, volailles



Source : RICA 2009

## Tableau de financement et groupes d'exploitations

Le tableau de financement, document établi à la clôture de l'exercice, décrit les flux de ressources et d'emplois ayant affecté les différents éléments du patrimoine d'une entreprise au cours de l'année. Il met en évidence la façon dont sont utilisées les ressources de l'exercice, en particulier celles générées par l'activité (la capacité d'autofinancement) et comment les investissements ont été financés.

Sur une population d'exploitations de taille économique relativement homogène, ici les « moyennes grandes » (60 à 150 hectares-équivalent-blé), les gros investis-

seurs (investissements corporels supérieurs à 15 000 euros) sont en moyenne ceux qui ont une capacité d'autofinancement sensiblement plus élevée. Pour réaliser leurs investissements, ils doivent cependant limiter les prélèvements pour leurs propres besoins et ceux de leur famille et s'endetter davantage auprès des organismes de crédit.

Les jeunes agriculteurs consacrent une part plus importante des ressources durables aux investissements, alors que les plus âgés prélèvent davantage pour leurs besoins privés.

### G2.1 - Tableau de financement sur quelques groupes d'exploitations en 2009

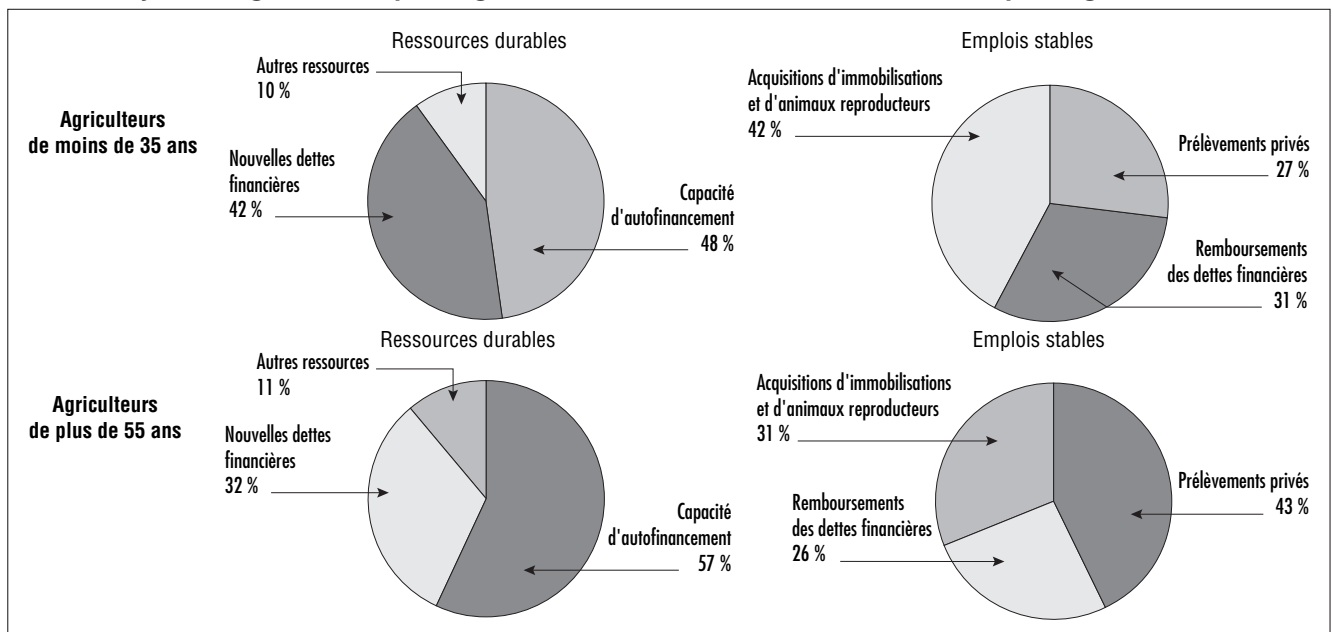
Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

	Exploitations de taille moyenne grande Tranche d'investissement* en millier d'euros		
	Moins de 1,5	De 1,5 à 15	Plus de 15
Nombre d'exploitations (millier)	33,6	46,6	55,1
<b>1 - Total des ressources durables</b>	<b>47,9</b>	<b>59,3</b>	<b>105,3</b>
Capacité d'autofinancement	31,0	39,0	49,8
Cessions d'immobilisations	5,8	2,0	8,6
Subventions d'équipement reçues	0,3	0,9	1,9
Nouvelles dettes financières	10,8	17,4	45,0
<b>2 - Total des emplois stables</b>	<b>49,5</b>	<b>63,4</b>	<b>113,5</b>
Acquisitions d'immobilisations	5,3	10,4	56,4
Augmentation des animaux reproducteurs	- 3,9	0,6	2,6
Charges à répartir	- 0,0	0,0	- 0,1
Prélèvements privés	29,2	29,8	28,1
Remboursements des dettes financières	18,8	22,5	26,4
<b>3 - Variation du fonds de roulement net (1 - 2)</b>	<b>- 1,5</b>	<b>- 4,1</b>	<b>- 8,2</b>
<b>4 - Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>- 4,5</b>	<b>- 3,6</b>	<b>- 4,4</b>
Dont stocks	- 4,1	- 2,5	- 3,0
Dont réalisables	0,1	- 3,7	1,7
Dont dettes non financières	- 0,5	2,6	- 3,3
<b>5 - Variation de trésorerie nette (3 - 4)</b>	<b>3,0</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 3,8</b>

\* Investissement corporel hors foncier.

Source : RICA 2009

### G2.2 - Les jeunes agriculteurs privilégient l'investissement, contrairement aux plus âgés



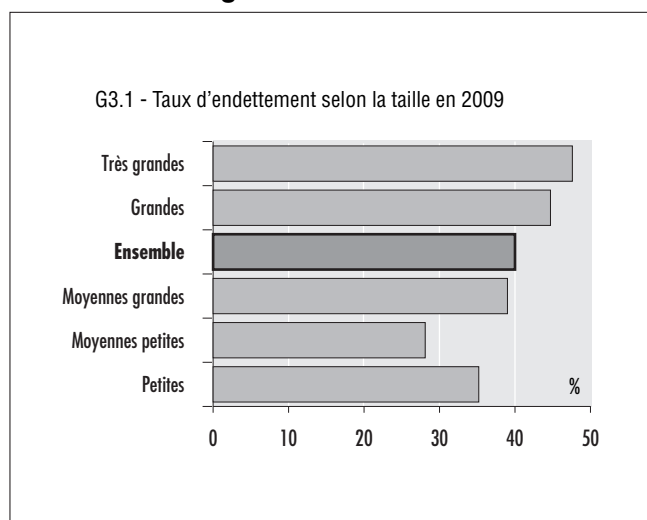
Source : RICA 2009

## Ratios financiers d'endettement

Le taux d'endettement (rapport de l'ensemble des dettes au total du bilan) mesure la contribution des ressources externes à l'exploitation dans le financement de son activité. Il traduit le degré de dépendance de l'exploitation vis-à-vis de ses créanciers. En 2009, le taux d'endettement s'élève en moyenne à 40 %, en augmentation de 2,9 points par rapport à 2008. Il progresse peu ou prou dans toutes les orientations. Cette progression provient d'une part de celle de l'endettement

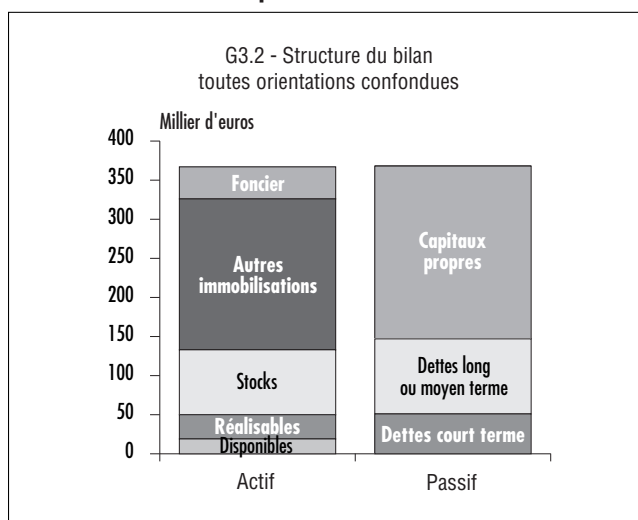
et d'autre part de la contraction de l'actif en partie consécutive à la conjoncture. D'autres ratios permettent de compléter l'analyse financière des exploitations. Le rapport des dettes à la situation nette constitue une approche en réalité assez voisine de la précédente. Le rapport des dettes au produit brut est très différent, puisqu'il introduit une mesure de l'activité des exploitations, le produit brut. La conjoncture moins favorable explique la forte augmentation de ce ratio.

### Le taux d'endettement croît en général avec la taille



Source : RICA 2009

### Les dettes représentent 40 % du passif en 2009



Source : RICA 2009

### G3.3 - Ratios d'endettement selon les orientations technico-économiques à la clôture des comptes en 2009

Orientation	Taux d'endettement Dettes/actif		Taux d'endettement hors foncier		Dettes rapportées à la situation nette		Poids des dettes dans le produit brut	
	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>
Grandes cultures	44,4	+ 4,3	49,0	+ 5,2	81,2	+ 12,8	78,5	+ 11,2
Maraîchage, horticulture	62,3	+ 5,3	66,3	+ 5,5	189,2	+ 40,6	52,3	+ 2,7
Vins d'appellation d'origine	31,9	+ 1,4	36,8	+ 1,4	47,6	+ 3,0	92,1	+ 5,4
Autre viticulture	27,9	+ 1,1	29,8	+ 1,1	42,2	+ 2,4	81,1	+ 6,0
Fruits	45,2	+ 5,2	47,8	+ 5,7	92,7	+ 18,4	61,5	+ 8,9
Bovins lait	41,2	+ 3,4	43,5	+ 3,6	74,3	+ 9,9	94,1	+ 14,7
Bovins viande	29,1	+ 1,3	31,6	+ 1,3	42,4	+ 2,6	100,2	+ 4,8
Bovins mixtes	43,1	+ 3,1	44,8	+ 3,0	79,8	+ 9,5	102,7	+ 12,2
Ovins, autres herbivores	32,9	+ 1,8	37,2	+ 2,1	51,2	+ 4,1	79,4	+ 1,2
Porcins, volailles	61,8	+ 2,6	63,6	+ 2,7	171,2	+ 16,9	74,5	+ 5,6
Polyculture, polyélevage	43,9	+ 3,3	46,6	+ 3,6	81,9	+ 10,4	86,4	+ 10,5
<b>ENSEMBLE</b>	<b>40,0</b>	<b>+ 2,9</b>	<b>43,6</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>69,4</b>	<b>+ 8,0</b>	<b>84,0</b>	<b>+ 9,3</b>

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2008 et 2009



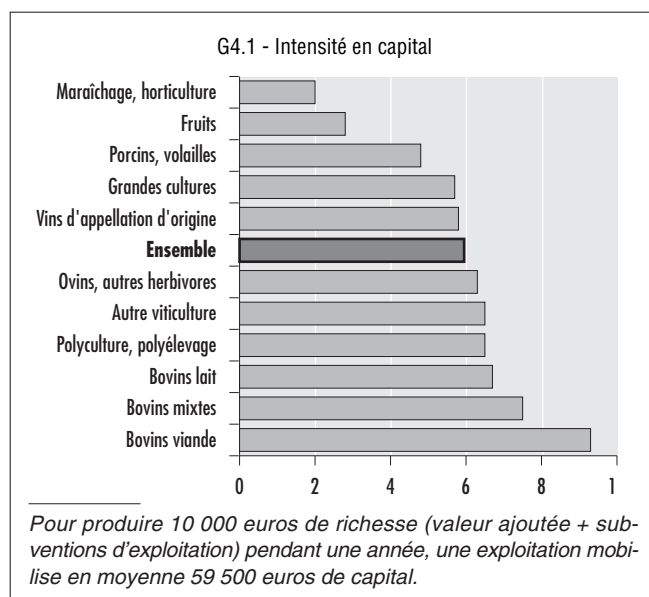
## Ratios financiers - création de richesse et facteurs de production

Pour produire de la richesse, une exploitation agricole, comme toute entreprise, met en œuvre les biens qu'elle possède (actif du bilan) et utilise de la force de travail (nombre d'unités annuelles de travail). L'apport de chacun de ces facteurs dans la production de l'exploitation est évalué par leur intensité.

L'intensité en capital (actif du bilan rapporté à la valeur ajoutée augmentée des subventions d'exploitation) mesure la valeur des moyens à mettre en œuvre pour créer une unité de richesse. Les exploitations spécialisées dans l'élevage des herbivores doivent, proportionnellement à la

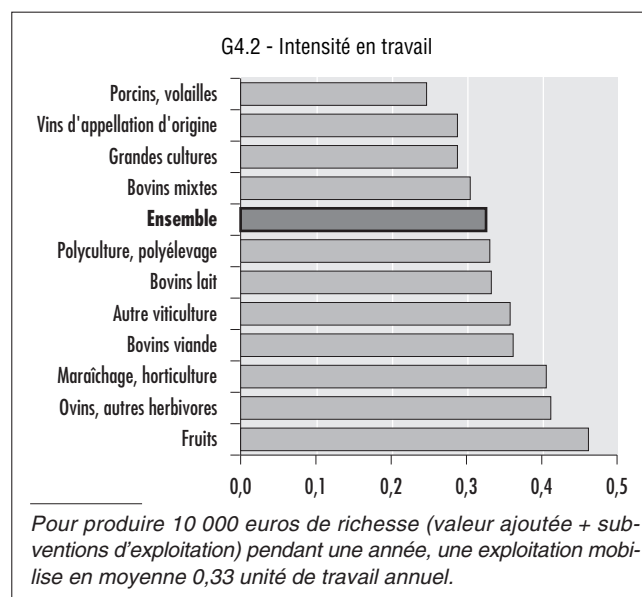
richesse créée, apporter davantage de capital que les exploitations à dominante végétale, en particulier celles relevant des orientations maraîchage, horticulture et fruits. L'intensité en travail est définie comme le nombre d'unités de travail à mobiliser pour produire 10 000 euros de richesse. Partant de cette définition, la mobilisation du facteur travail (salarié et non salarié) est relativement élevée en arboriculture, maraîchage, horticulture et en élevage d'ovins et autres herbivores. En grandes cultures et en porcins, volailles, la création de richesses apparaît relativement économe en facteurs de production.

### Plus de capital nécessaire pour produire de la richesse dans les exploitations bovines



Source : RICA 2009

### Le maraîchage, horticulture et l'élevage d'ovins nécessitent une main-d'œuvre importante



Source : RICA 2009

### G4.3 - Autres ratios financiers

Moyennes par exploitation

Orientation	Indépendance financière		Couverture des immobilisations		Liquidité réduite		Délai fournisseurs	
	Capitaux propres/capitaux permanents		Immobilisations/capitaux permanents		Réalizables + disponible/dettes à court terme		360 x dettes fournisseurs/achats d'approvisionnement	
	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>	2009 %	Variation 2009-2008 <sup>1</sup>
Grandes cultures	65,8	- 4,2	75,0	+ 3,6	113,5	- 15,8	131,8	+ 0,3
Maraîchage, horticulture	52,9	- 5,0	88,4	+ 1,5	81,7	- 4,1	126,6	+ 5,5
Vins d'appellation d'origine	81,5	- 1,1	49,1	- 0,9	88,4	- 5,7	339,0	- 4,1
Autre viticulture	82,3	- 0,8	52,4	- 1,7	85,7	- 6,4	353,9	+ 36,4
Fruits	69,4	- 3,6	73,8	+ 2,5	130,5	- 26,8	262,3	+ 30,7
Bovins lait	66,1	- 3,0	83,8	+ 0,6	93,4	- 9,6	161,5	+ 23,2
Bovins viande	77,0	- 1,3	80,1	- 0,2	119,8	+ 5,3	187,0	+ 28,9
Bovins mixtes	65,2	- 3,0	82,4	+ 0,2	70,7	- 3,9	177,4	+ 17,3
Ovins, autres herbivores	74,6	- 1,0	82,4	- 0,0	138,9	- 5,3	148,5	+ 20,1
Porcins, volailles	47,8	- 3,5	84,2	- 1,7	53,2	+ 7,5	73,8	+ 8,4
Polyculture, polyélevage	64,9	- 3,3	79,7	+ 1,4	92,2	- 3,7	140,8	+ 7,9
<b>ENSEMBLE</b>	<b>69,7</b>	<b>- 2,6</b>	<b>73,9</b>	<b>+ 0,9</b>	<b>97,5</b>	<b>- 7,2</b>	<b>153,6</b>	<b>+ 11,5</b>

1. Les variations des ratios sont calculées sur un échantillon constant et sont exprimées en points.

Source : RICA 2008 et 2009

## Résultats et rémunération des facteurs de production

Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 16 800 euros en 2009. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (9 600 euros), il reste 7 200 euros pour rémunérer les facteurs de production : main-d'œuvre non salariée et capitaux propres consacrés à l'exploitation. L'exploitation emploie en moyenne 1,45 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille.

Pour déterminer la rémunération de l'un des facteurs de production, il convient de fixer la valeur de l'autre. En 2009, si l'on retient un taux d'intérêt de 4 % pour la rémunération des capitaux propres, le salaire net par unité de travail non salariée serait négatif (contre 9 400 euros en 2008). La rémunération des facteurs de production, et du facteur travail en particulier, est en général plus favorable aux grandes exploitations. Mais cela n'a pas été le cas en 2009, les petites exploitations ont moins souffert de la conjoncture défavorable.

### G5.1 - Résultats et facteurs de production par taille en 2009

Moyennes par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2009

	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	10,5	99,3	135,3	70,4	10,5
Surface agricole utilisée (ha)	26,9	47,7	77,0	127,6	158,0
Taille du troupeau (UGB)	16,2	42,4	73,0	116,5	143,1
Résultat courant avant impôts (1)	8,5	8,4	15,0	27,7	54,8
Charges sociales de l'exploitant (2)	4,1	4,9	8,6	16,2	28,6
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	4,4	3,5	6,4	11,5	26,2
Capitaux propres (4)	80,4	147,1	197,4	331,2	628,4
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	3,2	5,9	7,9	13,2	25,1
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,15	1,14	1,43	1,83	2,43
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	1,0	- 2,1	- 1,1	- 1,0	0,5

Source : RICA 2009

### G5.2 - Résultats et facteurs de production entre 1990 et 2009

Moyennes par exploitation, valeurs monétaires en millier d'euros 2009

	1990	1995	2000	2009
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	521,6	428,8	384,7	326,0
Surface agricole utilisée (ha)	47,2	59,5	67,1	80,0
Taille du troupeau (UGB)	40,6	53,5	62,9	73,7
Résultat courant avant impôts (1)	28,5	35,8	33,4	16,8
Charges sociales de l'exploitant (2)	5,7	7,6	8,5	9,6
Revenu de l'exploitant (3) = (1) - (2)	22,8	28,2	24,9	7,2
Capitaux propres (4)	193,6	199,4	215,2	221,1
Rémunération des capitaux propres (5) = (4) x 4 %	7,7	8,0	8,6	8,8
Travail non salarié en UTA (UTANS) (6)	1,46	1,46	1,44	1,45
Rémunération par UTA non salariée [(3) - (5)]/(6)	10,3	13,8	11,3	- 1,1

Source : RICA



## LES ANNEXES

1 - Tableaux complémentaires .....	48
2 - Méthodologie d'enquête.....	53
3 - Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables .....	59
4 - Lexique .....	63

## Tableaux complémentaires

Tableau 1

## Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2009

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2008 en valeur réelle

	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.
Échantillon	7 470		1 911		378		818		225		346	
Population	326 000		74 500		9 700		32 800		11 100		9 100	
<b>Caractéristiques physiques</b>												
Surface agricole utilisée (en ha)	80	+ 0,9	116	+ 0,4	6	+ 0,5	20	+ 0,3	35	- 0,1	30	- 1,4
dont : SAU en fermage	64	+ 0,4	99	- 0,2	4	+ 1,2	13	- 0,2	21	- 0,5	21	- 3,4
Effectifs animaux (en UGB°)	74	- 1,7	16	- 2,3	1	- 8,8	1	- 1,3	0,1	- 0,0	3	- 9,4
Nombre d'UTA°°	2,02	+ 1,3	1,72	+ 0,6	4,52	+ 2,3	3,01	+ 0,5	2,05	+ 3,3	4,90	+ 12,6
dont : UTA non salariées	1,45	+ 1,2	1,30	+ 0,5	1,76	+ 13,1	1,42	+ 0,1	1,23	- 0,6	1,75	+ 21,2
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>												
Capacité d'autofinancement	45,8	- 24,9	46,5	- 39,7	50,8	- 4,0	62,5	- 15,5	37,1	- 17,9	43,4	- 33,2
- Prélèvements privés	33,0	- 8,0	39,8	- 13,1	37,3	+ 7,2	49,8	- 0,7	22,8	- 6,7	33,1	+ 0,2
= Autofinancement	12,8	- 50,4	6,8	- 83,1	13,5	- 26,1	12,7	- 48,1	14,3	- 32,1	10,2	- 73,2
Actif immobilisé	234,4	- 4,4	213,9	- 3,0	140,9	- 6,7	249,3	- 6,1	169,8	- 6,4	174,3	- 3,1
Actif circulant	133,1	- 4,9	122,7	- 12,1	81,1	- 0,0	357,2	- 2,0	198,9	+ 0,4	124,1	- 1,6
Stocks	82,9	- 4,9	62,9	- 13,3	28,5	- 3,0	269,1	- 0,6	159,5	+ 2,2	41,5	+ 5,3
Capitaux propres	221,1	- 8,9	187,8	- 13,2	84,3	- 16,2	414,1	- 5,6	266,5	- 4,3	164,0	- 10,9
Endettement total	147,5	+ 2,9	150,2	+ 3,9	139,3	+ 4,6	193,9	+ 0,7	103,2	+ 0,9	135,6	+ 10,5
<b>Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)</b>												
<b>Ventes et autoconsommation</b>	<b>142,9</b>	<b>- 9,6</b>	<b>141,8</b>	<b>- 14,5</b>	<b>251,3</b>	<b>- 1,6</b>	<b>194,7</b>	<b>- 8,2</b>	<b>108,5</b>	<b>- 9,1</b>	<b>186,7</b>	<b>- 8,4</b>
- Achats d'animaux	5,5	- 1,6	2,7	- 10,4	0,1	- 22,3	0,0	- 6,3	0,0		0,1	- 27,2
<b>= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux</b>	<b>137,4</b>	<b>- 9,9</b>	<b>139,1</b>	<b>- 14,5</b>	<b>251,3</b>	<b>- 1,6</b>	<b>194,6</b>	<b>- 8,2</b>	<b>108,4</b>	<b>- 9,1</b>	<b>186,6</b>	<b>- 8,4</b>
+ Production stockée	- 0,1	- 128,7	- 2,0	+ 34,3	- 0,3	- 151,5	1,7	- 132,6	5,0	+ 85,6	3,3	- 207,2
+ Production immobilisée	3,4	- 11,3	2,1	- 0,9	5,1	+ 29,2	3,9	+ 20,6	3,3	- 30,7	7,1	- 0,9
+ Produits divers	2,7	+ 1,3	4,7	+ 3,1	3,1	- 20,4	3,6	+ 6,2	2,1	+ 6,6	3,4	+ 8,4
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>143,4</b>	<b>- 10,6</b>	<b>143,9</b>	<b>- 14,3</b>	<b>259,1</b>	<b>- 1,5</b>	<b>203,8</b>	<b>- 6,2</b>	<b>118,8</b>	<b>- 7,3</b>	<b>200,4</b>	<b>- 5,1</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,4	+ 12,2	0,9	+ 9,0	0,8	- 1,0	0,1	+ 36,4	0,3	+ 16,1	0,1	+ 29,1
- Charges d'approvisionnement	58,4	- 3,4	73,8	+ 7,7	89,9	- 1,2	33,0	- 0,9	26,2	- 4,0	40,2	+ 0,6
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	41,4	- 0,4	38,6	+ 1,2	59,7	+ 3,5	49,3	+ 1,6	34,1	- 3,1	62,2	+ 0,3
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>44,0</b>	<b>- 25,1</b>	<b>32,4</b>	<b>- 48,6</b>	<b>110,3</b>	<b>- 4,4</b>	<b>121,7</b>	<b>- 10,2</b>	<b>58,7</b>	<b>- 10,9</b>	<b>98,1</b>	<b>- 10,2</b>
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	///	€	///	€	///	€	///	€	///	€	///
+ Subventions d'exploitation	29,3	- 0,0	42,6	- 1,1	4,6	+ 24,0	3,7	+ 37,6	6,1	- 7,3	16,3	- 5,0
+ Indemnités d'assurance	1,8	+ 29,3	2,5	+ 39,8	1,1	+ 279,1	2,2	+ 60,4	1,6	+ 88,7	2,7	- 40,2
- Fermages	11,2	+ 1,3	15,4	+ 3,3	3,6	+ 2,1	20,8	- 5,4	7,6	+ 0,7	8,2	+ 1,4
- Impôts et taxes	2,1	+ 5,7	3,0	+ 8,0	1,5	- 16,8	3,3	- 2,7	2,8	+ 4,5	1,7	+ 3,7
- Charges de personnel	12,0	+ 4,5	9,6	+ 3,9	56,6	- 1,7	36,7	+ 3,8	16,0	+ 5,4	61,3	+ 13,5
<b>= Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>49,6</b>	<b>- 23,3</b>	<b>49,5</b>	<b>- 37,6</b>	<b>54,3</b>	<b>- 3,8</b>	<b>66,8</b>	<b>- 15,5</b>	<b>40,0</b>	<b>- 16,5</b>	<b>45,8</b>	<b>- 32,2</b>
+ Transferts de charges	0,4	+ 10,8	0,6	+ 2,5	0,4	- 2,6	0,4	+ 2,0	0,1	- 47,9	0,5	- 8,9
- Dotations aux amortissements	28,6	+ 3,6	32,1	+ 4,6	27,2	+ 0,5	24,0	+ 2,3	19,3	+ 5,3	27,7	+ 3,8
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>21,4</b>	<b>- 43,0</b>	<b>18,0</b>	<b>- 62,6</b>	<b>27,5</b>	<b>- 7,9</b>	<b>43,2</b>	<b>- 22,8</b>	<b>20,8</b>	<b>- 30,7</b>	<b>18,7</b>	<b>- 55,5</b>
+ Produits financiers	0,5	- 11,2	0,8	- 22,6	0,4	- 11,6	0,4	- 14,5	0,4	- 5,5	0,7	+ 22,3
- Charges financières	5,0	+ 1,0	5,3	+ 2,5	4,3	- 1,5	5,5	- 3,8	3,4	+ 4,1	3,9	- 3,8
<b>= Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	<b>16,8</b>	<b>- 49,2</b>	<b>13,6</b>	<b>- 68,6</b>	<b>23,6</b>	<b>- 9,1</b>	<b>38,1</b>	<b>- 24,9</b>	<b>17,8</b>	<b>- 34,8</b>	<b>15,5</b>	<b>- 59,8</b>
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	3,2	- 14,1	5,3	- 24,7	1,0	+ 50,0	1,4	- 8,7	1,2	- 35,7	1,8	- 23,9
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,3	- 4,0	0,5	- 9,7	2,2	+ 6,9	0,8	+ 9,2	1,9	- 3,8	3,0	+ 0,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,4	- 10,4	0,8	- 38,1	0,0	+ 135,4	0,4	- 457,0	0,1	+ 341,7	0,2	- 27,6
<b>= Résultat de l'exercice</b>	<b>21,6</b>	<b>- 43,7</b>	<b>20,2</b>	<b>- 61,5</b>	<b>26,8</b>	<b>- 6,1</b>	<b>40,7</b>	<b>- 22,9</b>	<b>20,9</b>	<b>- 32,6</b>	<b>20,4</b>	<b>- 53,5</b>

€ : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2009 et 2008

Tableau 1

**Caractéristiques générales et résultats des exploitations en 2009**

Valeurs moyennes par exploitation et pourcentages d'évolution par rapport à 2008 en valeur réelle

	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins Volailles		Polyculture polyélevage	
	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.	2009	% évo.
Échantillon	1 008		712		232		394		307		1 139	
Population	53 100		39 700		8 500		19 200		13 300		55 000	
<b>Caractéristiques physiques</b>												
Surface agricole utilisée (en ha)	74	+ 1,6	92	+ 0,8	111	+ 1,7	82	+ 0,9	43	+ 2,1	99	+ 0,9
dont : SAU en fermage	60	+ 1,7	63	- 1,1	94	+ 1,5	52	+ 1,5	35	+ 4,4	84	+ 0,7
Effectifs animaux (en UGB°)	88	+ 1,9	106	+ 0,9	144	+ 1,7	79	+ 0,4	396	- 6,5	106	+ 0,5
Nombre d'UTA°°	1,70	+ 0,5	1,34	+ 0,2	1,86	+ 0,3	1,54	+ 0,6	1,84	+ 1,1	1,96	+ 0,7
dont : UTA non salariées	1,59	0,3	1,26	+ 0,1	1,68	+ 1,0	1,41	+ 0,7	1,51	+ 1,3	1,58	- 0,4
<b>Financement et éléments du bilan (millier d'euros)</b>												
Capacité d'autofinancement	44,4	- 25,3	33,0	- 1,5	51,4	- 20,3	32,7	+ 0,5	59,5	+ 3,3	47,1	- 28,3
- Prélèvements privés	29,1	- 17,2	18,6	+ 15,0	34,6	- 5,0	19,9	+ 4,4	34,7	- 7,1	33,4	- 4,4
= Autofinancement	15,3	- 37,6	14,5	- 16,2	16,7	- 42,4	12,8	- 5,5	24,8	+ 25,8	13,7	- 56,8
Actif immobilisé	254,7	- 3,9	252,4	- 3,0	329,6	- 4,9	175,8	- 5,9	242,7	- 8,0	263,7	- 4,3
Actif circulant	86,1	- 2,2	89,0	- 1,1	127,1	- 3,6	61,6	- 0,5	116,3	- 2,9	117,6	- 7,1
Stocks	50,7	- 1,8	56,7	- 3,8	85,7	- 3,2	28,1	- 4,6	77,7	- 7,4	69,8	- 9,3
Capitaux propres	201,1	- 8,6	242,4	- 4,3	260,9	- 9,3	159,3	- 7,1	137,8	- 12,3	214,8	- 10,4
Endettement total	140,9	+ 5,3	99,5	1,9	197,7	+ 3,0	78,2	+ 0,8	222,8	- 2,1	167,9	+ 2,8
<b>Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)</b>												
<b>Ventes et autoconsommation</b>	<b>120,4</b>	<b>- 12,6</b>	<b>63,0</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>148,1</b>	<b>- 9,5</b>	<b>69,4</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>310,5</b>	<b>- 6,0</b>	<b>157,8</b>	<b>- 10,4</b>
- Achats d'animaux	4,6	- 0,7	6,6	+ 15,8	9,0	- 29,2	2,7	+ 4,2	33,2	+ 1,4	9,4	- 3,7
<b>= Ventes et autoconsommation nette des achats d'animaux</b>	<b>115,7</b>	<b>- 12,9</b>	<b>56,5</b>	<b>+ 1,0</b>	<b>139,1</b>	<b>- 8,3</b>	<b>66,7</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>277,4</b>	<b>- 6,8</b>	<b>148,5</b>	<b>- 10,8</b>
+ Production stockée	1,4	- 54,3	1,0	- 80,6	1,9	- 81,0	- 0,5	- 217,3	- 4,3	- 208,1	- 1,5	- 179,1
+ Production immobilisée	3,9	- 29,8	2,3	- 20,6	6,4	- 22,3	1,0	- 6,9	4,3	- 34,6	4,4	+ 6,0
+ Produits divers	0,9	- 4,3	1,3	+ 9,3	1,2	+ 24,0	2,2	- 16,5	1,5	- 13,5	2,8	+ 4,5
<b>= Production de l'exercice</b>	<b>121,9</b>	<b>- 14,3</b>	<b>61,1</b>	<b>- 5,4</b>	<b>148,6</b>	<b>- 12,0</b>	<b>69,3</b>	<b>- 2,1</b>	<b>278,9</b>	<b>- 10,6</b>	<b>154,1</b>	<b>- 12,4</b>
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,1	- 8,3	0,2	+ 140,9	0,3	+ 9,9	0,1	- 8,9	0,2	- 16,2	0,5	+ 22,6
- Charges d'approvisionnement	47,2	- 7,8	27,4	- 9,6	66,0	- 7,0	30,3	- 6,5	163,8	- 16,2	73,1	- 4,9
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	41,7	- 3,4	26,5	+ 1,0	50,6	- 4,1	25,3	+ 4,8	52,8	- 4,1	47,3	+ 0,6
<b>= Valeur ajoutée</b>	<b>33,1</b>	<b>- 30,8</b>	<b>7,3</b>	<b>- 9,3</b>	<b>32,3</b>	<b>- 27,6</b>	<b>13,8</b>	<b>- 4,0</b>	<b>62,6</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>34,3</b>	<b>- 34,7</b>
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	///	€	///	€	///	€	///	€	///	€	///
+ Subventions d'exploitation	26,1	+ 0,3	36,6	+ 0,0	41,5	- 0,4	28,1	+ 3,9	17,3	+ 1,9	36,8	- 0,5
+ Indemnités d'assurance	1,3	+ 61,3	1,1	+ 37,7	1,3	- 3,3	0,8	- 13,3	2,0	+ 121,8	1,9	+ 30,2
- Fermages	8,3	+ 3,8	7,0	+ 2,4	12,6	+ 3,6	4,4	+ 1,7	5,5	+ 2,7	11,8	+ 2,6
- Impôts et taxes	1,6	+ 19,3	1,1	+ 3,8	1,8	+ 6,3	0,8	+ 0,9	1,7	+ 6,3	2,1	+ 7,8
- Charges de personnel	1,9	+ 5,7	1,2	+ 1,7	3,5	+ 2,7	2,4	- 1,1	7,4	+ 3,8	7,3	+ 8,6
<b>= Excédent brut d'exploitation (EBE)</b>	<b>48,7</b>	<b>- 23,3</b>	<b>35,8</b>	<b>- 1,9</b>	<b>57,1</b>	<b>- 19,2</b>	<b>35,1</b>	<b>+ 1,2</b>	<b>67,3</b>	<b>+ 2,5</b>	<b>51,8</b>	<b>- 26,7</b>
+ Transferts de charges	0,2	+ 1,6	0,2	+ 72,7	0,2	- 1,8	0,1	+ 16,0	0,3	+ 30,1	0,4	+ 1,1
- Dotations aux amortissements	29,1	+ 3,3	21,0	+ 3,7	36,7	+ 4,4	18,6	+ 2,6	36,6	+ 2,8	34,4	+ 5,2
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>19,8</b>	<b>- 44,2</b>	<b>15,0</b>	<b>- 8,2</b>	<b>20,6</b>	<b>- 41,2</b>	<b>16,6</b>	<b>- 0,4</b>	<b>31,0</b>	<b>+ 2,3</b>	<b>17,8</b>	<b>- 53,2</b>
+ Produits financiers	0,3	- 6,8	0,2	+ 39,6	0,6	+ 72,9	0,1	- 53,1	0,4	- 39,1	0,5	+ 2,7
- Charges financières	4,9	+ 4,4	3,2	+ 0,6	6,9	+ 1,7	2,6	+ 1,5	8,4	- 8,0	6,2	+ 2,3
<b>= Résultat courant avant impôts (RCAI)</b>	<b>15,2</b>	<b>- 50,9</b>	<b>12,0</b>	<b>- 9,8</b>	<b>14,3</b>	<b>- 49,3</b>	<b>14,1</b>	<b>- 1,6</b>	<b>23,0</b>	<b>+ 5,4</b>	<b>12,1</b>	<b>- 62,3</b>
+ Plus ou moins-valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,7	- 1,8	2,4	+ 36,4	3,5	+ 45,6	1,9	+ 4,4	1,8	- 41,0	4,0	- 19,5
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	1,7	+ 3,7	1,2	+ 9,4	2,0	- 24,0	1,2	- 6,5	1,5	- 11,2	1,5	- 3,4
+ Profits et charges exceptionnels	0,1	- 33,5	0,1	- 403,4	0,3	+ 258,2	0,0	- 142,4	- 0,1	- 159,0	0,6	+ 73,4
<b>= Résultat de l'exercice</b>	<b>19,7</b>	<b>- 44,5</b>	<b>15,7</b>	<b>- 3,1</b>	<b>20,1</b>	<b>- 39,7</b>	<b>17,2</b>	<b>- 2,1</b>	<b>26,2</b>	<b>- 2,7</b>	<b>18,3</b>	<b>- 53,1</b>

€ : nombre inférieur à 50 euros ou pourcentage inférieur à 0,05 % (en valeur absolue)

/// : sans objet ou non significatif

° UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB

°° UTA : unité de travail annuel, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année

Champ : ensemble des exploitations professionnelles

Source : RICA 2009 et 2008



Tableau 2  
Situation financière des exploitations en 2008 et 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Ensemble		Grandes cultures		Maraîchage, Horticulture		Vins d'appellation		Autre viticulture		Fruits	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>32,5</b>	<b>16,6</b>	<b>45,6</b>	<b>14,4</b>	<b>24,5</b>	<b>22,4</b>	<b>49,9</b>	<b>37,6</b>	<b>26,2</b>	<b>17,2</b>	<b>36,7</b>	<b>14,8</b>
+ Dotation aux amortissements	27,5	28,7	29,8	31,4	26,7	27,0	23,3	23,9	18,8	19,9	26,3	27,4
+ Charges et produits exceptionnels	0,4	0,4	1,4	0,9	0,0	0,1	-0,1	0,4	ε	0,1	0,3	0,2
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	<b>60,5</b>	<b>45,7</b>	<b>76,9</b>	<b>46,6</b>	<b>51,2</b>	<b>49,4</b>	<b>73,0</b>	<b>62,0</b>	<b>45,0</b>	<b>37,1</b>	<b>63,3</b>	<b>42,5</b>
- Prélèvements privés	36,5	33,7	47,7	41,7	34,0	36,6	50,2	50,1	25,2	23,6	34,4	34,7
<b>= Autofinancement</b>	<b>24,0</b>	<b>12,0</b>	<b>29,2</b>	<b>5,0</b>	<b>17,3</b>	<b>12,8</b>	<b>22,8</b>	<b>11,9</b>	<b>19,8</b>	<b>13,5</b>	<b>28,8</b>	<b>7,8</b>
+ Cessions d'immobilisations	7,3	6,7	14,1	12,0	1,7	2,6	3,2	3,5	4,0	3,0	4,0	3,9
+ Subventions d'équipement reçues	1,4	1,2	0,4	0,6	3,0	1,9	0,8	0,7	1,6	1,8	3,3	2,9
+ Nouvelles dettes financières	31,2	31,0	35,3	34,0	26,0	31,3	31,2	32,0	20,1	15,6	19,0	25,4
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,8	0,0	1,2	-1,1	0,8	1,2	2,2	0,6	3,0	0,1	-5,8	6,3
+ Diminution de trésorerie nette	1,1	1,8	2,0	4,8	0,2	2,1				3,0		3,1
<b>= Total des ressources</b>	<b>66,8</b>	<b>52,7</b>	<b>82,3</b>	<b>55,2</b>	<b>48,9</b>	<b>51,9</b>	<b>60,2</b>	<b>48,8</b>	<b>48,5</b>	<b>37,1</b>	<b>49,2</b>	<b>49,4</b>
Acquisitions d'immobilisations	35,9	30,4	47,6	39,6	24,4	23,6	30,7	24,1	27,7	17,9	30,0	29,0
+ Augmentation des animaux reproducteurs	0,9	0,2	-0,1	0,0	0,1	0,2	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Charges à répartir	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Remboursements des dettes financières	25,8	27,0	26,6	28,5	24,5	27,9	28,9	28,1	15,3	14,4	21,4	20,3
+ Variation des stocks	3,2	-3,7	6,4	-9,4	0,8	-0,8	-1,7	0,1	4,0	3,9	-2,3	2,3
+ Variation des créances auprès des tiers	0,9	-1,2	1,7	-3,6	-0,9	1,0	0,8	-4,4	0,4	0,6	-0,5	-2,2
+ Variation des comptes de régularisation	ε	ε	0,1	ε	ε	ε	0,1	0,0	-0,1	0,2	-0,2	ε
+ Augmentation de trésorerie nette							1,6	1,0	1,2		0,8	
<b>= Total des emplois</b>	<b>66,8</b>	<b>52,7</b>	<b>82,3</b>	<b>55,2</b>	<b>48,9</b>	<b>51,9</b>	<b>60,2</b>	<b>48,8</b>	<b>48,5</b>	<b>37,1</b>	<b>49,2</b>	<b>49,4</b>
Variation du fonds de roulement net	1,3	-6,7	5,0	-16,6	-1,0	-3,1	-1,5	-4,0	2,5	1,6	3,6	-9,3
Variation du besoin en fonds de roulement	2,4	-4,9	7,0	-11,8	-0,8	-1,0	-3,1	-5,0	1,3	4,6	2,9	-6,2
Variation de trésorerie nette	-1,1	-1,8	-2,0	-4,8	-0,2	-2,1	1,6	1,0	1,2	-3,0	0,8	-3,1
Investissement total	29,6	23,9	33,4	27,7	22,8	21,2	27,4	20,6	23,6	14,9	26,0	25,2
Excédent de trésorerie d'exploitation	56,3	50,0	69,9	58,7	51,7	48,8	72,5	63,2	41,5	32,6	55,8	44,2

Bilan 2009	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture
<b>Actif immobilisé</b>	<b>239,2</b>	<b>234,2</b>	<b>214,5</b>	<b>211,9</b>	<b>145,6</b>	<b>138,7</b>	<b>254,1</b>	<b>249,2</b>	<b>176,4</b>	<b>171,5</b>	<b>175,6</b>	<b>173,7</b>
Terrains	41,6	41,9	43,1	44,2	16,4	16,0	107,6	106,5	43,9	43,1	24,6	24,5
Constructions	56,3	54,6	26,5	26,7	53,9	52,2	51,8	51,4	17,8	16,7	24,6	24,7
Matériel	64,9	60,7	91,3	87,4	32,9	29,2	39,6	36,2	36,7	34,3	43,7	41,3
Plantations (y compris forêt)	8,1	8,0	0,6	0,6	3,9	3,5	35,6	35,7	61,0	60,1	51,4	50,5
Animaux reproducteurs	39,2	39,4	7,5	7,5	0,7	0,9	0,9	0,9	0,1	0,1	0,7	0,7
Autres immobilisations	17,1	17,6	34,8	35,0	9,0	10,2	11,9	12,3	11,3	11,6	16,9	17,3
<b>Actif circulant</b>	<b>138,2</b>	<b>132,2</b>	<b>139,3</b>	<b>123,0</b>	<b>81,2</b>	<b>81,5</b>	<b>360,0</b>	<b>355,3</b>	<b>188,9</b>	<b>190,6</b>	<b>121,6</b>	<b>120,3</b>
Stocks et en-cours	85,9	82,2	72,7	63,3	29,7	29,0	266,6	266,7	146,1	150,0	39,8	42,2
dont animaux circulants	19,5	19,5	5,0	4,9	0,2	0,2	0,3	0,3	0,0	0,0	0,2	0,2
Valeurs réalisables	32,1	30,8	41,0	37,4	26,8	27,8	62,4	59,2	25,5	26,1	44,1	44,7
Valeurs disponibles	20,2	19,2	25,6	22,3	24,6	24,6	31,0	29,4	17,3	14,4	37,7	33,5
Régularisation actif	1,3	1,3	1,5	1,5	1,6	1,7	1,6	1,6	0,8	1,0	1,3	1,3
<b>Total actif</b>	<b>378,8</b>	<b>367,6</b>	<b>355,3</b>	<b>336,5</b>	<b>228,4</b>	<b>221,9</b>	<b>615,7</b>	<b>606,1</b>	<b>366,1</b>	<b>363,1</b>	<b>298,5</b>	<b>295,3</b>
Capitaux propres	237,4	221,6	215,7	190,9	96,7	83,4	425,5	412,7	265,3	260,8	179,6	163,1
Total endettement	141,2	145,9	139,4	145,4	131,6	138,4	190,1	193,3	100,8	102,2	118,8	132,0
Dettes à long ou moyen terme	91,4	94,8	89,9	95,0	71,3	73,6	92,8	94,4	57,3	58,2	65,4	70,1
Emprunts à court terme	5,4	6,1	5,2	5,7	7,2	8,3	8,5	10,8	2,5	2,8	2,9	3,4
Autres dettes financières à - 1 an	7,6	8,3	7,1	8,6	5,6	7,7	16,5	15,1	4,3	4,4	5,9	7,6
Dettes auprès de tiers	36,8	36,8	37,2	36,0	47,6	48,8	72,3	73,0	36,7	36,8	44,6	50,9
Régularisation passif	0,1	0,1	0,2	0,1	ε	0,1	0,1	0,1	ε	ε	0,2	0,2
<b>Total passif</b>	<b>378,8</b>	<b>367,6</b>	<b>355,3</b>	<b>336,4</b>	<b>228,4</b>	<b>221,9</b>	<b>615,7</b>	<b>606,1</b>	<b>366,1</b>	<b>363,1</b>	<b>298,5</b>	<b>295,3</b>

ε : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2008 et 2009

Source : RICA 2009

Tableau 2  
Situation financière des exploitations en 2008 et 2009

Valeurs moyennes par exploitation, en millier d'euros

Tableau de financement simplifié	Bovins lait		Bovins viande		Bovins mixtes		Ovins		Porcins volailles		Polyculture polyélevage	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009	2008	2009
<b>Résultat courant avant impôts</b>	<b>31,2</b>	<b>15,4</b>	<b>13,7</b>	<b>12,4</b>	<b>31,5</b>	<b>16,1</b>	<b>12,9</b>	<b>12,7</b>	<b>20,8</b>	<b>22,0</b>	<b>33,5</b>	<b>12,7</b>
+ Dotation aux amortissements	28,1	29,2	20,1	21,0	35,5	37,2	17,8	18,4	35,3	36,5	32,8	34,7
+ Charges et produits exceptionnels	0,2	0,1	0,0	0,1	0,1	0,5	0,1	0,0	0,2	-0,1	0,4	0,7
<b>= Capacité d'autofinancement</b>	<b>59,5</b>	<b>44,7</b>	<b>33,8</b>	<b>33,4</b>	<b>67,1</b>	<b>53,8</b>	<b>30,7</b>	<b>31,1</b>	<b>56,3</b>	<b>58,5</b>	<b>66,7</b>	<b>48,1</b>
- Prélèvements privés	35,9	29,9	15,9	18,4	39,7	37,9	18,8	19,7	38,6	36,0	36,3	34,9
<b>= Autofinancement</b>	<b>23,6</b>	<b>14,8</b>	<b>17,8</b>	<b>15,0</b>	<b>27,4</b>	<b>15,9</b>	<b>12,0</b>	<b>11,4</b>	<b>17,8</b>	<b>22,5</b>	<b>30,4</b>	<b>13,2</b>
+ Cessions d'immobilisations	5,5	5,2	3,1	3,8	4,9	8,1	3,0	3,4	5,6	5,1	8,9	9,3
+ Subventions d'équipement reçues	2,1	1,9	1,5	1,0	2,2	2,1	1,3	0,8	1,7	0,7	1,5	1,3
+ Nouvelles dettes financières	29,9	29,5	22,1	22,7	44,7	42,4	15,7	15,1	48,8	46,0	38,4	38,1
+ Variation des dettes auprès des tiers	1,9	1,2	0,3	0,9	4,4	0,3	1,6	1,7	1,3	-2,7	3,6	-1,6
+ Diminution de trésorerie nette	0,2	2,1	1,4		4,0		0,9		2,6		2,4	2,4
<b>= Total des ressources</b>	<b>63,2</b>	<b>54,6</b>	<b>46,2</b>	<b>43,4</b>	<b>87,6</b>	<b>68,7</b>	<b>34,6</b>	<b>32,4</b>	<b>77,8</b>	<b>71,5</b>	<b>85,1</b>	<b>62,7</b>
Acquisitions d'immobilisations	35,8	30,7	20,6	20,5	44,7	35,9	17,4	16,8	33,6	28,2	45,9	37,6
+ Augmentation des animaux reproducteurs	1,4	0,1	3,3	2,4	3,9	0,4	0,7	-0,6	0,3	-0,7	0,8	-0,1
+ Charges à répartir	€	-0,1	-0,1	-0,1	€	€	€	€	€	€	€	€
+ Remboursements des dettes financières	23,4	24,3	20,6	20,8	32,6	36,0	15,3	15,9	38,9	44,6	29,9	32,4
+ Variation des stocks	2,4	-0,6	1,1	-1,9	5,6	-2,4	0,3	-0,9	3,9	-5,7	5,8	-6,8
+ Variation des créances auprès des tiers	€	0,3	0,6	1,2	0,7	-2,0	0,9	-0,2	1,3	0,5	2,7	-0,4
+ Variation des comptes de régularisation	0,2	-0,1	€	€	€	0,5	€	0,1	-0,2	€	€	0,1
+ Augmentation de trésorerie nette				0,5		0,4		1,1		4,7		
<b>= Total des emplois</b>	<b>63,2</b>	<b>54,6</b>	<b>46,2</b>	<b>43,4</b>	<b>87,6</b>	<b>68,7</b>	<b>34,6</b>	<b>32,4</b>	<b>77,8</b>	<b>71,5</b>	<b>85,1</b>	<b>62,7</b>
Variation du fonds de roulement net	0,4	-3,6	0,0	-1,1	-2,1	-3,9	-1,3	-1,5	1,1	2,1	2,5	-7,9
Variation du besoin en fonds de roulement	0,6	-1,6	1,4	-1,7	1,9	-4,2	-0,4	-2,6	3,7	-2,5	4,9	-5,5
Variation de trésorerie nette	-0,2	-2,0	-1,4	0,5	-4,0	0,4	-0,9	1,1	-2,6	4,6	-2,3	-2,4
Investissement total	31,7	25,6	20,8	19,2	43,8	28,2	15,0	12,9	28,3	22,4	37,8	28,2
Excédent de trésorerie d'exploitation	56,2	45,5	29,1	32,7	58,4	56,2	31,0	34,5	54,4	64,8	60,2	53,4

Bilan 2009	Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture		Ouv. Clôture	
	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture	Ouv.	Clôture
Actif immobilisé	255,2	250,9	256,6	254,2	346,2	336,4	183,4	176,7	254,7	239,0	274,0	267,5
Terrains	26,5	27,0	42,0	42,8	29,9	29,1	36,0	35,8	17,0	16,8	32,6	32,7
Constructions	81,2	79,6	51,3	50,2	105,5	103,7	46,5	42,8	116,2	105,6	68,4	67,0
Matériel	61,2	57,1	49,8	45,0	82,6	76,2	42,0	39,5	57,7	53,3	82,1	76,6
Plantations (y compris forêt)	€	€	€	€	0,3	0,3	€	€	€	€	4,0	3,8
Animaux reproducteurs	61,2	61,3	101,7	104,1	96,0	96,4	45,4	44,9	37,5	36,7	50,3	50,1
Autres immobilisations	10,0	10,4	5,5	6,2	15,1	15,6	5,4	6,1	13,4	13,5	19,9	20,4
Actif circulant	87,0	85,6	89,9	89,3	128,4	124,4	58,8	59,2	118,9	116,0	127,6	119,1
Stocks et en-cours	50,6	49,9	59,1	57,1	88,6	86,1	29,0	28,2	82,1	76,4	77,3	70,5
dont animaux circulants	25,5	26,5	39,7	38,8	52,0	53,7	11,8	13,0	61,5	56,8	27,6	27,6
Valeurs réalisables	21,5	21,4	16,4	16,7	25,6	23,9	18,6	18,0	26,3	27,0	30,4	29,3
Valeurs disponibles	14,9	14,2	14,4	15,5	14,3	14,4	11,2	13,0	10,4	12,6	19,8	19,3
Régularisation actif	1,4	1,2	0,7	0,5	1,9	2,1	0,4	0,4	1,6	1,6	1,5	1,5
<b>Total actif</b>	<b>343,6</b>	<b>337,6</b>	<b>347,1</b>	<b>344,0</b>	<b>476,6</b>	<b>462,9</b>	<b>242,6</b>	<b>236,3</b>	<b>375,2</b>	<b>356,6</b>	<b>403,2</b>	<b>388,2</b>
Capitaux propres	214,8	201,6	249,3	243,7	287,9	267,8	164,5	157,1	156,1	141,1	240,5	220,4
Total endettement	128,7	136,0	97,8	100,3	188,3	195,0	77,8	78,9	219,1	215,5	162,4	167,6
Dettes à long ou moyen terme	94,7	99,6	71,0	73,5	134,0	139,4	54,7	53,8	141,7	143,5	110,1	115,0
Emprunts à court terme	4,1	4,4	4,7	4,2	5,4	6,4	2,2	2,3	12,5	12,1	5,5	6,3
Autres dettes financières à - 1 an	3,7	4,7	4,0	3,7	7,0	7,1	3,5	3,7	18,6	16,3	9,1	10,2
Dettes auprès des tiers	26,1	27,4	18,0	18,9	41,8	42,1	17,4	19,1	46,3	43,6	37,7	36,1
Régularisation passif	€	€	€	€	0,3	0,1	0,3	0,3	€	€	0,2	0,2
<b>Total passif</b>	<b>343,6</b>	<b>337,6</b>	<b>347,1</b>	<b>344,0</b>	<b>476,6</b>	<b>462,9</b>	<b>242,6</b>	<b>236,3</b>	<b>375,2</b>	<b>356,6</b>	<b>403,2</b>	<b>388,2</b>

€ : nombre inférieur à 50 euros (en valeur absolue)

Champ : exploitations présentes dans l'échantillon en 2008 et 2009

Source : RICA 2009



## Méthodologie d'enquête

Mis en œuvre en France depuis 1968, le RICA est une enquête réalisée dans les États membres de l'Union européenne selon des principes et des règles communs. Les données de base sont recueillies à partir d'une fiche d'enquête comprenant la comptabilité agricole de l'exploitation et d'autres données technico-économiques. Un retraitement de certaines données est effectué afin de cerner la réalité économique de l'exploitation au plus près (amortissements linéaires, réévaluation des immobilisations, non prise en compte des décotes, etc.). Cette enquête, réalisée par sondage, permet d'analyser le fonctionnement micro-économique des exploitations agricoles et de suivre particulièrement l'évolution des charges, des résultats et des capitaux engagés dans ces exploitations.

**La présente publication présente les résultats de l'enquête faite à partir du fichier définitif 2009 comprenant 7 470 exploitations.**

### Typologie des exploitations agricoles : OTEX, CDEX, MBS

La très grande diversité des exploitations agricoles a toujours rendu indispensable leur classification. La statistique agricole européenne et française en particulier, utilise depuis 1978 une typologie fondée sur l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations) et la CDEX (classe de dimension économique des exploitations)<sup>1</sup>.

Les OTEX constituent un classement des exploitations selon leur production principale (par exemple « grandes cultures », « maraîchage et horticulture », « bovins lait » ...). Les CDEX constituent un classement des exploitations selon leur taille, les plus petites exploitations étant regroupées dans la CDEX 1 et les plus importantes dans la CDEX 10.

La détermination de l'OTEX et de la CDEX d'une exploitation se fait à partir de données physiques, surfaces des différentes productions végétales et effectifs des différentes catégories d'animaux. À chaque hectare de culture et à chaque tête d'animal est appliqué un coefficient, indicateur normatif de marge brute (ou de valeur ajoutée) unitaire. Ce coefficient de « MBS » (marge brute standard) est établi périodiquement par région, pour chaque production considérée. Il est exprimé jusqu'en 1999 en écus, unité de compte européenne (et ensuite

en euros). La table de MBS utilisée sur le fichier définitif RICA 2009 est celle portant sur l'année 1996 (plus exactement sur la période de 3 ans encadrant 1996, soit 1995 à 1997) et appelée « table MBS 96 ».

Le total des MBS de toutes les productions végétales et animales donne la MBS totale de l'exploitation. La dimension de l'exploitation est exprimée en UDE (unité de dimension européenne, 1 UDE « 96 » = 1 200 écus « 96 »), ou plus communément en « hectares-équivalent-blé » (1 UDE = 1,5 ha). La CDEX est déterminée par le tableau 1.

Les parts relatives des MBS partielles (c'est-à-dire des MBS des différentes productions végétales et animales) permettent de classer l'exploitation selon sa production dominante, et ainsi de déterminer son OTEX.

La MBS totale, la CDEX et l'OTEX des exploitations sont calculées en tenant compte des jachères aidées (affectation de la MBS jachère au pôle P13 « céréales, oléagineux, protéagineux »).

Dans cette publication, on a employé une classification par OTEX en 11 postes, qui correspond à un regroupement de celle en 17 postes, utilisée en France depuis 1985 pour de nombreux dépouillements de fichiers de

Tableau 1  
Définition de la CDEX

CDEX	MBS totale de l'exploitation		
	En écus « 96 »	En UDE	En hectares-équivalent-blé
1	Moins de 2 400	Moins de 2	Moins de 3
2	2 400 à 4 800	2 à 4	3 à 6
3	4 800 à 7 200	4 à 6	6 à 9
4	7 200 à 9 600	6 à 8	9 à 12
5	9 600 à 14 400	8 à 12	12 à 18
6	14 400 à 19 200	12 à 16	18 à 24
7	19 200 à 48 000	16 à 40	24 à 60
8	48 000 à 120 000	40 à 100	60 à 150
9	120 000 à 300 000	100 à 250	150 à 375
10	300 000 et plus	250 et plus	375 et plus

1. Pour en savoir plus sur la typologie par OTEX et CDEX voir orientations technico-économiques. Classification révisée des exploitations agricoles françaises, Agreste Cahiers n° 22-23, septembre 1997. Pour en savoir plus sur la marge brute standard, voir Les coefficients de marge brute standard 1996, Agreste Cahiers Hors-série n° 1, janvier 2001.

statistique agricole. La classification de 17 postes est elle-même définie à partir de la classification communautaire. La correspondance entre la classification en 11 postes et celle en 17 postes est donnée par le tableau 2.

## Champ de l'enquête

Le RICA couvre l'ensemble des exploitations agricoles « professionnelles », au sens statistique, c'est-à-dire d'une dimension économique supérieure à 9 600 écus « 96 » (soit 12 hectares-équivalent-blé) et employant au moins 0,75 UTA. Cet ensemble correspond, d'après l'enquête structure 2007, à 326 008 exploitations en France sur un total de 506 926 exploitations (tableau 5). La production des exploitations agricoles appartenant au champ de l'enquête représente 95 % du potentiel de production (exprimé en MBS) du secteur agricole.

## Recrutement des exploitations

Le recrutement des exploitations agricoles s'effectue au niveau des services régionaux de l'information statistique et économique dans trois sous-échantillons. Ceux-ci correspondent à un mode différent de récupération des comptabilités auprès des offices comptables : centres de gestion des réseaux CER France ou

AS, autres centres de comptabilité, experts comptables, ou, à titre marginal, établissements de recherche et d'enseignement ou services déconcentrés de l'administration.

Sous-échantillon I : comptabilités d'exploitants volontaires tenues spécifiquement pour le RICA (937 en 2009). C'était, à l'origine du RICA, le seul mode de recrutement des exploitations.

Sous-échantillon II : récupération de comptabilités d'exploitants imposés au « réel » et donc tenus d'avoir une comptabilité destinée à calculer le revenu fiscal (5 964 en 2009). Ce mode de collecte existe depuis 1987. Les exploitants du sous-échantillon II ont un haut niveau de capacité productive. Les plus grandes exploitations se trouvent dans ce sous-échantillon.

Sous-échantillon III : comptabilités d'exploitants en plan d'amélioration matérielle ou plan d'investissement (569 en 2009). Ce mode de collecte existe depuis 1976. Les exploitants du sous-échantillon III sont dans une phase de transformation de leur activité. Ils sont plutôt jeunes et plus endettés que la moyenne.

Le découpage en sous-échantillon renvoie à un mode de recrutement des exploitations du RICA, non à un

Tableau 2

### Correspondance entre OTEX à 11 postes, à 17 postes et OTE européenne

OTEX ad hoc à 11 postes (pour le rapport RICA)		OTEX française à 17 postes	OTE européenne
Intitulés longs	Intitulés courts		
Grandes cultures	Grandes cultures	13 Céréales, oléagineux, protéagineux 14 Autres grandes cultures	13 14
Maraîchage, horticulture	Maraîchage, horticulture	28 Maraîchage 29 Fleurs et horticulture diverse	201 202 + 203
Vins d'appellation d'origine	Vins d'appellation	37 Vins d'appellation d'origine	311
Autre viticulture	Autre viticulture	38 Autre viticulture	312 + 313 + 314
Fruits	Fruits	39 Fruits et autres cultures permanentes	32 + 33 + 34
Bovins lait	Bovins lait	41 Bovins lait	41
Bovins élevage et viande	Bovins viande	42 Bovins élevage et viande	42
Bovins lait, élevage et viande	Bovins mixtes	43 Bovins lait, élevage et viande	43
Ovins, autres herbivores	Ovins, autres herbivores	44 Ovins, caprins et autres herbivores	44
Porcins, volailles	Porcins, volailles	50 Granivores 72 Polyélevage à orientation granivores	50 72
Polyculture, polyélevage	Polyculture, polyélevage	60 Polyculture 71 Polyélevage à orientation herbivores 81 Grandes cultures et herbivores 82 Autres combinaisons cultures-élevage	60 71 81 82

régime fiscal. Les exploitations du sous-échantillon II sont imposées au réel, mais également certaines exploitations du sous-échantillon III. Pour 2009, un comptage selon le mode d'imposition révèle que l'échantillon comporte en réalité 6 298 exploitations imposées au réel (soit, après extrapolation, 77 % des exploitations du champ RICA). Cette population représente, après extrapolation, 86 % de la surface agricole utilisée, 85 % des UTA et 91 % du produit brut du champ RICA.

## Plan de sélection

L'échantillon RICA 2009 complet comprend 7 470 exploitations.

L'échantillon n'est pas « aléatoire » mais se fonde sur la méthode des quotas. Dans cette méthode, l'univers, connu à partir d'un recensement ou d'une enquête lourde, est découpé en strates fondées sur des caractères relativement faciles à observer et bien corrélés avec les variables étudiées. Des objectifs de collecte à atteindre sont déterminés pour chaque strate. Pour le RICA, ces strates sont des croisements des critères suivants :

- la région (22 régions en France métropolitaine),
- l'OTEX (orientation technico-économique des exploitations),
- la CDEX (classe de dimension économique des exploitations).

Pour chaque strate région/OTEX/CDEX, est défini un

nombre d'exploitations à sélectionner. Le taux de sondage croît avec la dimension des exploitations. On cherche à recruter relativement plus de grosses exploitations que de petites. Les services régionaux sont chargés de sélectionner des exploitations avec les offices comptables, en respectant ces quotas. Ils doivent également remplir les objectifs en terme de sous-échantillon I, II ou III (cf. plus haut le paragraphe « recrutement des exploitations ») qui leur ont été assignés.

La répartition des exploitations agricoles dans « l'univers » selon ces critères est connue par le recensement agricole, puis actualisée par les enquêtes sur la structure des exploitations agricoles. Pour l'exercice 2009, ce sont les résultats de l'enquête structure 2007 qui ont été utilisés.

## Pondération

Par construction, ces taux de sondage (la proportion d'exploitations sélectionnées) diffèrent notablement selon les strates, notamment selon la dimension économique. On ne peut dépouiller l'enquête simplement, en considérant que chaque exploitation est équivalente à une autre. Il est indispensable de réaliser le dépouillement strate par strate, en affectant à chaque exploitation, une pondération. L'univers de référence pour l'exercice 2009, qui permet de calculer les taux de sondage des différentes strates du RICA est celui issu de l'enquête structure 2007.

Tableau 3  
Champ du RICA et effectifs par CDEX en 2009

CDEX	MBS (en écus « 96 »)	UDE (unité de dimension européenne)	Hectares-équivalent-blé	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2009	Nombre pondéré <sup>1</sup> d'exploitations en 2009
1, 2, 3, 4	Moins de 9 600	Moins de 8	Moins de 12 ha	Hors champ RICA	
5 et 6	de 9 600 à moins de 19 200	de 8 à moins de 16	de 12 ha à moins de 24 ha	143	10 504
7	de 19 200 à moins de 48 000	de 16 à moins de 40	de 24 ha à moins de 60 ha	1 202	99 308
8	de 48 000 à moins de 120 000	de 40 à moins de 100	de 60 ha à moins de 150 ha	3 205	135 289
9	de 120 000 à moins de 300 000	de 100 à moins de 250	de 150 ha à moins de 375 ha	2 487	70 395
10	300 000 et plus	250 et plus	375 ha et plus	433	10 517
<b>TOTAL</b>				<b>7 470</b>	<b>326 013</b>

1. Cf. ci-après le paragraphe « Pondération ».

Source : RICA 2009

Tableau 4  
Caractéristiques générales des trois sous-échantillons en moyennes pondérées par exploitation en 2009

Sous-échantillon	Nombre d'exploitations dans l'échantillon définitif 2009	Âge de l'exploitant (en années)	Surface agricole utilisée (ha)	Dimension économique (en hectares-équivalent-blé)	UTA	Produit brut (en euros)
Sous-échantillon I	937	47	49	51	1,26	62 190
Sous-échantillon II	5 964	48	89	145	2,23	208 320
Sous-échantillon III	569	45	75	106	1,89	148 710
<b>ENSEMBLE</b>	<b>7 470</b>	<b>48</b>	<b>80</b>	<b>124</b>	<b>2,02</b>	<b>175 619</b>

Source : RICA 2009



Tableau 5 - Effectifs selon les orientations de production dans l'échantillon définitif du RICA en 2009

Orientation	Nombre d'exploitations dans l'échantillon	Nombre extrapolé d'exploitations	Nombre d'exploitations dans l'univers (champ RICA) Enquête structure 2007
Grandes cultures	1 911	74 540	74 540
Maraîchage, horticulture	378	9 663	9 659
Vins d'appellation d'origine	818	32 830	32 830
Autre viticulture	225	11 145	11 145
Fruits	346	9 120	9 120
Bovins lait	1 008	53 050	53 050
Bovins élevage et viande	712	39 657	39 657
Bovins lait, élevage et viande	232	8 520	8 519
Ovins, autres herbivores	394	19 217	19 217
Porcins, volailles	307	13 300	13 300
Polyculture, polyélevage	1 139	54 971	54 971
<b>ENSEMBLE</b>	<b>7 470</b>	<b>326 013</b>	<b>326 008</b>

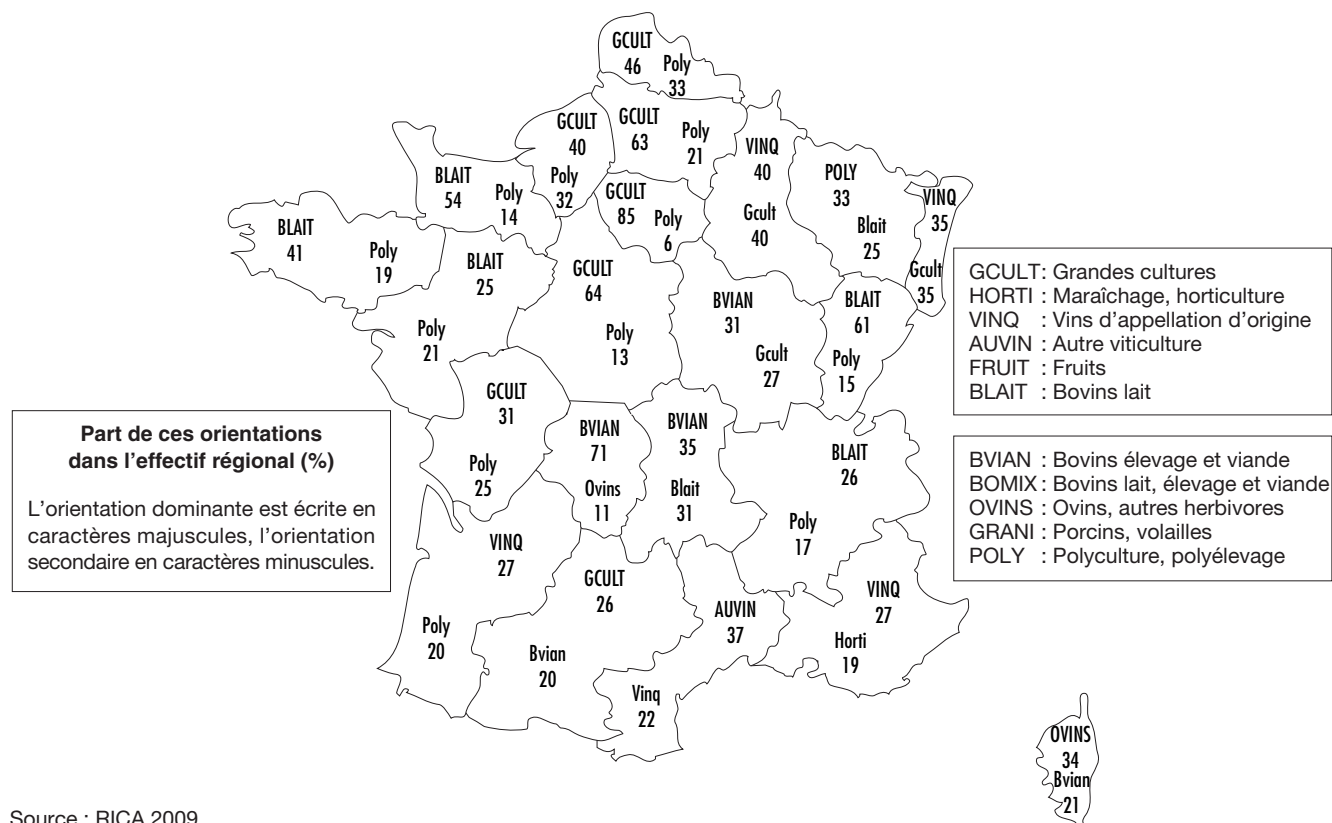
Source : RICA 2009

Tableau 6 - Valeurs extrapolées du RICA 2009 définitif selon les orientations

Orientation	Surface agricole utilisée extrapolée (en millier d'hectares)	Nombre d'unités-travail-année extrapolées (en millier d'UTA)	Produit brut extrapolé (en million d'euros)
Grandes cultures	8 634	128	14 259
Maraîchage, horticulture	62	44	2 573
Vins d'appellation d'origine	642	99	6 915
Autre viticulture	388	23	1 418
Fruits	274	45	2 013
Bovins lait	3 920	90	7 949
Bovins élevage et viande	3 648	53	3 938
Bovins lait, élevage et viande	942	16	1 640
Ovins, autres herbivores	1 569	30	1 894
Porcins, volailles	572	24	3 978
Polyculture, polyélevage	5 432	108	10 678
<b>ENSEMBLE</b>	<b>26 084</b>	<b>659</b>	<b>57 254</b>

Source : RICA 2009

Figure 1 - Orientations dominantes et secondaires selon les régions



Source : RICA 2009

Tableau 7  
**Effectifs selon les régions**  
**dans l'échantillon définitif du RICA en 2009**

Régions	Nombre d'exploitations		
	Dans l'échantillon	Extrapolé dans le RICA	Dans l'univers Enquête structure 2007
Île-de-France	210	3 729	3 955
Champagne-Ardenne	384	15 563	16 303
Picardie	273	9 512	10 160
Haute-Normandie	172	6 449	6 756
Centre	415	16 504	17 645
Basse-Normandie	242	13 387	13 847
Bourgogne	360	14 528	14 966
Nord-Pas-de-Calais	287	9 842	10 208
Lorraine	241	7 641	7 901
Alsace	201	6 000	6 188
Franche-Comté	224	6 186	6 416
Pays de la Loire	465	27 020	27 187
Bretagne	481	27 670	27 902
Poitou-Charentes	368	16 821	17 216
Aquitaine	552	26 432	26 915
Midi-Pyrénées	490	29 833	29 904
Limousin	226	9 342	9 658
Rhône-Alpes	474	23 719	24 190
Auvergne	379	16 710	17 002
Languedoc-Roussillon	425	17 489	17 649
Provence-Alpes-Côte d'Azur	437	12 348	12 471
Corse	164	1 479	1 569
<b>FRANCE ENTIÈRE</b>	<b>7 470</b>	<b>318 204</b>	<b>326 008</b>

Source : RICA 2009

*Les informations régionales sont calculées à l'aide du jeu de coefficients de pondération régionaux. Ces coefficients ont une valeur inférieure ou égale à celle des coefficients nationaux (voir ci-avant le paragraphe « Pondération »). De ce fait, le nombre total d'exploitations obtenu en faisant la somme des régions est inférieur au nombre d'exploitations calculé par sommation des orientations de production, eux-mêmes basés sur des coefficients de pondération nationaux.*

Tableau 8  
**Poids des régions en 2009**

En %

Régions	Nombre d'exploitations		Surface agricole utilisée	Nombre d'UTA	Produit brut	RCAI <sup>1</sup>
	Échantillon	Extrapolé				
Île-de-France	2,81	1,17	2,00	1,30	1,80	1,62
Champagne-Ardenne	5,14	4,89	5,86	5,61	7,11	11,29
Picardie	3,65	2,99	4,81	2,84	4,49	3,84
Haute-Normandie	2,30	2,03	2,79	2,00	2,71	0,62
Centre	5,56	5,19	8,17	4,78	5,96	5,45
Basse-Normandie	3,24	4,21	4,54	3,75	4,14	2,19
Bourgogne	4,82	4,57	6,38	4,47	4,90	4,89
Nord-Pas-de-Calais	3,84	3,09	2,82	2,73	3,42	2,82
Lorraine	3,23	2,40	4,35	2,31	2,94	1,81
Alsace	2,69	1,89	1,07	2,04	1,88	3,14
Franche-Comté	3,00	1,94	2,56	1,63	1,82	2,25
Pays de la Loire	6,22	8,49	8,30	9,11	10,64	10,75
Bretagne	6,44	8,70	5,91	9,07	10,90	8,38
Poitou-Charentes	4,93	5,29	6,34	4,87	5,29	6,51
Aquitaine	7,39	8,31	4,86	9,55	7,63	7,65
Midi-Pyrénées	6,56	9,38	8,86	7,95	6,37	4,13
Limousin	3,03	2,94	3,29	2,30	1,75	2,18
Rhône-Alpes	6,35	7,45	5,77	7,89	5,68	7,79
Auvergne	5,07	5,25	5,63	3,84	3,33	4,39
Languedoc-Roussillon	5,69	5,50	3,23	6,04	3,59	2,51
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5,85	3,88	1,98	5,47	3,35	5,23
Corse	2,20	0,46	0,46	0,45	0,30	0,57
<b>FRANCE ENTIÈRE</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

1. RCAI : Résultat courant avant impôts.

Source : RICA 2009

Des modifications ont été apportées en 2005 au calcul des taux de sondage. Le découpage en strates faisait auparavant intervenir la notion de sous-échantillon. Il a été simplifié et repose maintenant sur les 3 critères principaux, à savoir la région, l'OTEX et la CDEX.

Certaines strates ont en outre été regroupées, afin de remédier aux problèmes de représentativité de certaines catégories d'exploitations, et surtout d'éviter d'éventuelles valeurs extrêmes ou aberrantes du taux de sondage.

Ainsi, ont été regroupées sous le même critère, les exploitations des CDEX 5, 6 et 7 d'une part, les exploitations des OTEX 50 et 72 d'autre part, enfin les exploitations appartenant aux OTEX 60, 71, 81 et 82.

Au total, on a 22 (régions) x 13 (OTEX) x 4 (CDEX) = 1 144 strates.

Toutes les exploitations d'une strate donnée sont affectées d'un coefficient de pondération que l'on calcule comme suit. On effectue d'abord, pour la strate considérée, le rapport entre le nombre d'exploitations de l'univers et le nombre d'exploitations de l'échantillon. Les fusions de strates explicitées plus haut permettent de pallier les éventuels problèmes de valeurs extrêmes du taux de sondage. Ce calcul donne un premier coefficient appelé coefficient de pondération régional.

Si l'on applique à toutes les exploitations de l'échantillon ce coefficient régional, on obtient un nombre total d'exploitations inférieur au nombre total fourni par l'univers (certaines strates étant plafonnées, d'autres non représentées dans l'échantillon) (tableau 7). On va donc calculer un autre coefficient, appelé coefficient national d'extrapolation, en « dilater » le coefficient régional. Par une méthode de calage sur marge (procédure « Calmar » proposée par l'Insee), on modifie les poids du coefficient d'extrapolation régional, de manière à obtenir au final des marges régionales par OTEX et par CDEX égales à celles fournies par l'univers. Ce coefficient permet de se rapprocher au mieux de l'univers de référence.

Dans cette publication, on a utilisé le coefficient régional pour pondérer les données chiffrées régionales (cartes), et le coefficient national pour pondérer toutes les autres données chiffrées (qui concernent la France entière).

## Évolutions annuelles

Dans cette publication, les résultats présentés en niveaux absolus pour l'année 2009 sont évalués sur l'ensemble de l'échantillon. En revanche, les indices d'évolution annuelle sont calculés sur échantillon constant. L'évolution pour 2009 correspond aux variations enregistrées entre le 31/12/08 et le 31/12/09 pour les variables de bilan, entre 2008 et 2009 pour les variables de flux, dans les exploitations communes aux fichiers 2008 et 2009 (échantillon de 6 839 exploitations). Les évolutions par OTEX sont établies en ne conservant dans l'échantillon constant que les exploitations ayant la même OTEX sur les deux années (échantillon de 6 515 exploitations). Les coefficients d'extrapolation retenus pour ces opérations sont réestimés à partir du coefficient national, de manière à se rapprocher le plus possible de l'univers de référence.

Les séries de long terme sont construites soit à l'aide d'échantillons complets (ensemble des exploitations de l'année, pour chaque année), soit à l'aide d'échantillons constants successifs, déterminés sur deux années consécutives. Dans ce cas, la valeur pour 2009 est fournie par le fichier 2009 total, mais les valeurs antérieures sont calculées en appliquant successivement les indices d'évolution annuelle à la valeur 2009. Cette méthode conduit à calculer des évolutions annuelles concernant des exploitations pérennes, en éliminant donc les effets dus aux variations d'échantillonnage, aux créations ou disparitions et, en ce qui concerne les évolutions par OTEX, aux changements d'orientation, les coefficients d'extrapolation utilisés étant les mêmes pour deux années consécutives.

Les indices d'évolution annuels sont calculés en valeur réelle, en les déflatant de la hausse du prix du PIB. Pour l'année 2009, celui-ci a augmenté de 0,52 %.

## Plan, nomenclature, concepts et traitements comptables

L'arrêté interministériel du 11 décembre 1986 a approuvé le Plan comptable général agricole (PCGA) pour les exercices comptables ouverts après le 1<sup>er</sup> janvier 1987. Pour le RICA, dès l'exercice comptable 1987, les comptabilités ont toutes été tenues à l'aide de ce plan comptable.

Le PCGA a pris le relais du Plan comptable agricole de 1970, document approuvé par le Conseil national de la comptabilité et largement utilisé, mais sans base réglementaire. Il répondait à une volonté de satisfaire de nouveaux besoins : extension du régime du bénéfice réel, création de nombreux GAEC, Sociétés civiles d'exploitation agricole... Il visait par ailleurs à une plus grande harmonisation comptable pour l'ensemble des entreprises.

### La nomenclature

La nomenclature du PCGA est celle du Plan comptable général adaptée à l'activité agricole.

Elle permet donc :

- de regrouper éventuellement les subdivisions des comptes ;
- de faire ressortir, à l'intérieur de chaque compte, les opérations de sens contraire à celles qui y sont normalement portées ;
- d'améliorer l'enregistrement des amortissements et des provisions.

Des comptes spécifiques à l'agriculture ont été créés aux niveaux qui s'imposaient dans la subdivision des comptes.

### Les documents de synthèse

Les documents de synthèse doivent décrire :

- les performances réalisées par l'entreprise au cours de l'exercice : *Compte de Résultat*
- la situation patrimoniale et financière de l'entreprise à la clôture de l'exercice : *Bilan*
- tout fait important ayant influencé le patrimoine, la situation financière et les résultats : *Annexe*.

Outre ces trois documents obligatoires, l'entreprise peut établir :

- un tableau des soldes intermédiaires de gestion (voir ci-après),
- un tableau de financement de l'exercice.

#### Le compte de résultat

Les produits et charges y sont répartis en trois grandes catégories, selon qu'ils ont un caractère d'exploitation, financier ou exceptionnel. Cette distinction per-

met de calculer les résultats d'exploitation, financier et exceptionnel.

Les charges et les produits exceptionnels ne sont liés :

- ni à l'activité normale et courante de l'exploitation
- ni à sa gestion financière.

#### Le bilan

On distingue les actifs qui servent durablement à l'activité de l'entreprise (immobilisations) et les autres (actif circulant).

Les frais d'établissement sont désormais limités aux frais de constitution, de premier établissement et d'augmentation de capital.

Les animaux reproducteurs sont classés dans l'actif immobilisé mais font l'objet d'un traitement comptable simplifié semblable à celui des « stocks et en-cours ». Les autres biens vivants sont classés dans l'actif circulant en deux blocs suivant la durée de leur cycle de production (long ou court), de même que les en-cours de production.

Le résultat de l'exercice figure au passif, dans les capitaux propres. S'il s'agit d'un bénéfice, il est précédé d'un signe (+), dans le cas d'une perte, d'un signe (-).

Les effets à recevoir sont regroupés avec les créances dont ils sont l'objet et les effets à payer avec les dettes. Les comptes de régularisation sont alors limités aux produits et aux charges constatés d'avance et à répartir sur plusieurs exercices.

#### L'annexe

L'annexe est un document obligatoire qui complète et explique le compte de résultat et le bilan.

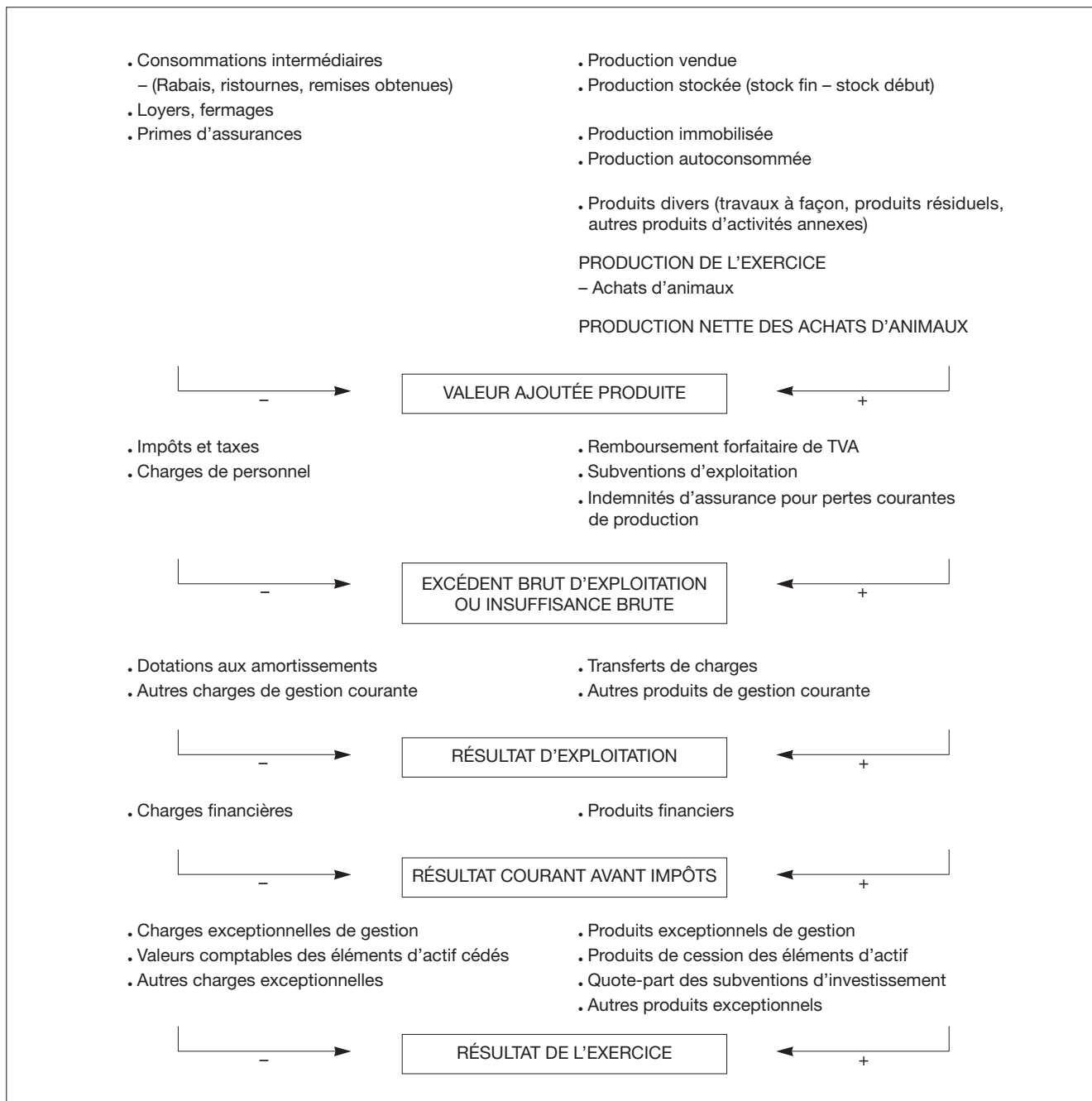
Elle comprend des tableaux chiffrés sur l'état :

- des immobilisations (entrées, sorties, virements de poste à poste) ;
- des amortissements (méthodes de calcul utilisées...);
- des provisions ;
- des échéances des créances et dettes à la clôture de l'exercice.

Elle comprend également des informations diverses concernant :

- le montant des engagements en matière de crédit-bail ;
- l'état des dettes garanties ;

## Schéma des soldes intermédiaires de gestion



## Schéma simplifié du bilan

ACTIF		PASSIF	
ACTIF IMMOBILISÉ	Immobilisations corporelles Immobilisations incorporelles Immobilisations financières	CAPITAUX PROPRES	Capital Réserves Résultat
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en-cours Créances Disponibilités	DETTES	Emprunts et dettes financières Autres dettes
Comptes de régularisation ACTIF		Compte de régularisation PASSIF	

- des précisions sur la nature, le montant et le traitement des frais d'établissement ;
- produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice ;
- produits et charges imputables à un autre exercice ;
- produits exceptionnels et charges exceptionnelles.

## Les spécificités du RICA

La récupération de données comptables garantit la rigueur et l'homogénéité des concepts utilisés pour la collecte. Cependant, ces données comptables doivent être adaptées si l'on veut approcher la réalité économique d'une exploitation agricole. C'est pourquoi des instructions sont données afin que soient effectués les retraitements suivants :

- amortissement linéaire des immobilisations.
- réévaluation des immobilisations.
- retraitement des stocks : on interdit en particulier les décotes pour certains produits.
- retraitement des provisions (exploitations au bénéfice réel normal).
- inscription des terres au bilan.

Par ailleurs, des éclatements spécifiques sont demandés :

- ventilation des emprunts selon l'origine de l'organisme

prêteur et selon la destination économique de ces emprunts.  
- affectation de certaines charges.

### **Cas de la réévaluation des immobilisations**

L'opération de réévaluation du bilan est une phase importante du retraitement des données comptables. Elle a pour objectif de rendre comparables des immobilisations acquises à des dates différentes et d'obtenir des amortissements correspondant au coût de remplacement des biens.

Dans une comptabilité, les immobilisations sont appréciées à leur cours d'achat, puis amorties. Pour les besoins du RICA, ces postes sont réévalués chaque année en fonction de l'inflation. Cette réévaluation était effectuée depuis 1979 par les comptables qui majoraient d'un taux global chaque type d'immobilisations. Cela s'est révélé peu précis, notamment pour le poste foncier dont le prix évoluait à l'inverse des autres postes du bilan. À partir de 1987, les immobilisations sont réévaluées a posteriori en fonction des différents taux d'inflation de l'année pour chaque poste. À cette occasion, un rebasement a été effectué à l'ouverture du bilan 1987.





## Lexique

**Les termes en gras italique sont définis par ailleurs dans le lexique.**

Les termes en italique désignent des variables explicitement recueillies dans le RICA.

**Actif circulant :**

*Stocks et en-cours + valeurs réalisables + valeurs disponibles.*

**Actif immobilisé :**

*Immobilisations incorporelles + immobilisations corporelles + immobilisations financières.*

**Actif total :**

*Actif immobilisé + actif circulant + régularisation de l'actif.*

**Aides aux jachères :**

Subvention versée pour compenser la mise en jachère d'une partie de la superficie en céréales, oléagineux et protéagineux (SCOP).

**Amortissements :**

*Voir dotations aux amortissements.*

**Autoconsommation :**

Ensemble des produits de l'exploitation consommés par l'exploitant ou les membres de sa famille.

**Autofinancement :**

*Capacité d'autofinancement - prélèvements privés.*

**Besoin en fonds de roulement :**

*Voir Fonds de roulement (besoin en).*

**Capacité d'autofinancement :**

*Résultat de l'exercice + dotations aux amortissements – quote-part des subventions d'investissement virées au compte de résultat – plus-values sur cessions + moins-values sur cessions.*

**Capital d'exploitation :**

Partie de l'*actif immobilisé* comprenant les *bâtiments (installations spécialisées et constructions), le matériel, l'outillage et les animaux reproducteurs.*

**Capitaux permanents (après répartition des bénéfices) :**

*Capitaux propres + dettes à long ou moyen terme.*

**Capitaux propres :**

*Situation nette + subventions d'investissement.*

**Charges d'approvisionnement :**

*Engrais et amendements + semences et plants + produits phytosanitaires + aliments du bétail + produits vétérinaires + combustibles, carburants et lubrifiants + fournitures et emballages.*

**Charges courantes :**

*Charges d'exploitation + charges financières.*

**Charges exceptionnelles :**

*Valeur comptable des éléments d'actif cédés + charges exceptionnelles sur opérations de gestion + autres charges exceptionnelles.*

**Charges d'exploitation :**

*Charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation.*

**Charges d'exploitation (autres) :**

*Travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers et fermages, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, assurances, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs, impôts et taxes, charges de personnel, dotations aux amortissements.*

**Charges financières :**

*Intérêts + frais financiers.*

**Charges de personnel :**

*Rémunération du personnel salarié + charges sociales du personnel salarié.*

**Chiffre d'affaires :**

*Somme des produits sur ventes, travaux à façon, activités annexes, produits résiduels, pensions d'animaux, terres louées prêtes à semer, agritourisme, autres locations.*

**Classe de dimension économique des exploitations (CDEX) :**

Classement des exploitations selon leur taille, fondé sur leur *MBS totale* (cf. annexe 2).

**Consommations intermédiaires :**

*Charges d'approvisionnement, travaux par tiers, eau, gaz, électricité, eau d'irrigation, petit matériel, autres fournitures (y compris carburant à la pompe), redevances de crédit-bail, loyers du matériel, loyers des animaux, entretien des bâtiments, entretien du matériel, honoraires vétérinaires, autres honoraires, transports et déplacements, frais divers de gestion, autres travaux à façon et services extérieurs.*

**Découverts et intérêts :**

*Comptes de banques ou chèques postaux si créditeurs + intérêts courus à payer + concours bancaires courants (crédits de campagne, emprunts de trésorerie à court terme liés au cycle de production).*

### Dettes financières à court terme :

Emprunts bancaires à court terme (Crédit agricole et autres) + comptes financiers (banques, chèques postaux, intérêts à payer, concours bancaires).

### Dettes financières à long ou moyen terme :

Emprunts à plus de 2 ans (Crédit agricole et autres).

### Dettes non financières :

Avances et acomptes reçus des clients + dettes d'exploitation (fournisseurs, dettes sociales, État (TVA), dettes sur immobilisations, autres dettes) + produits constatés d'avance.

### Dettes totales :

Dettes financières à court terme + dettes financières à long ou moyen terme + dettes non financières.

### Dotations aux amortissements :

Constatation comptable d'un amoindrissement irréversible de la valeur d'un élément d'**actif immobilisé**, résultant de l'usage du temps, d'un changement technique ou de toute autre cause.

Le RICA retient la règle du calcul linéaire des amortissements.

### Effectifs animaux exprimés en UGB (*unité-gros-bétail*) :

Résultat de la multiplication des effectifs moyens par un coefficient de conversion correspondant à chaque type d'animal.

### Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation (EBE)<sup>1</sup> :

Valeur ajoutée produite + remboursement forfaitaire de TVA + subventions d'exploitation + indemnités d'assurances – impôts et taxes – charges de personnel.

### Excédent de trésorerie d'exploitation (ETE) :

Il exprime un flux effectif de trésorerie généré au cours de l'exercice par les opérations d'exploitation. Il est déterminé comme l'**excédent brut d'exploitation** diminué de la variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation et de la variation d'inventaire des animaux reproducteurs. Le besoin en fonds de roulement d'exploitation ne peut être qu'approché à partir du **besoin en fonds de roulement**. Si les dettes non financières sur immobilisations ont bien été déduites, les actifs circulants et dettes non financières se rapportant à des opérations exceptionnelles ne peuvent pas être isolées sur les fichiers du RICA.

### Fonds de roulement (besoin en) :

Actif cyclique (stocks et en-cours, avances et acomptes versés aux fournisseurs, créances, valeurs mobilières de placement, charges constatés d'avance) – **dettes non financières**.

Dans une application plus rigoureuse du concept, les biens vivants et en-cours à cycle long serait à exclure du poste « actif cyclique », qui deviendrait donc « actif à cycle court », mais la nomenclature utilisée par le RICA ne le permet pas.

### Fonds de roulement net :

Capitaux propres + dettes financières (sauf concours bancaires courants et découverts bancaires) – actifs immobilisés – charges à répartir.

### Immobilisations corporelles :

Terrains et aménagements fonciers (foncier) + bois et aménagements forestier + plantations + constructions et installations spécialisées (constructions + matériel et outillage (matériel) + animaux reproducteurs + autres immobilisations corporelles).

### Immobilisations financières :

Participation à des organismes professionnels agricoles + autres immobilisations financières.

### Immobilisations incorporelles :

Frais d'établissement + TVA non récupérable sur les biens constituant des immobilisations + autres immobilisations incorporelles.

### Indemnités d'assurance :

Indemnités perçues au cours de l'exercice au titre des productions animales ou végétales, à l'exclusion de celles perçues au titre d'immobilisations.

### Indépendance financière :

Capitaux propres / capitaux permanents.

### Intraconsommation :

Ensemble des produits de l'exploitation utilisés comme **consommations intermédiaires**.

### Investissement :

Différence entre acquisitions et cessions d'immobilisations (bâtiments et installations spécialisées, matériel et outillage, plantations réalisées au cours de l'exercice), augmentée de la différence entre stocks de début et de fin d'exercice pour les animaux reproducteurs. On notera que, pour les animaux, la notion d'investissement est extensive. Elle traduit non seulement les mouvements d'acquisition et de cession, mais aussi les effets de valorisation ou dépréciation de troupeaux. Encore appelé « investissement corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

### Investissement matériel et outillage :

Regroupe les investissements (acquisitions – cessions) en : matériel de traction, de travail et de préparation du sol, d'épandage, de semis, de traitement, de récolte, de transport tracté, de manutention et de stockage, de conditionnement, d'emballage, de transformation, de chais, d'atelier ; gros outillage ; petits matériel et outillage (dans la mesure où ils ne sont pas comptés comme charges).

Remarque : la valeur du matériel de bureau et du matériel de transport non tracté n'est pas retenue dans ce poste.

### Investissement net :

Investissement – dotations aux amortissements.

Encore appelé « investissement net corporel hors foncier » dans les résultats antérieurs à 1993.

### Investissement total :

Différence entre acquisitions et cessions pour l'ensemble des immobilisations réalisées au cours de l'exercice (y compris les **immobilisations foncières, incorporelles et financières**) augmentée de la différence entre stocks de début et de fin d'exercice pour les animaux reproducteurs (voir pour ceux-ci la remarque sur le poste « investissement »).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

### Marge brute standard (MBS) :

Dans chaque exploitation, pour chaque spéculation, une MBS est calculée en multipliant le nombre d'hectares de surface ou le nombre de têtes de bétail par le coefficient correspondant au produit et à la région considérés. Les MBS s'expriment en écus, unités de compte européennes. Voir annexe 2.

### MBS totale :

La MBS totale est obtenue en effectuant la somme des MBS des diverses spéculations et caractérise la dimension (et **la classe de dimension CDEX**) de l'exploitation. Les contributions relatives des diverses spéculations permettent de calculer l'**OTEX (orientation technico-économique)**.

Dans cette publication, le calcul des OTEX et CDEX repose sur les coefficients de MBS de 1996.

### Nombre d'exploitations représentées :

Un jeu de coefficients d'extrapolation assure le passage de l'échantillon à l'ensemble des exploitations agricoles françaises ou « univers ». Ces coefficients sont calculés pour chaque combinaison de région, spécialisation, dimension et sous-échantillon.

### Orientation technico-économique des exploitations (OTEX) :

Classement des exploitations selon leur(s) production(s) principale(s), fondé sur les **MBS** relatives des différentes spéculations pratiquées (cf. annexe 2).

### Passif total :

**Capitaux propres + dettes totales + régularisation du passif.**

### Poids des charges courantes :

**Charges courantes / produit brut.**

### Prélèvements privés :

Solde des versements et des prélèvements, en espèces ou en nature, effectués par l'exploitant au cours de l'exercice.

### Production brute :

**Produit brut + intraconsommations.**

### Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)<sup>1</sup> :

Somme des **produits bruts élémentaires** (animaux, produits animaux, végétaux, produits végétaux, produits horticoles) et des produits issus de la **production immobilisée, des travaux à façon, de la vente de produits résiduels, des pensions d'animaux, des terres louées prêtes à semer, des autres locations, de l'agritourisme et des produits d'activités annexes.**

### Production immobilisée :

Travaux effectués par et pour l'entreprise durant l'exercice et dont le montant doit être affecté à un poste d'**immobilisation**. Il s'agit de la contrepartie de montants enregistrés en **charges d'exploitation** qui doivent, en définitive, être inscrits en **immobilisations**.

### Produit brut :

Somme de la **production de l'exercice (nette des achats d'animaux), des subventions d'exploitation, des indemnités d'assu-**

**rance, des remboursements forfaitaires de TVA, des rabais, remises et ristournes obtenus, des autres produits de gestion courante, et des transferts de charge.**

Le produit brut est un concept utilisé en économie agricole, qui associe d'autres ressources à la production de l'exercice, en particulier les subventions et les indemnités d'assurance. Cette notion est avant tout utilisée pour des besoins de gestion. Elle n'intervient pas dans l'enchaînement des soldes intermédiaires de gestion. Ceux-ci sont calculés à partir de la production de l'exercice.

### Produits bruts élémentaires :

- Animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation d'animaux**, diminuée des **achats d'animaux**.

- Produits animaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits animaux**.

- Végétaux

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de végétaux**.

- Produits végétaux

Somme des **ventes variations de stocks, autoconsommation de végétaux transformés**.

- Produits horticoles

Somme des **ventes, variations de stocks, autoconsommation de produits horticoles**.

### Produits exceptionnels :

**Produits exceptionnels de gestion + produits de cession des éléments d'actif + quote-part des subventions d'investissement + autres produits exceptionnels.**

### Remboursement forfaitaire de TVA :

Montant dû par l'État aux exploitations agricoles soumises au régime du remboursement forfaitaire en compensation de la TVA qu'elles ne peuvent pas récupérer.

### Résultat courant avant impôts (RCAI)<sup>1</sup> :

**Résultat d'exploitation + résultat financier.** Dans le RICA, le RCAI est calculé avant déduction des **cotisations sociales de l'exploitant**.

### Résultat exceptionnel :

**Produits exceptionnels - charges exceptionnelles.**

### Résultat de l'exercice (bénéfice +, perte -)<sup>1</sup> :

**Résultat courant avant impôts + résultat exceptionnel.**

### Résultat d'exploitation<sup>1</sup> :

**Excédent brut (ou insuffisance brute) d'exploitation + transferts de charges + autres produits de gestion courante - dotations aux amortissements - autres charges de gestion courantes.**

### Résultat financier :

**Produits financiers - charges financières.**

### SAU (surface agricole utilisée) :

Terres labourables, terres en maraîchage ou sous-verre, terres florales, cultures permanentes, prairies et pâturages (y compris landes et parcours productifs, non compris les jardins familiaux).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.

### SAU en faire-valoir direct :

Superficies mises en valeur par le propriétaire, l'usufruitier ou par l'intermédiaire d'un salarié.

### SAU en fermage :

Terres mises en valeur par une autre personne que leur propriétaire ou usufruitier, moyennant un contrat de location. La caractéristique du fermage est que la redevance est fixée à l'avance et indépendante des résultats de l'exercice.

### SAU en métayage :

Terres mises en valeur par l'association entre le bailleur et le preneur (métayer) sur la base d'un contrat de métayage. La caractéristique du métayage est que la production annuelle est répartie entre bailleur et métayer selon une clé fixée à l'avance.

### Situation nette :

*Capital individuel initial + variations de capital initial + écarts de réévaluation.*

### SFP (surface fourragère principale) :

Cultures fourragères et prairies.

### Stocks et en-cours :

*Approvisionnements, stocks de produits, animaux circulants (non reproducteurs), avances aux cultures, autres en-cours, c'est-à-dire biens en cours de formation au travers d'un processus de production, et non susceptibles d'être commercialisés en l'état.*

### Subventions d'exploitation :

Sommes accordées à l'entreprise à titre gratuit par l'État, certaines collectivités publiques, ou éventuellement d'autres tiers, pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits normaux ou de faire face à certaines charges normales de l'exercice.

À partir de 1993, la règle du moment d'enregistrement des subventions a été révisée. Le principe général n'est plus celui de l'encaissement mais celui des droits et obligations, c'est-à-dire celui de l'enregistrement au moment où les créances attachées aux opérations sont certaines. Ce principe n'exclut pas des enregistrements selon le principe de l'encaissement dans le cas où le montant de la créance ne peut pas être estimé à la clôture de l'exercice.

Dans le RICA, les subventions sont classées de la façon suivante :

#### Aides nationales et communautaires

##### - Paiement unique (DPU)

- **Aides aux productions animales** : prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, prime à l'abattage, autres primes bovines, primes à la brebis et à la chèvre, autres aides ovines, autres aides animales.

- **Aides aux productions végétales** : aides aux terres arables (jachères, céréales, oléagineux, protéagineux, chanvre, lin), aide à la culture du riz, aides aux cultures énergétiques, aides à la surface pour les fruits à coque, aides aux légumineuses à grain, secteur du vin, secteur fruits et légumes, autres aides aux plantes industrielles et autres aides au secteur végétal.

- **Autres aides nationales et communautaires** : aides directes pour compenser un handicap géographique (ICHN), aides directes pour compenser un accident climatique, aides agro-environnementales (prime herbagère PHAE par exemple), autres aides de l'État, à l'exclusion des subventions d'investissement telles que la DJA.

#### Aides locales et régionales

Celles-ci sont réparties entre les secteurs animal, végétal et les autres aides.

### Subventions d'investissement (notamment subventions d'équipement) :

Sommes perçues en vue d'acquies ou de créer des immobilisations. Ces sommes sont échelonnées sur plusieurs années (ou « amorties »). La dotation aux jeunes agriculteurs (DJA) est une subvention d'équipement.

### Tableau de financement :

Le tableau de financement décrit les flux de ressources et d'emplois affectant le patrimoine au cours de l'exercice. Les principaux flux de ressources durables sont la **capacité d'autofinancement** et les nouvelles **dettes financières** (nouveaux emprunts contractés à court, moyen et long termes). Les emplois stables les plus importants sont les **prélèvements privés**, le **remboursement des dettes financières** et les **acquisitions d'immobilisations**. Par différence entre les flux de ressources durables et les flux d'emplois stables, on en déduit la variation du **fonds de roulement**. En rapprochant la variation du fonds de roulement et la variation du **besoin en fonds de roulement**, on détermine la variation de **trésorerie nette**.

### Taux d'endettement :

**Dettes totales / passif total.**

### Taux de gel :

Jusqu'en 2005, il existait un taux de gel réglementaire, défini par jachère réglementaire / (surface COP déclarée + jachère réglementaire). La surface COP déclarée comprend les céréales (y c. le maïs-fourrage), oléagineux, protéagineux, plantes textiles éligibles aux aides. La jachère réglementaire comprend la jachère nue aidée et la jachère industrielle (cultures non alimentaires faites sous contrat). Depuis 2006, l'obligation de mise en jachère repose sur un autre mécanisme, l'activation des droits jachères.

### Taux d'intérêt apparent :

**Charges financières / dettes totales.**

### Taux de liquidité :

**Actifs circulants / actif total.**

### Trésorerie nette :

*Disponibilités (banques, chèques postaux, intérêts à recevoir, caisse) - crédits de trésorerie (concours bancaires courants, découverts bancaires).*

### UGB (unité-gros-bétail) :

Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Par définition, 1 vache laitière = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires, on a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB, 1 truie = 0,5 UGB. Les coefficients utilisés depuis 1995 diffèrent pour quelques catégories de ceux utilisés précédemment. Ils ont en effet été recalés sur les coefficients de l'enquête sur la structure des exploitations agricoles.

**UTA (unité de travail annuel) :**

Travail agricole effectué par une personne employée à plein temps pendant une année. Une UTA = 1 600 heures.

**UTANS :**

Travail annuel effectué par une personne non salariée employée pendant une année.

**Valeur ajoutée (VAHF) :**

*Valeur ajoutée produite + loyers et fermages.*

**Valeur ajoutée produite :**

*Production de l'exercice nette des achats d'animaux - consommations intermédiaires - loyers et fermages - primes d'assurance.*

**Valeurs disponibles :**

*Banques + chèques postaux + intérêts à recevoir + caisse et titres de placement.*

**Valeurs réalisables :**

*Avances et acomptes versés + clients + créances sociales + État + autres créances.*

**Variations de stocks de produits :**

Variation d'inventaire (stock fin – stock début) des biens produits par l'exploitation : végétaux (en magasin et en terre), végétaux transformés, animaux (y compris animaux reproducteurs) et produits animaux (tels que lait, œufs...).

1. Voir la définition des soldes intermédiaires de gestion en annexe 3.


## Agreste : la statistique agricole

**Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,  
de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire**  
**Secrétariat Général**  
**SERVICE DE LA STATISTIQUE**  
**ET DE LA PROSPECTIVE**

12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 -  
93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex  
Tél. : 01 49 55 85 05  
<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald  
Composition : SSP Beauvais  
Impression : SSP Toulouse  
Dépôt légal : À parution  
ISSN : 1760-8341  
© Agreste 2011





**Numéro 12 - juillet 2011**



# **Agreste : la statistique agricole**

***Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche,  
de la Ruralité et de l'Aménagement du Territoire***

***Secrétariat Général***

***SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE***

***Site Internet : [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)***

---

Prix : 10,00 €

